

REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI



MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉTABLISSEMENTS CLASSES

PROJET D'INTEGRATION DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE AU SENEGAL
INTAC



**Etude de vulnérabilités selon le genre et le rôle des femmes
dans la lutte contre les inondations à Djiddah Thiaroye Kao**

RAPPORT FINAL

Dakar, Décembre 2012

Consultante:

Salimata Soumaré

TABLE DES MATIERES

Abréviations.....	5
Résumé/Abstract	6
Compréhension des TDR et rappel des objectifs	8
INTRODUCTION	10
Définition des concepts.....	12
Présentation de la commune de Djiddah Thiaroye Kao	13
Chapitre I : Contexte des inondations dans la ville de Dakar	15
1.1. Un contexte de changement climatique	15
1.2. Une croissance exponentielle de la population due à l'exode rural	17
1.3. Une pauvreté endémique.....	18
Chapitre II : Vulnérabilités de la Commune de Djiddah Thiaroye Kao et relation de genre.....	20
2.1. Un milieu physique complexe.....	21
2.2. Un habitat irrégulier.....	22
2.3. Un secteur informel prédominant.....	23
2.4. Un faible développement des infrastructures socioéconomiques	24
2.5. L'absence d'une culture de risque.....	25
Chapitre III : Méthodologie.....	27
Chapitre IV : Impacts des inondations selon le genre sur les différentes couches sociales.....	32
4.1. Les dommages directs.....	33
4.2. Les dommages indirects.....	33
4.2.1. La perte de revenus des activités menées à domicile.....	34
4.2.2. La perte des emplois productifs en dehors du domicile	37
4.2.3. L'augmentation du travail reproductif	38
4.3. Les problèmes de santé.....	41
4.4. Les perturbations dans le système éducatif.....	46
4.5. L'insécurité et les risques d'accidents domestiques.....	47
4.5.1. Les noyades.....	48
4.5.2. Les chutes	48
4.5.3. Les cas d'agressions et de vols.....	49
4.6. La dégradation des mœurs.....	51
4.7. La dislocation des familles.....	51
4.8. Les conflits et les frustrations sociales	52
Chapitre V. Les stratégies de lutte et d'adaptation.....	53
5.1. Les stratégies communautaires.....	53
5.1.1. Les stratégies proactives	53
5.1.2. Les stratégies réactives.....	53
5.1.2.1. Les formes de solidarité locale.....	56
5.2. Les stratégies institutionnelles.....	58
5.2.1. Les mesures proactives.....	61
5.2.1.1. Prévention et préparation.....	61
a) Sensibilisation et renforcement des capacités.....	61
b) Système d'Alerte Précoce (SAP).....	62
5.2.2. Les interventions réactives (Réponse).....	63
5.2.2.1. Le Plan National d'Organisation des Secours (ORSEC).....	64
a) Le pompage des eaux	65
b) Distribution d'Articles Non alimentaires (NFIs)	65
c) Assistance alimentaire ponctuelle (vivres)	66

d) Relogement provisoire.....	67
5.2.2.2. Le Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les inondations et les Bidonvilles (Plan Jaxaay)...	68
a) Aménagement de bassins de rétention	69
b) Indemnisation des sinistrés.....	70
c) Le site de relogement : 'Jaxaay'.....	71
Chapitre VI: Rôle des femmes dans la lutte contre les inondations	72
6.1. Un exemple de leadership communautaire: l'Association Femmes Actions & Développement...	73
6.1.1. Les initiatives de développement du réseau.....	74
a) Le plaidoyer et le travail en réseaux.....	74
b) La sensibilisation.....	74
c) Les activités génératrices de revenus.....	74
d) Les femmes leader en prévention et gestion des catastrophes.....	75
Conclusion.....	79
Recommandations.....	80
BIBLIOGRAPHIE.....	82
ANNEXES.....	86
Annexe 1 : Termes de référence de la consultation	
Annexe 2 : Liste des participants à l'atelier de validation	
Annexe 3 : Guides d'entretien	
Annexe 4 : Liste des principaux acteurs impliqués dans les inondations	
Annexe 5 : Schéma du Dispositif plan ORSEC	
Annexe 6 : Principaux acteurs rencontrés /interviewés sur le terrain	
Annexe 7 : Les données du centre de santé de Deggo	
Annexe 8 : Quelques liens et coupures de presse sur les inondations à Dakar	
Annexe 9 : Visualisation d'artéfacts sur les inondations à Dakar	
Annexe 10: Captures d'écran des visualisations - Relation acteurs / actions	

LISTE DES CARTES

Carte 1: Situation géographique de Djiddah Thiaroye Kao

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Quelques faits marquants sur les inondations à Dakar

Encadré 2 : Inondations de 2012- nombre de victimes

Encadré 3 : Restructuration et régularisation foncière de la CADTK

Encadré 4 : Les déplacements temporaires provoqués par les inondations

Encadré 5 : Récit de vie d'une femme âgée toujours active dans le secteur informel

Encadré 6: un exemple de bonne pratique de la prise en compte de la dimension genre de l'assistance alimentaire

Encadré 7 : Récit de la présidente du réseau 'Femmes Actions & Développement'

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Pluviométrie annuelle à Dakar Yoff 1945-2008

Figure 2 : Pluviométrie à la station de Dakar –Yoff 1989 à 2011

Figure 3 : Points chauds de vulnérabilité sociale à Dakar depuis 1999 Croissance de la population

Figure 4 : Récurrence des inondations à Pikine, Guediawaye, Rufisque (Distribution continue)

Figure 5 : Volume de pompage de la nappe de Thiaroye entre les années 60s et 90s

Figure 6 : Répartition de la population enquêtée selon le sexe

Figure 7 : Différence de revenus période normale (saison sèche) et période d'inondation

Figure 8 : Niveau d'éducation des femmes interviewées

Figure 9 : Quartiers couverts par le centre de santé de 'Deggo'

Figure 10: Nombre total de consultations enregistrées entre janvier 2009 et Mars 2012

Figure 11: Les trois (3) premières causes de consultations au poste de santé de Deggo
Figure 12: Nombre de décès vus à domicile par le centre de santé
Figure 13: Comparaison des consultations Hommes/Femmes
Figure 14: Comparaison consultations Femmes selon les tranches d'âge
Figure 15: Etat des lieux-Restructuration et régularisation foncière de la CADTK
Figure 16: Capture d'écran - liens entre acteurs et actions de lutte contre les inondations
Figure 17: Capture d'écran - acteurs impliqués dans la lutte contre les inondations
Figure 18: Schéma résumant la gestion des inondations

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Une ruelle du quartier de DTK
Photo 2 : Maison remblayée finalement abandonnée à DTK
Photo 3 : Focus group de Groupement de femmes
Photo 4 : Jeunes hommes à la pause après remblaiement
Photo 4 : Femme devant son étale au coin de la rue
Photo 5 : Femme devant son étale à la porte de sa concession
Photo 6 : Jeunes sculpteurs sous une tente de fortune
Photo 7: Route encombrée de boutiques et d'ateliers
Photo 8 : Jeunes du quartier en train de remplir des sacs de sable pour bloquer l'eau
Photo 9 : Jeune habitant en train d'évacuer l'eau
Photo 10 : Ordures à l'intérieur d'un quartier de DTK
Photo 11 : Maison inondée abandonnée
Photo 12: Ecole Salif Ndongo située à DTK : la cour occupée par les sinistrés
Photo 13: Fillette handicapée dans une ruelle de DTK inondable
Photo 14: Personne âgée sortant de sa chambre
Photo 15: Femmes s'affairant à la borne fontaine (gérée par un homme)
Photo 16: Femme âgée en train faire la teinture
Photo 17: Femme âgée devant son étale d'habits teints
Photo 18: Enfants de familles sinistrées en train de jouer dans la cour de l'école Salif Ndongo, DTK
Photo 19: Bassins de rétention de Nietty Mbar (DTK)
Photo 20: Un groupe d'enfants qui s'adonnent à la pêche dans les bassins de rétention

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs selon le sexe du secteur de l'emploi au Sénégal en 2011
Tableau 2 : Principales contraintes de la CADTK dans la lutte contre les inondations
Tableau 3 : Répartition par âge des femmes enquêtées
Tableau 4 : Situation matrimoniale des femmes enquêtées
Tableau 5 : Principaux effets induits des inondations à DTK
Tableau 5 : Nombre d'enfants en charge chez les femmes enquêtées
Tableau 6 : Répartition selon l'âge et le sexe des consultations
Tableau 7: Résumé des effets induits des inondations sur le système éducatif
Tableau 8 : Stratégies communautaires et relation de genre
Tableau 9 : Les différents acteurs impliqués dans la lutte contre les inondations à DTK
Tableau 10 : Résumé des actions menées au niveau institutionnel
Tableau 11 : Données Croix Rouge sénégalaise Inondations 2102
Tableau 12 : Composition du groupe des femmes leaders en prévention et gestion des catastrophes

Liste des abréviations

ACI : Africa Consultants International	NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique
ADQ : Association de développement des Quartiers	NSQ : Nappe des Sables Quaternaires
ACCA : Programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique	LOASP: Loi d'orientation agro - sylvo- pastorale
AND : Autorité Nationale Désignée	OCB: Organisation Communautaire de Base
ANAMS : Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal	OHLM: Office des Habitations à Loyer Modérés
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie	PAM: Programme Alimentaire Mondiale
APIX : Agence Nationale chargée de la Promotion de l'Investissement des grands travaux	PANA: Programme National d'Adaptation aux Changements Climatiques
ASC : Association Sportif et Culturel	PDNA: Post Disaster Needs Assessment (Rapport d'évaluations des besoins post catastrophe)
ASPROSEN : Agence de la propreté du Sénégal	PNDL : Programme National de Développement Local
BM : Banque Mondiale	PNDS: Plan National de développement sanitaire
CADHP : Charte africaine des droits de l'homme et des peuples	PODES : Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social
CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies	PIB: Produit Intérieur Brut
COMNACC : Comité national sur les Changements climatiques	PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
CRS : Catholic Relief Services (CRS)	RNDH: Rapport National Développement Humain
CMS : Crédit Mutuel du Sénégal (),	SENELEC: Société Nationale d'Electricité du Sénégal
DEEC: Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés	SDE : Sénégalaise des Eaux
DESPS: Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale	SICAP: Société Immobilière du Cap Vert
DGPRES: Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau	SNPS : Stratégie Nationale de Protection Sociale
DHP : Direction de l'Hygiène Publique	SNEEG: Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre
DPES : Document de Politique Economique et Sociale	UA : Union Africaine
DPC : Direction de la Protection Civile	UE: Union Européenne
DPM : Direction de la Prévention Médicale	UCAD: Université Cheikh Anta Diop de Dakar
DRSP : Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté	UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
ENDA – tm : Environnement et Développement du Tiers Monde	UNFPA: Fonds des Nations Unies pour la Population
EVE: Eau Vie et Environnement	UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
FAO: Food and Agriculture Organisation	WEDO : Women's Environment and Development Organization (Organisation des femmes pour l'environnement et le développement)
FDV: Fondation droit à la Ville	WV: Word Vision
FEM: Fonds Mondial pour l'Environnement	
FICR: Fédération Internationale Croix rouge	
GGCA: Global Gender Climate Alliance	
GIE : Groupement d'intérêt Economique	
GIEC: Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat	
GNSP: Groupement National des Sapeurs Pompiers	
IAGU: Institut Africain de Gestion Urbaine	
INTAC: Intégration de l'Adaptation au Changement Climatique dans le développement durable au Sénégal	
ISE : Institut des Sciences de l'Environnement	
ISRA: Institut Sénégalais de Recherches Agricoles	
IUCN:	
MDP: Mécanismes Développement Propre	
NFIs: Non Food Items (Articles Non alimentaires)	
MILDA : Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action	

RESUME

Dans le document du Programme d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques (PANA) Sénégal, les ressources en eau sont classées parmi les secteurs les plus sensibles au changement climatique. Et beaucoup de ces changements se manifesteront par une augmentation du niveau de la mer, des inondations plus fréquentes et l'érosion côtière. Les inondations ont fait la une de l'actualité sénégalaise ces dernières années. Le pays est en proie à des inondations dues à des pluies exceptionnelles. Les manifestations du changement climatique sont perceptibles. Le changement climatique a un impact négatif sur de nombreux secteurs, y compris la pêche, l'élevage et l'agriculture, et tend à aggraver les vulnérabilités et les risques. Toutefois, un ensemble d'instruments juridiques internationaux nationaux et locaux a été mis en œuvre dans la lutte contre le changement climatique, notamment i) la ratification de la Convention Cadre des Nations Unies (CCNUCC) et du Protocole de Kyoto; ii) les plans d'action des différentes conventions internationales; iii) la mise en œuvre du code de l'environnement; iv) les Plans pour le développement social et économique; v) la planification nationale et le Programme National de Développement Local (PNDL).

Il a également été reconnu et montré que le changement climatique n'est pas neutre du point de vue genre. Il a des impacts différents sur les hommes et les femmes en fonction de leur statut social et économique. Le Sénégal a fait une entrée timide dans le genre à travers des mécanismes juridiques et institutionnels avec une certaine avancée à travers les conventions internationales, à savoir: la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW); la Charte africaine des Droits Humains et des Peuples (CADHP); le Protocole à la Charte des droits africains additifs et des femmes ; la Déclaration Solennelle des Chefs d'Etat et de gouvernement sur l'égalité entre les sexes. Bien que les cadres institutionnels et juridiques soient mis en place pour faire face au changement climatique et l'égalité des sexes ainsi que l'autonomisation des femmes, la stratégie pour faire face aux impacts sexospécifiques du changement climatique notamment en ce qui concerne les inondations et la reconnaissance du rôle prépondérant des femmes dans l'adaptation au changement climatique n'est pas encore clairement définie.

L'objectif principal de cette étude de cas est d'établir les impacts des inondations sur les relations entre les sexes, les vulnérabilités sexospécifiques et le leadership des femmes à développer des stratégies d'adaptation. Il ya trois objectifs spécifiques: 1) évaluer la vulnérabilité des sexes de la ville de Djiddah Thiaroye Kao en ce qui concerne les inondations et les différentes implications socio-économiques; 2) identifier les impacts des inondations sur les différents groupes sociaux, notamment les plus vulnérables et leurs implications sur la participation de ces acteurs dans le développement local; 3) mettre en évidence le leadership des femmes dans l'adaptation face aux inondations.

La méthodologie utilisée est une revue exhaustive de la littérature, y compris l'observation participante, des méthodes qualitatives (guides d'entretien, réunion informelle et des groupes de discussion avec les principales parties prenantes) et quantitatives (enquêtes).

Les principales conclusions de cette étude montrent qu'il existe différents facteurs de risques sexospécifiques soit social, économique, politique, environnemental et institutionnel. Aussi, les groupes les plus vulnérables sont les enfants, les handicapés, les personnes âgées et les femmes. Toutefois, nous assistons à une plus grande vulnérabilité des femmes qui prend ses racines dans l'inégalité entre les genres. Mais malgré la vulnérabilité spécifique des femmes, elles jouent un rôle de premier plan dans la prévention et la gestion des inondations. Des recommandations politiques ont été élaborées à partir des résultats de l'étude pour inciter à l'intégration des questions de genre dans les politiques nationales de changement climatique, principalement en ce qui concerne les inondations.

ABSTRACT

In the Senegal National Adaptation Programme of Action document (NAPA), water resources are classified among the most sensitive sectors to climate change. Many of these changes will occur as a result of increased sea level, more frequent floods and coastal erosion. Floods often make the news in Senegal especially during the rainy season when the country is plagued by flooding due to exceptional rainfall, which is a manifestation of climate change. Climate change has a negative impact on many sectors including fisheries, farming, and agriculture; and tends to aggravate vulnerabilities and risks. However, Senegal has implemented a set of international, national, and local legal instruments in the fight against climate change i) the ratification of the United Nations Framework Convention (UNFCCC) and the Kyoto Protocol; ii) the Action Plans of the various International Conventions; iii) the implementation of the Environmental Code; iv) Plans for Social and Economic Development; v) National Planning and the National Programme for Local Development (PNDL). The list is not exhaustive.

It has also been recognized and proven that climate change is not gender neutral. Climate change has different impacts on men and women based on their socio-economic status. Senegal has strong legal and institutional mechanisms pertaining to gender and has made headways in the ratification of international conventions relating to the subject, namely: The Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW); The African Charter on Human and Peoples' Rights (ACHPR); The Protocol to the African Charter additive rights and women; the Solemn Declaration of Heads of State and Government on gender equality. Although institutional and legal frameworks are put in place to deal with climate change and gender equality and women's empowerment, the strategy for dealing with the gendered impacts of climate change mainly in relation to flooding and the recognition of women's leadership role in climate change adaptation is not clear yet.

The main objectives of the case study are to look at the impacts of flooding on gender relations, the gendered vulnerabilities, and women's leadership to develop coping strategies. There are three specific objectives: 1) to assess gender vulnerability of the city of Djiddah Thiaroye Kao in relation to flooding and the different socio-economic implications; 2) to identify the impacts of floods on different social groups especially the most vulnerable and their implications on the involvement of these actors in local development; 3) to highlight the leadership of women in floods adaptation.

The methodology used is an extensive literature review including participant observation, qualitative (interview guides, informal meeting, and focus groups with the main stakeholders and quantitative methods (surveys).

The key findings of this study show that there are diverse types of gendered vulnerabilities i.e. social, economic, political, environmental, and institutional; and the most vulnerable groups are children, people with disabilities, older people and women. However, we see a greater vulnerability of women which takes its roots in gender inequality. Despite women's specific vulnerability, they play a leadership role in floods prevention and management. Policy recommendations have been drawn from the study results to urge for the integration of gender issues in national climate change policies mainly in relation to flooding.

Compréhension des TDR¹ et rappel des objectifs

L'élaboration des programmes d'actions nationaux d'adaptation (PANA) fournit une bonne opportunité d'inclure la problématique du genre. De nombreux PANA mettent l'accent sur la vulnérabilité des femmes et l'importance de l'égalité des sexes en général. Dans le cadre de l'analyse situationnelle du Sénégal dans un contexte de changement climatique, le document de projet du Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) dresse une analyse de genre du contexte actuel comme suit. « Les Sénégalais les plus vulnérables aux impacts du changement climatique futur comprennent les pauvres des zones rurales et urbaines, les femmes, les vieux, les paysans, les pêcheurs, les maraichers et les opérateurs touristiques. Les femmes sont responsables de l'entretien des moyens de subsistance de leur famille et sont la force de travail prédominante dans les économies rurales notamment l'agriculture et la pêche.... (Diagne 1997) ».

Par conséquent, il est probable que le changement climatique ait de sérieuses conséquences en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, les questions de genre et la réalisation des OMD. Ainsi, se baser sur les besoins des communautés les plus vulnérables est important pour rendre conforme le développement humain vis à vis du changement climatique. Il s'agit en d'autres termes de prendre en compte la dimension humaine du changement climatique. Ceci inclut un effort pour réduire la vulnérabilité des communautés aux catastrophes potentielles et de favoriser ainsi la gestion des risques climatiques en tant que mesure d'adaptation.

Cette étude de vulnérabilité selon le genre dans la lutte contre les inondations a été commanditée par le projet INTAC. Ce projet s'inscrit dans une démarche de réflexion sur l'adaptation aux effets du changement climatique en mettant l'accent cette fois sur l'intégration du genre dans les actions d'adaptation. (PA/INTAC). Il vise à incorporer et intégrer l'adaptation au changement climatique dans la politique, la gouvernance et les objectifs essentiels de développement à travers les structures institutionnelles, la politique de réforme, le renforcement de capacités, la sensibilisation et les mécanismes financiers.

¹ TDR élaborés avec l'appui de Dr. Solange Bandiaky-Badji, Experte régionale genre du PAA qui a aussi encadré le présent travail

Rappel des objectifs

L'objectif général de cette étude est d'établir les impacts des inondations en rapport avec le genre dans la banlieue de Dakar. Les objectifs spécifiques (OS) au nombre de trois:

- **OS1:** établir le degré de vulnérabilité selon le genre de la commune d'arrondissement de Djiddah Thiaroye Kao (CADTK) en rapport avec les inondations ainsi que les différentes implications socio-économiques ;
- **OS2:** cerner les impacts des inondations sur les différentes couches sociales particulièrement les groupes les plus vulnérables et leurs implications sur la participation de ces acteurs au développement local ;
- **OS3 :** Montrer le leadership des femmes dans l'adaptation face aux inondations

Rappel des résultats attendus

- Les différentes formes de vulnérabilité (politique, économique, sociale, écologique/environnementale, etc.) et leurs implications sur les groupes les plus vulnérables (enfants, pauvres, etc.) particulièrement les femmes et sur les relations de genre sont identifiées et analysées ;
- Les impacts des politiques nationales et locales des inondations sur les relations de genre, les groupes vulnérables, et les femmes sont analysés ;
- La cartographie des acteurs qui interviennent dans la gestion des inondations à DTK est dressée ainsi que les relations de genre qui découlent leurs interrelations dans cette gestion ;
- Le rôle de leadership des femmes dans la gestion des inondations à DTK est documenté et analysé ;
- Des recommandations à l'endroit des politiques et des décideurs pour une prise en compte adéquate des groupes vulnérables particulièrement les femmes dans les politiques et programmes d'adaptation au changement climatique et aux inondations sont formulées.

Ce sera l'occasion pour la consultante de dresser une cartographie des acteurs impliqués dans la lutte contre les inondations à Djiddah Thiaroye Kao à l'aide d'un outil (interactif) de visualisation des données « Brain ». Cet outil va permettre d'établir les liens entre les acteurs, les lieux d'intervention et les rôles joués par ces acteurs dans les différents secteurs.

INTRODUCTION

Les inondations au Sénégal prennent de plus en plus de l'ampleur. Selon le Rapport d'évaluation des besoins post catastrophe² (PDNA, 2010), en 30 ans (1980 à 2009 inclus), au niveau national, les inondations ont affecté plus de 900 000 personnes, causé la mort de 45 personnes et provoqué des dégâts estimés à plus de 142 millions USD. Rien qu'en 2009, 82 millions de dollars de pertes, 12km² et 360 000 personnes sont touchées. Aujourd'hui encore, ce phénomène est toujours d'actualité. Au mois d'Aout 2012, au niveau national le bilan fait état de plus de 400 000 personnes affectées. Les inquiétudes sont grandes à Dakar notamment dans les zones périurbaines comme Djiddah Thiaroye Kao (DTK) quant aux dégâts causés durant la saison des pluies. En effet DTK présente une sensibilité particulière aux inondations liées à des manifestations pluviométriques qui trouveraient leur origine dans les aspects climatiques (changement climatique) mais exacerbés par une multiplicité de facteurs notamment techniques, structurels et fonctionnels.

A chaque évènement d'inondation, des mesures drastiques sont prises (plans de secours ORSEC³) pour soulager de manière ponctuelle les populations. Outre, des interventions stratégiques de restructuration et de relogement sont faites en amont de ces mesures. Il s'agit notamment du Projet de construction de logement sociaux et de lutte contre les bidonvilles communément appelé 'Plan Jaxaay', de la création du Comité National de Lutte contre les Inondations (CNLI) et tout récemment d'un département ministériel dédié à la Restructuration et Aménagement des zones d'inondation. Malgré les investissements humains et matériels, ce problème tarde relativement à trouver une solution définitive.

Le Sénégal afin de fournir un cadre d'actions national de lutte contre le changement climatique, a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies (CCNUCC) et le Protocole de Kyoto, adoptés respectivement en 1994 et 2001. Il a ensuite mis en place un ensemble d'instruments juridiques notamment :

- les plans d'actions des différentes Conventions Internationales

² Rapport d'évaluations des besoins post catastrophe, Post Disaster Needs Assessment). (PDNA) Inondations urbaines à Dakar Préparé par le gouvernement de la République du Sénégal avec l'appui de la Banque Mondiale, du système des Nations Unies et de la Commission Européenne

³ Le Plan National d'Organisation des Secours (ORSEC) adopté par décret n° 99-172 du 4 mars 1999 abrogeant et remplaçant le décret n° 93-1288 du 17 novembre 1993. Ce plan est crée en prévision d'évènements graves susceptibles de mettre en péril de nombreuses vies humaines, des biens importants ou l'environnement.

- l'application du Code de l'environnement
- les plans de développement économique et social
- le plan national d'aménagement du territoire et le Programme National de Développement Local (PNDL)
- l'Autorité Nationale Désignée (AND) pour le mécanisme de développement propre chargé des aspects réglementaires et promotionnels du MDP
- le Bureau National Mécanismes Développement Propre (MDP), 2006
- la Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique
- la loi n°2004-16 portant loi d'orientation agro - sylvo- pastorale (LOASP)
- le Plan National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA)

A cela s'ajoute un cadre institutionnel qui révèle un ensemble de structures qui s'attèlent aux nombreux défis du changement climatique. Il s'agit des services de l'Etat et des collectivités décentralisées, des organes consultatifs, des ONGs et de la société civile. Nous retenons entre autres : i) la Commission Supérieure de la Protection Civile ; ii) le Comité national sur les Changements climatiques (COMNACC) ; iii) Le Programme d'Appui à l'Intégration de l'Adaptation au Changement climatique dans le développement durable au Sénégal (PA/INTAC).

Par ailleurs, il a été mis en évidence que « les changements climatiques accentuent les inégalités, renforçant ainsi les différences entre hommes et femmes quant à leur vulnérabilité et leur capacité de réponse face à ces changements » (WEDO, 2008). De ce fait une attention particulière mérite d'être accordée aux questions de genre dans les débats sur le changement climatique et dans l'ensemble des objectifs de développement convenus au niveau international. Le gouvernement sénégalais a marqué son entrée dans le genre par des mécanismes juridiques et institutionnels avec quelques avancées à travers des conventions internationales et des lois qui intègrent le genre dont:

- la convention pour l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes (CEDEF) en vigueur depuis 1981;
- la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP);
- le protocole additif à la charte africaine et relatif aux droits des femmes entré en vigueur en novembre 2006;
- la Déclaration solennelle des chefs d'Etat et de Gouvernement sur l'égalité entre les sexes
- la Loi n°2001-01 du 15 Janvier 2001 portant code de l'environnement (article R39)

- la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS)
- la loi d'orientation sociale pour la promotion et la protection des droits des handicapés,
- la loi sur la parité entre hommes et femmes pour les postes électifs,
- la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG)
- le plan National de développement sanitaire PNDS 2009 – 1018

Ainsi, l'attention accordée aux questions liées au genre s'avère manifeste tant au niveau global que national. Aujourd'hui la prise en compte de la question du genre dans l'adaptation aux changements climatiques est une priorité en vue d'un développement humain durable. Les états travaillent vers l'atteinte des objectifs qui consistent à assurer l'intégration des questions de genre dans les programmes et projets notamment du changement climatique au niveau national et local dont le PANA.

Définition des concepts

Le **changement climatique** se définit comme « tout changement de climat permanent résultant d'une variabilité naturelle ou de l'activité humaine » (GIEC, 2007)⁴. Mais dans la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique, ce terme désigne uniquement les changements dus aux activités humaines. Le terme “variabilité climatique ”y est utilisé pour désigner les changements climatiques d'origine naturelle.

L'**inondation** est définie comme un débordement des eaux recouvrant ainsi une étendue, un terrain, un pays....⁵. Il ya trois principaux types d'inondations ⁶: i) Par débordement direct : quand une rivière déborde donc le cours d'eau sort de son lit mineur pour occuper son lit majeur alors il envahit des vallées entières ; ii) Par accumulation d'eau ruisselée : lorsqu'il y a une capacité insuffisante d'infiltration, d'évacuation des sols ou du réseau de drainage lors de pluies anormales; iii) Par débordement indirecte : les eaux remontent dans à travers les nappes alluviales, dans les réseaux d'assainissement dans des points bas localisés... par effet de siphon. Pour ce cas précis, il s'agit des types ‘ii’ et ‘iii’.

Dans le cadre de cette étude, la définition retenue de la **vulnérabilité** est « la condition dans laquelle se trouve une population qui est exposée à des phénomènes naturels ou humains ou qui

⁴ GIEC, 2007 dans son quatrième rapport d'évaluation

⁵ Source : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/inondation/>

⁶ Source : <http://la.climatologie.free.fr/inondation/inondation2.htm>

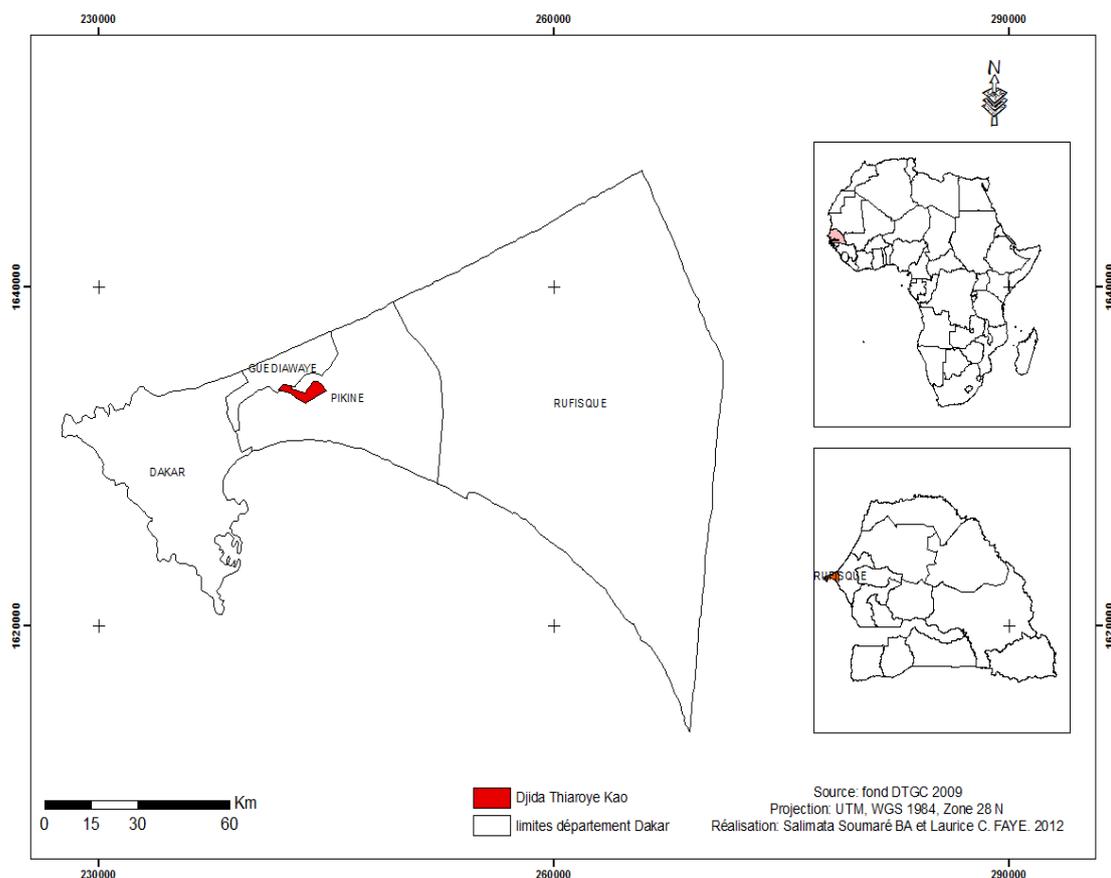
risque d’être affectée par ces derniers. Elle est dynamique et change avec le temps, le lieu et les conditions sociales, économiques, et politiques » (Wilches-Chaux, 1998).

Le **Genre** - se rapporte aux rôles sociaux, économiques et culturels des hommes et des femmes, ainsi qu'aux relations entre ces derniers. On tient compte des responsabilités et spécificités des femmes et des hommes dans une culture ou un lieu donné, et dans les différents groupes de population (enfants, personnes âgées, groupes ethniques, etc.).Glossaire (FAO, 2002).

Présentation de la commune de Djiddah Thiaroye Kao

Djiddah Thiaroye Kao (DTK), une des 16 communes d’arrondissement de la ville de Pikine se situe au cœur de cette ville à l’est de Dakar, la capitale du Sénégal. Elle a été créée par Décret n° 96-745 du 30 avril 1996 relatif aux communes d'arrondissement de la région de Dakar à la suite du nouveau découpage des collectivités locales qui a vu la création des villes de Pikine (loi N° 96-06 du 22 Mars 1996), Guédiawaye et Rufisque. Elle se positionne entre 14°46’’ de latitude Nord et 17°23’’ de longitude ouest (carte 1), non loin de la Grande Cote.

Carte 1 : Situation géographique de Djiddah Thiaroye Kao



Le climat de type climat soudano-sahélien est marqué par deux saisons; la saison sèche (de novembre à avril /mai) et la saison des pluies (mai/juin à octobre). La région de Dakar est une presqu'île très basse avec une altitude moyenne de 20m au-dessus du niveau de la mer et avec plusieurs bassins versants remblayés pour des constructions, pour la majeure partie (Ndao M., 2012). La pluviométrie irrégulière aussi bien dans le temps et dans l'espace, est voisine de 500 mm pour la période 1989-2011.

La commune s'étend sur une superficie estimée à 237,5 hectares avec une population d'environ 183 444 habitants⁷. Elle est divisée en 66 quartiers. Le groupe ethnique dominant est les Wolofs qui composent environ (37%), suivent les Hal pulaar (34%), les sérères (22%), les mandingues, diolas et les ressortissants des pays limitrophes composent la population restante (7%). Les musulmans représentent 95% de la population et les catholiques 5% ; ils sont bien desservis en lieux de culte avec deux (42) mosquées de quartier et huit (08) grandes mosquées de Vendredi et deux (02) églises.

⁷ Source : Document projet Plan Sénégal, 2009

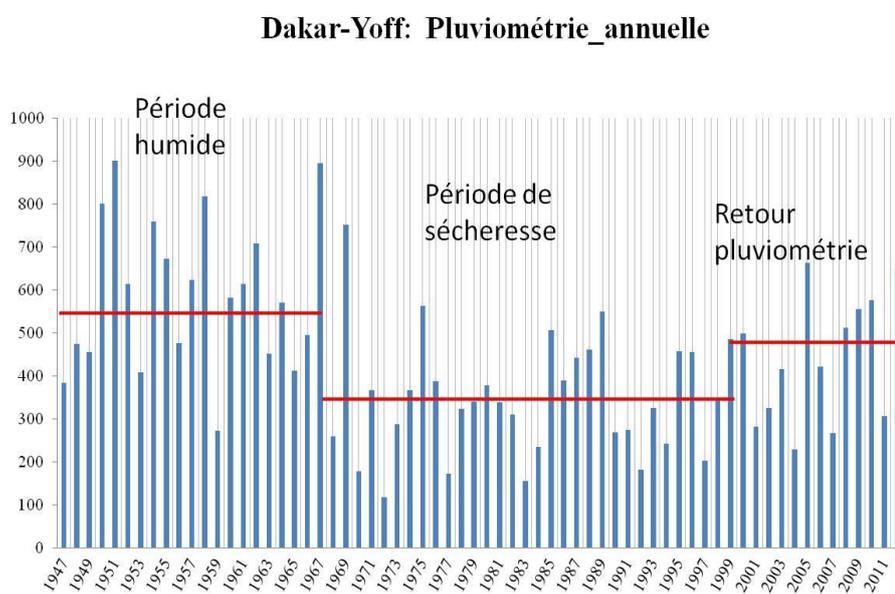
Chapitre I. Contexte des inondations dans la ville de Dakar

Les inondations à Dakar y compris DTK sont particulièrement marquées par :

1.1. Un contexte de changement climatique

Dans le document du PANA, les ressources en eau sont classées parmi les secteurs les plus sensibles aux mutations climatiques. L'irrégularité (volume, l'intensité et la fréquence) des précipitations et de leur répartition spatio-temporelle, la hausse des températures de l'air, l'ampleur et la fréquence des inondations et des sécheresses sont autant d'indices qui confirment le changement climatique. Selon le Rapport National Développement Humain (RNDH, 2010), nombre de ces mutations se manifesteront par l'augmentation du niveau de la mer, l'incidence accrue des inondations et l'érosion côtière. En effet, les inondations dans les zones urbaines et péri urbaines de Dakar constituent un des périls qui menacent en majorité le Sénégal. Les aspects liés au climat de la zone d'étude notamment la variabilité pluviométrique sont à l'image de Dakar⁸ comme illustré sur la figure 1.

Figure 1 : Pluviométrie annuelle à Dakar Yoff 1947-2011



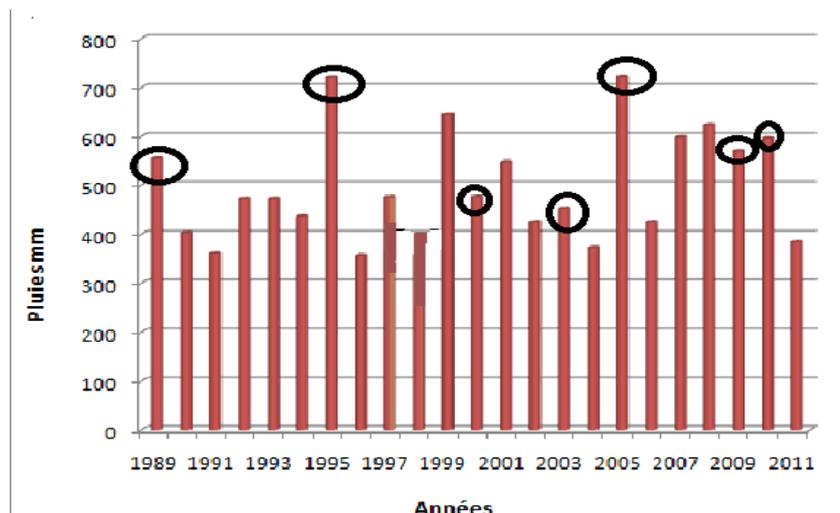
Source : ANACIM, Ndiaye D., 2012

⁸ Les données pluviométriques utilisées sont celles de Dakar Yoff à défaut des chiffres de la localité de DTK ; la CADTK est à environ 2km de la baie de Yoff (au Nord) et 2km de la baie de Hann (au Sud).

En effet le régime pluviométrique entre les années 1970-80s est marqué par une forte sécheresse; ensuite un retour net des pluies se remarque au cours de la décennie 2000. Cette variabilité est aussi marquée par une fluctuation de la longueur de la saison des pluies, qui se traduit alors par des retards dans l'installation de la saison ainsi que des arrêts prématurés des pluies. Outre, on assiste à une variabilité intra saisonnière des pluies (intensités) qui est un facteur important dans les inondations à Dakar.

A DTK, les premières inondations observées⁹ remontent de 1989, des inondations dévastatrices sont survenues aussi en 1995, 2000, 2005, 2009, 2010 (Figure 2). Ces périodes qui ont marqué les populations correspondent à des cumuls relativement importants de précipitations mais surtout à des événements pluviaux notables (Encadré 1).

Figure 2: Pluviométrie à la station de Dakar –Yoff 1989 à 2011



Source : S.SOUMARE, Enquêtes ANACIM 2012

Encadré 1: Quelques événements pluviaux marquants les années citées par les populations

- 1995 : Cumul des pluies à la station de Dakar Yoff = 721,1mm
- 2000 : Cumul des pluies à la station de Dakar Yoff = 476,7mm dont 104,9mm tombés en la seule journée du 22 Juillet suivi d'une période pluvieuse de 10jours (81,2mm)/
- 2005: Cumul des pluies à la station de Dakar Yoff = 722,7mm dont 367mm enregistré entre le 16 et le 22 Aout
- 2008 : Cumul des pluies à la station de Dakar Yoff = 623,9 mm dont 192mm tombés dans la seule nuit du 26 au 27 juin
- 2009 : Cumul des pluies pluies à la station de Dakar Yoff =569,9 mm, rien qu'à la troisième décade du mois d'Aout 192mm ont été enregistrés, sans répit du 5 au 16 septembre 127,6mm
- 2010 : Cumul des pluies à la station de Dakar Yoff =596,9mm dont 447,7mm sont tombés en 40jours (du 15 Aout au 24 Septembre), soit 75% du cumul annuel
- 2012 : Une pluviométrie hors norme ! Cumul des pluies entre Mai et Aout à Dakar Yoff : 430,5 mm (ANACIM, 2012) dont 155 mm sont tombés en 2 heures de temps le 26 Aout. Selon un géographe-hydrologue de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, il s'agit de la plus forte des pluies tombées sur Dakar de 1900 à maintenant, après celle de 1932 qui avait fait 214 millimètres.

Les changements climatiques ont eu et continueront à avoir des conséquences très importantes sur la vie des populations et les écosystèmes. Ces changements, comme le cas de modifications des processus fluviaux auront une forte répercussion sur les communautés aussi bien rurales et urbaines. Elles seront non seulement plus durement ressenties sur les couches vulnérables avec des répercussions sur la santé, le cadre de vie, la sécurité alimentaire, les ressources en eau et les terres entre autres. Mais encore elles s'exercent de façon disproportionnée sur les hommes et les femmes, renforçant ainsi les inégalités.

1.2. Une croissance exponentielle de la population due à l'exode rural

DTK est une cité-dortoir dont l'essentiel des habitants sont historiquement issus de l'émigration rurale ou déguerpis des cités de la capitale pour les besoins de modernisation de la ville de Dakar. L'analyse des flux migratoires internes révèle que Dakar attire plus de migrants que les autres régions, elle se particularise par son degré d'urbanisation. En effet, elle regroupe 42% de la population urbaine du pays (ANSD, 2011). A elle seule, l'agglomération capitalise 4849 habitants au km². Sa population est estimée à 2.647.751 habitants en 2011, soit un peu plus d'un cinquième de la population totale sur une superficie représentant 0,3% seulement de celle du pays (ANSD, 2011).

L'exode rural est le principal facteur de croissance urbaine de la capitale sénégalaise, occasionnant une forte densité de population dans les zones péri urbaines et conséquemment une modification massive de l'occupation des sols. Dans la CADTK, les espaces occupés étaient des zones humides asséchées (Niayes) durant la sécheresse des années soixante dix (70). Cette sécheresse avec comme corollaire l'avancée du désert, la disparition des terres arables et la diminution des ressources renouvelables a engendré le déclin de l'agriculture, source principale de revenus des villageois. Ce qui se traduit par la baisse des revenus agricoles, la paupérisation progressive du monde paysan la dégradation des terres et terroirs et la baisse des rendements agricoles.

Il importe de rappeler qu'il s'agit d'inondations en milieu urbain, voire péri urbain, ce qui justifierait notre questionnement pour susciter une réflexion. La ville en tant que telle ne constitue-elle pas une source de vulnérabilité ? L'espace urbain jadis réceptacle et protecteur qui accueillait les migrants à la recherche d'un environnement meilleur est devenu un milieu à

haut risque. Finalement, on assiste à une double vulnérabilité du fait que l'exode rural traduit une stratégie communautaire d'adaptation et de survie (une sortie de vulnérabilité) et voilà que le risque d'inondation se pose sans occulter la déconnexion sociale.

Par ailleurs, la dimension sociale et humaine de cet exode rural qui appelle une perspective axée sur le genre est à considérer. En effet ces déplacements peuvent revêtir une signification particulière chez les femmes par un changement notoire de statut. S'il s'avère que pour la plupart, les hommes se déplacent pour des raisons économiques, les femmes migrent principalement pour des motifs de regroupement familial ; alors la migration peut améliorer ou affaiblir la situation de ces femmes.

1.3. Une pauvreté endémique

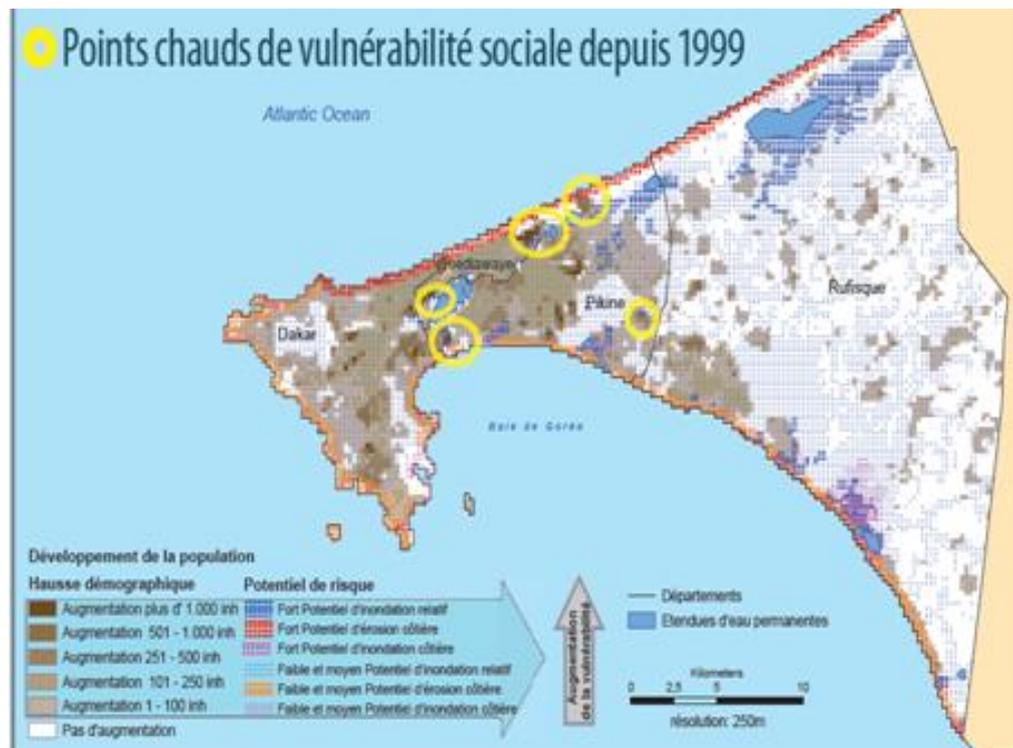
Le Rapport Mondial sur le Développement Humain 2011 situe le Sénégal au 155^{ème} rang sur 169 pays en termes d'Indice Humain de Développement (IDH) avec un indice d'inégalité de genre de 0,566 qui classe le pays au 114^{ème} rang sur 169. Le Revenu National Brut par habitant est de 1,708 (\$PPA constant 2005), soit un PIB par tête de 526 390 FCFA (ANSD, 2011). D'après les données de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS II, 2010-2011), 6 367 733 personnes, soit 46,7% de la population sénégalaise vivent en dessous du seuil de pauvreté, plus de 65% de la population vit avec moins de deux dollars par jour (environ 1 000 FCFA).

Dakar a la particularité d'enregistrer un taux de pauvreté nettement plus bas. En effet, dans la capitale, seuls 42,0% des individus et 33,6% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté ; alors que ces pourcentages sont respectivement de 65,2% et 57,5% en milieu rural et de 50,1% et 43,3% dans les autres villes. Mais Dakar recèle des poches de pauvreté extrême particulièrement dans la ville de Pikine qui présente les plus forts taux de pauvreté aussi bien au niveau des ménages que des individus (respectivement 37,9% et 45,8%), (MEF, ANSD, SRSD, 2008). Autres aspects à considérer dans la même source: i) entre 2001 et 2005, la pauvreté des ménages s'est féminisée dans la région; ii) de plus, elle a la particularité d'augmenter avec l'âge du chef de ménage et la taille du ménage ; iii) elle diminue avec l'augmentation du niveau d'instruction du chef de ménage. Le rapport publié par le Département de l'information de l'ONU depuis Aout 1994 va dans le même sens : « Plus de 70% des pauvres du monde entier sont des femmes, suivies de près par les personnes âgées. Ce

sont elles aussi qui, dans les situations de misère, de pauvreté et de désintégration des structures sociales, sacrifient leur confort et parfois leur vie pour maintenir leur famille.... ».

La figure3 illustre les expositions aux risques d'inondations, la croissance démographique et la vulnérabilité sociale de la région de Dakar.

Figure 3: Points chauds de vulnérabilité sociale à Dakar depuis 1999



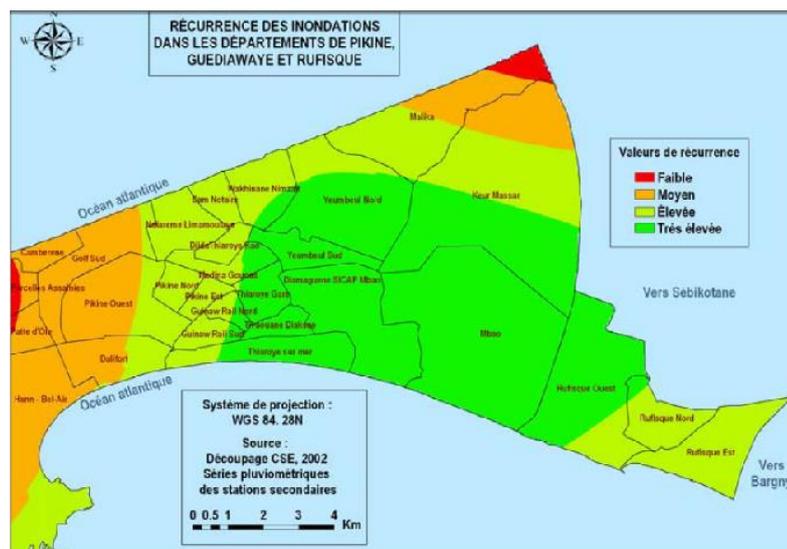
Source : Geoville, mars, 2009

Toutefois, la pauvreté est multidimensionnelle; elle n'est pas seulement « monétaire » (moins de 1 dollar par jour), c'est aussi l'inégalité et l'absence de capacités et de pouvoir (Green D., 2008). Elle est étroitement liée à l'inégalité entre les sexes. En fait, les femmes peuvent être différemment touchées par la pauvreté, et la vivre d'une autre manière que les hommes. Une des causes structurelles de la pauvreté des femmes est liée à la division traditionnelle du travail dont on a fait allusion plus haut. Ainsi donc la prise en compte des enjeux liés à l'inégalité des sexes est impérative dans les efforts de stratégies de réduction de la pauvreté à entreprendre. Les impacts du changement climatique sont différenciés sur les couches vulnérables, conséquemment l'atteinte des objectifs ciblés pour le millénaire d'ici 2015 en sera de même.

Chapitre II : Vulnérabilités de la Commune de Djiddah Thiaroye Kao et relations de genre

Les causes des inondations urbaines et péri urbaines de Dakar notamment celles de DTK sont connues et ont fait l'objet de plusieurs recherches¹⁰. Elles relèveraient à la fois d'événements climatiques (précipitations / ruissellement pluvial) et l'existence de facteurs non climatiques notamment topographiques, hydrogéologiques, anthropiques et lithologiques. Mais aussi l'absence d'un réseau fonctionnel de drainage des eaux de pluviales (débordement des réseaux), la faiblesse dans l'aménagement du territoire et le non respect du plan directeur d'urbanisme (Diallo, 2009) sont autant de causes qui se combinent et expliquent l'ampleur du processus. Les inondations constituent le péril le plus sérieux qui menace Dakar, à DTK particulièrement, elles sont un phénomène récurrent et croissant (Figure 4).

Figure 4: Réurrence des inondations à Pikine, Guediawaye, Rufisque (Distribution continue)



Source: Diallo B., 2009

Toutefois la complexité du concept de la vulnérabilité d'un territoire donné tel que défini plus haut nous amène à identifier les facteurs qui influencent la vulnérabilité de DTK aux

¹⁰ (Diallo B., 2009); (IAGU, Géoville group, 2009); (PDNA,2010);(Mandiamy G., 2011); (USF, 2009); (DIOP, A.,2001); (FALL, J.P.Y.,2009); (Sénégal PAPI.,2010); (THIAM M. D.,2011), (Ndao M., 2012); etc.

inondations. Dans le cadre de cette étude nous nous limiterons aux facteurs qui la renforcent, en même temps ces facteurs seront analysés dans une perspective de genre. Ces vulnérabilités se déclinent principalement sous deux formes : une vulnérabilité biophysique (processus écologiques) et sociale (déterminants socioéconomiques, politiques et institutionnels).

2.1. Un milieu physique complexe

D’abord, l’hydrogéologie de cette zone est caractérisée par une nappe phréatique affleurante dite ‘Nappe des Sables Quaternaires » (NSQ). Sur le plan géomorphologique, DTK se situe sur une partie de la presqu’île du Cap Vert formé « d’un ensemble de cordons dunaires reposant sur un substratum marneux. Entre ces dunes, s’est établie une série de lacs asséchés et de bas fonds très fertiles appelés « Niayes ». C’est le domaine de la culture maraîchère et de la floriculture. Les sables aquifères qui sont sous les sables superficiels abritent la nappe infra basaltique et la nappe de Thiaroye » (SRSD Dakar, 2007).

Ensuite les études ont démontré que la nappe phréatique est très proche de la surface. Mais elle a été relativement sous contrôle grâce aux pompages effectués par la ville de Dakar entre 1950 et 1988, avec quelques interruptions (Figure 5). Ces pompages s'ajoutent à une baisse des précipitations depuis la fin des années 1960. Tout cela aura donc comme conséquence de baisser le niveau de la nappe et ainsi que d'assécher des terrains naturellement inondés.

Figure 5: Volume de pompage de la nappe de Thiaroye entre les années 60s et 90s



Source : ANTEA-SENAGROSOL, 2004

D’ailleurs, les nappes phréatiques ne sont pas épargnées par la variabilité climatique énoncée plus haut. En effet sous un contexte de contrainte climatique elles se rechargent et se

déchargent depuis la surface du sol par flux infiltrant et exfiltrant. Dans ces conditions, l'infiltration efficace supposée contribuer aux écoulements souterrains fait encore l'objet de reprises par évapotranspiration (PANA, 2006). Et enfin la diminution de la capacité naturelle d'infiltration des bassins versants bien que peu significative, est aussi mise en cause dans ces inondations.

2.2. Un habitat irrégulier

Soixante (60) des soixante six (66) quartiers qui composent DTK, sont bâtis dans une zone dite 'Pikine irrégulier' qui n'a pas bénéficié de plans d'urbanisme. L'urbanisation rapide combinée à l'exode rural a favorisé l'émergence de quartiers à habitats spontanés non structurés et non planifiés constituant près des 2 /3 de la commune (superficie estimée à 184,3 hectares) ainsi que la construction de routes et d'édifices. La plupart de ces lotissements informels sont construits au niveau de dépressions inter dunaires hostiles à l'habitat et sont toujours en proie à des inondations.

Cette absence de planification et gestion urbaine est marquée par un manque d'aménagement et d'infrastructures et rime avec anarchie des constructions (réduction de surface des zones d'infiltration, défaut d'écoulement des eaux de pluies) et absence d'un réseau d'assainissement. A cela s'ajoutent d'autres actions anthropiques incontrôlées telles que les remblaiements, les déviations, les aménagements non réglementés. Tous ces facteurs réunis ont aidé à compromettre le système de drainage de la ville.

Photo 1: Une ruelle du quartier de DTK



Photo 2 : maison remblayée finalement abandonnée à DTK



Crédit photo: SOUMARE S. Juillet 2012

Une vulnérabilité sociale principalement marquée par un taux de féminité de 54%, une population constituée de près de 2/3 de jeunes (à l'image de Dakar) et d'autres facteurs notamment :

2.3. Un secteur informel prédominant

Selon l'enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal de 2005, en moyenne, plus de la moitié (50,8%), des actifs occupés sont pauvres et 55,5% de ces individus proviennent du secteur informel. Les résultats de cette même enquête ont révélé que la contribution à la pauvreté de ces travailleurs évoluant dans le secteur informel est très forte et s'élève à plus de 90% (ANSD, 2009). Ce secteur informel se caractérise d'une part par une grande précarité marquée par la faiblesse des revenus, le manque de couverture sociale. Mais d'autre part par les conditions d'activité : «moins de 20% des unités de production informelles disposent d'un local spécifique d'activité (ateliers, boutiques, postes fixes sur les marchés publics), 39,6% exercent à domicile, et 41,1% ne possèdent pas de local ». (DPS, 2003).

L'activité moteur du développement économique de DTK reste encore informelle et repose essentiellement sur le commerce de détail¹¹, l'artisanat, la confection, la restauration / réparation et la transformation des produits alimentaires. On y note une forte présence des femmes. Trois (3) marchés sont présents dans le territoire communal: Nietty Mbar, Darou Salam et le marché Boubess (seuls les deux premiers sont gérés par la Commune d'Arrondissement). Hormis quelques artisans (menuiserie bois et métallique, tisserand, tailleur, boulanger, blanchisseur, cordonnier, mécanicien, etc.) installés dans des ateliers de fortune, on note l'absence totale d'usines, de centres d'attractions économiques et culturels.

Par rapport au marché du travail au niveau national, il convient de signaler que l'analyse récente selon le sexe révèle que les hommes sont les plus actifs. En effet, le taux d'activité chez les hommes est de 59,8% et de 39,5% chez les femmes ; le taux d'occupation des hommes est

¹¹ Le commerce de détail achète des produits en grande quantité d'un producteur ou un importateur, soit directement ou par le truchement d'un grossiste, puis les vend individuellement ou en petite quantité à un client ordinaire dans un magasin, une boutique ou d'autres méthodes..... C'est le maillon final de la chaîne de distribution/ Source : <http://www.becompta.be/modules/dictionnaire/238-comptable-commerce-de-detail.html>

de 55,2%, et de 34,3% chez les femmes et le taux de chômage est de 7,7% chez les hommes et de 13,3%

Emploi	Hommes	Femmes
Niveau d'activité	59,8%	39,5%
Taux d'occupation	55,2%	34,3%
Chômage	7,7%	13,3%

Tableau

Indicateurs selon le sexe du secteur de l'emploi au Sénégal en 2011

Source : ANSD, SES 2011

Ainsi les femmes sont très représentées dans le secteur informel, elles occupent près de 43% des emplois, ce qui confirme le constat sur le nombre des femmes dans ce secteur à DTK. Nombre de personnes/citoyens s'accordent à reconnaître les conditions spécifiques vécues par les femmes de ce secteur informel. En effet les femmes éprouvent de nombreuses difficultés dont celles relatives à l'obtention du crédit, les obligations liées à la reproduction (garde des enfants, etc.), la double journée (cumul du travail) induite par la gratuité du travail domestique. La problématique du travail domestique reste déterminante, une grande partie du travail des femmes n'est pas rétribué même s'il est productif. Ainsi si la tâche prioritaire des hommes reste le travail professionnel, l'assignation prioritaire des femmes à l'espace et aux responsabilités domestiques demeure inchangée.

Pourtant il est reconnu ailleurs comme au Sénégal, que les femmes des ménages pauvres jouent un rôle plus crucial dans les activités productrices de revenus et réductrices des dépenses et ces activités sont pour la plupart concentrées dans l'économie non structurée. « Le but que constituent l'éradication de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pivotera donc sur l'amélioration de l'accès aux possibilités économiques pour les femmes et sur l'augmentation du rendement de leurs efforts » (Kabeer N., 2005).

2.4. Un faible développement des infrastructures socioéconomiques

Sur le plan éducatif et sanitaire la Commune d'Arrondissement de Djiddah Thiaroye Kao (CADTK) dispose de deux (02) écoles préscolaires, sept (07) écoles élémentaires publiques, une (01) privée et d'un (01) centre de sensibilisation et d'information sur les drogues. A part

deux (02) collèges privés logés dans la commune, les établissements moyens et secondaires des villes de Guédiawaye, Pikine et Dakar accueillent les élèves après le cycle élémentaire. Elle est très mal dotée au niveau accueil et place dans les structures sanitaires qui ne comptent que deux (02) dispensaires publics et trois (03) privés, trois (03) postes de santé (Deggo, Sant Yalla et Touba Thiaroye) et une (01) maternité.

2.5. L'absence d'une culture de risque

Le risque est vécu au quotidien par les populations qui l'acceptent. C'est qu'en effet, la survenue des inondations et même la pauvreté récurrente sont considérées comme la volonté divine. Cette composante psychologique trouve parfois son origine dans une culture qui repose principalement sur un certain nombre de normes et de croyances religieuses. Dès lors, pour ces populations, ces facteurs externes non contrôlables telles que les inondations sont considérés comme une fatalité.

A tous ses facteurs, s'ajoute une série de contraintes spécifiques notamment institutionnelles qui influencent la vulnérabilité. Cette vulnérabilité institutionnelle est elle-même liée aux déterminants socioéconomiques et se manifeste à travers la capacité de réponse des institutions face à la crise. La lutte contre les inondations dans la CDTK a suscité l'implication de plusieurs acteurs à savoir : i) les acteurs étatiques, (ii) les organisations de la société civile, (iii) les collectivités locales, (iv) le secteur privé, (v) les associations et (vi) les partenaires au développement. (privés, publics, Société civile,...). Ces acteurs évoluent dans des domaines divers tels que l'humanitaire, la santé et l'hygiène, la recherche, le plaidoyer, la construction d'infrastructures. La complexité du problème nécessite bien entendu des compétences multidisciplinaires et une variété d'intervenants. Les rôles et les responsabilités ainsi que les programmes doivent être clairement définis à travers une approche globale, intégrée et concertée.

Par ailleurs dans le cadre de la politique de décentralisation, de nouveaux textes de lois portant transfert de compétences aux collectivités locales¹² ont été adoptés notamment en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi, la municipalité doit jouer le

¹² La loi portant transfert de compétences aux collectivités locales (1996)... Parmi ces compétences on retient : la gestion des marchés de quartiers, les petits travaux d'assainissement et d'hygiène, la participation à la collecte des ordures ménagères, la surveillance et l'entretien courant du réseau d'éclairage public, le désensablement et l'entretien des rues, places et espaces vert, la participation à l'élaboration du plan de développement de la ville, la gestion de l'état civil, l'entretien des équipements scolaires, sanitaires et socioculturels, l'avis en matière d'urbanisme, d'éducation, de jeunesse, de sport et de santé

rôle d'intermédiaire entre l'Etat et la population. Mais elle est confrontée à des difficultés majeures qui entravent sa mission d'assurer la mise en œuvre de la politique de développement de la commune. Ces difficultés sont résumées sur le tableau ci-dessous :

Tableau 2: Principales contraintes de la CADTK dans la lutte contre les inondations

Niveau	Contraintes /difficultés
Institutionnel	Manque de synergie des interventions Insuffisance et faible qualification des ressources humaines Absence de réflexion sur les programmes de planification urbaine Dilution des responsabilités Instabilité institutionnelle Législation laxiste Multitude d'acteurs
Juridique	Faiblesse de la connaissance et de l'application des instruments juridiques
Financier	Insuffisance de financement Perte de revenus (baisse des perceptions sur les taxes due aux inondations)

Chapitre III. Méthodologie

Une approche de recherche qualitative a été adoptée. L'observation sur le terrain ou « Settlu¹³ » et l'administration d'un guide d'entretien constituent des principales approches de collecte de données. Des techniques de collecte de données tels que les interviews semi structurés, les focus groupes et des récits de vie ont été utilisées. Le travail effectué sur le terrain a privilégié une démarche participative telle que proposée dans les termes de références permettant une meilleure implication des populations. Cette approche est précédée en amont par une recherche documentaire sur les inondations au Sénégal en général et dans la banlieue dakaroise en particulier.

Observation sur le terrain

Il s'agit d'une observation participante qui a permis de mieux de décrire et de comprendre certains comportements des couches ciblées et de compléter les réponses qui pourraient constituer des biais lors des entretiens.

Les interviews semi structurés

Un guide d'entretien a été administré à divers acteurs habitant dans différents quartiers. Une première phase s'est déroulée du 16 Juillet au 10 Aout 2012 et une deuxième phase du 28 Aout au 10 Septembre soit un séjour total de 40 jours sur le terrain. Les quartiers les plus exposés aux inondations ont été les plus visités, des descentes répétitives ont permis de mieux s'imprégner des réalités du terrain et de recueillir les propos des sinistrés. Les 3 premiers jours du 16 au 19 juillet 2012 ont été consacrés à la phase de pré-enquête. L'observation dissimulée, l'identification des personnes à enquêter et la rencontre avec des personnes ressources ont permis une meilleure connaissance et une familiarisation de la zone d'étude. Il s'est agi de rencontrer les personnes ressources et les différents acteurs pour expliquer l'objet de l'étude. Par la suite des visites de courtoisie ont été faites auprès des autorités traditionnelles (les autorités coutumières, les sages du quartier, les imams, etc.) et administratives (maires, chefs de quartier) sous forme d'entretiens informels, occasion pour expliquer le but de l'étude et de compléter la liste des intervenants dans la lutte contre les inondations. Les discussions étaient surtout orientées sur les causes et les effets induits des inondations, les conditions de vie des populations et le rôle des différents acteurs.

¹³ 'settlu' ou l'observation dissimulée: une technique traditionnelle d'observation du social qui ne perturbe pas son objet par (Niang A., 2000)

Le guide d'entretien a concerné un échantillon de 320 ménages¹⁴. Les critères de choix sont :

- l'aire géographique : il s'agit des quartiers¹⁵ : Ainoumane, Bagdad3, Bagdad3bis, Bagdad4, Bagdad4bis, Darourahmane2, Djiddah2, Gouye Salam, Léona2, Manére, Medina4, Medina5, Mousdalifa1, Mousdalifa2, Mousdalifa3, Mousdalifa4 ; Nietta Mbar et des marchés¹⁶ ;
- la nature du site : quartier bâti sur un substrat argileux, zones non aédificandie situées dans des sites marécageux ;
- l'exposition au risque d'inondation : quartiers inondés pendant toute l'année ou pendant la saison des pluies, au cours de ces cinq dernières années, quartiers installés dans des dépressions asséchées ;
- l'âge : pour déterminer la tranche d'âge la plus exposée et la plus vénérable aux inondations ;

Tableau 3: Répartition par âge des femmes enquêtées

Tranches d'âge	Pourcentage
15 à 35 ans	42%
36 à 55 ans	43%
plus de 56 ans	15%
Total	100%

- la situation matrimoniale

Tableau 4: Situation matrimoniale des femmes enquêtées

Situation matrimoniale	Pourcentage
Mariées	72%
Célibataires	15%
Veuves	8%
Divorcées	5%
Total	100%

- la précarité de l'habitat et la nature des interventions développées en cas d'inondation ;

¹⁴ Pour l'échantillonnage de la méthodologie, il s'agit de 320 ménages sur une population de 180 000 habitants: considérant une moyenne 10 à 12 personnes par ménage, nous aurons $180\ 000/12= 15\ 000$ ménages dans CATDK et si nous prenons en compte le nombre de femmes (qui constituent les cibles de l'enquête) par ménage à un pourcentage de 50%, dans 15000 ménages nous obtenons à peu près 7500 femmes. Le résultat de l'échantillonnage donne 43%.

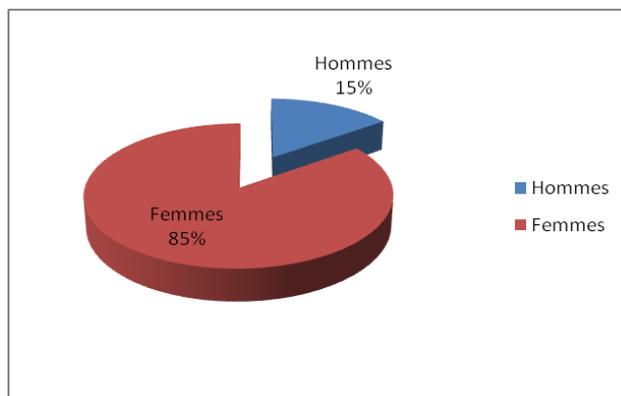
¹⁵ Le choix des quartiers est fait en se référant à l'étude d'identification des zones inondées faite en 2008 par le collectif des Quartiers Inondés de DTK

¹⁶ Pour rappel, la CADTK dispose de deux marchés : Nietta Mbar et Darou Salam ; au total 10 étales de femmes ont été ciblés

- le genre: les catégories sociales les plus vulnérables, les groupes les plus exposés aux risques et catastrophes naturelles, les stratégies d'adaptation développées en fonction du sexe dans la prévention et la gestion des catastrophes.

Ainsi les femmes représentent 85% de la population interrogées contre 15% d'hommes.

Figure 6: Répartition de la population enquêtée selon le sexe



En outre des personnes ressources ont été interviewées notamment des représentants des institutions et services techniques qui interviennent dans la lutte contre les inondations, les responsables d'associations et de groupements et les chefs de quartiers. (Voir annexe).

Les focus groups

L'approche genre a été retenue pour connaître le déséquilibre entre les différentes couches sociales et entre les hommes et les femmes ; elle visait aussi à recueillir des informations à partir de groupes spécifiques ayant pratiquement les mêmes activités, la même tranche d'âge, le même sexe et le même degré d'exposition aux risques.

Le dynamisme dans la vie associative des populations (malgré l'existence d'un seul foyer socio culturel) a constitué un cadre favorable à l'utilisation de cet outil. Elle est représentée par les fédérations des associations, les collectifs, les GPF (Groupement Promotion Féminin), les GIE (Groupement intérêt économique), les ASC (Association Sportif et Culturel), les ADQ (Association de développement des Quartiers), les Unités de Transformations (teinture, céréales etc....), etc.

- ❖ Les GPF : sur un total de 35 Groupements de Promotion féminines (GPF) répertoriés, deux (2) groupements ont été ciblés : 'Fass diom' 'Sukali Jaboot'. Le choix de ces deux GPF s'explique par le fait que la tenue de leurs réunions mensuelles a coïncidé avec notre

présence sur le terrain. Les réunions se sont effectuées dans les quartiers précisément dans la concession de la présidente qui sert de siège à ces groupements. Le nombre de participantes par groupe varie entre 10 et 25 femmes et se compose :

- femmes qui travaillent dans la production de l'eau de Javel
- groupements de femmes leaders en prévention et gestion des catastrophes

❖ les ADQ : un autre groupe de neuf jeunes hommes qui font le remblaiement a été retrouvé au hasard dans une rue a fait l'objet d'un focus groupe.

Photo 3 : Focus group de Groupement de femmes



Photo 4: jeunes hommes à la pause après remblaiement



Crédit photo: SOUMARE S. Aout 2012

Les discussions se sont focalisées sur leurs activités quotidiennes en période sèche et en période hivernale (inondation), les changements climatiques observés et leur perception sur les inondations. Les échanges sont libres et chaque groupe est interactif. Ils ont tous répondu aux questions d'orientation préétablies. Les discussions ont également porté sur les stratégies adoptées et les rôles joués dans la lutte contre les inondations.

Des récits de vie

Des récits ont été recueillis dont deux (2) sont partagés: un sur une femme âgée qui s'active toujours dans la teinturière et un autre sur la présidente des femmes leaders en gestion des catastrophes.

Les participants ont été très coopératifs et disponibles. Les femmes interviewées étaient motivées et animées d'un sentiment de fierté par le fait que leurs expériences pouvaient intéresser certains acteurs (faire objet d'une étude).

Les principaux instruments de recueil de données

Du fait de la complexité du phénomène, la diversité de statut des différents acteurs et leur niveau d'intervention, plusieurs outils sont utilisés.

- Des alertes sur le thème des inondations ont été créées (Google Alert) pour recueillir le maximum d'informations sur l'internet dans une période précédant l'étude et au courant des 3 mois de l'étude. (Voir annexe)
- Des outils de codification et de visualisation des données (« Wordle », « Open Calais », « Brain ») pour faciliter l'analyse des documents et permettre d'établir les liens entre les acteurs et les actions qu'ils mènent dans la zone d'étude. Des captures d'écran de ces visualisations sont représentées en annexe.
- Un outil de planification du temps est utilisé afin de reconstituer les événements (durée, périodicité, fréquence et intensité des inondations) selon un ordre chronologique des événements (logiciel timeflow).
- Une maîtrise de l'organisation des données avec la méthodologie de « Matrice 3-by-X », la « Matrice 3-by-5 », « TAAAP » etc...

Toutes les informations reçues ont été synthétisées dans une feuille de calcul Excel permettant ainsi de les classer soit en acteurs, actions (type d'intervention).

Les différentes données collectées ont été traitées avec des méthodes essentiellement statistiques.

Les difficultés rencontrées / contraintes

La méthodologie est déroulée afin que les résultats représentent de façon précise la situation des différentes couches sociales durant les périodes pré hivernales et d'inondation. Toutefois, quelques difficultés méritent d'être mentionnées :

- Les populations sont sur enquêtées et cela a suscité un refus catégorique chez certaines personnes de coopérer
- Le biais d'attente: les personnes enquêtées ont tendance à aggraver leur situation pour obtenir une éventuelle aide
- Un terrain sensible (promiscuité, précarité, insalubrité)
- Un sentiment d'être « impuissante » devant la situation de précarité des sujets interviewés
- Difficulté de ciblage pour les interviews ; toutes les couches semblent être prioritaires
- Une redondance dans les réponses, les récits

Chapitre IV : Impacts des inondations selon le genre sur les différentes couches sociales

Nous retenons qu'au Sénégal comme ailleurs, le changement climatique est l'un des facteurs clés favorisant les catastrophes naturelles. A travers les entretiens sur la perception des populations sur les changements climatiques et leurs effets, près de 95% des personnes interviewées essentiellement des femmes, ont eu à observer des changements sur le climat ces deux dernières décennies. Les principaux changements notés sont : i) une chaleur excessive; ii) une disparition des dunes de sable; « ces maisons envahies par l'eau, abandonnées que vous voyez étaient situées en hauteur sur des dunes de sable : on se fatiguait vite en allant puiser de l'eau....» affirment certaines ; iii) les différentes manifestations pluviométriques.

Les effets des inondations peuvent être dramatiques tant sur le plan humain que matériel (impacts sociaux- économiques graves). Au niveau national, les impacts socio économiques des inondations ont été largement abordés notamment dans le rapport d'évaluation des besoins post catastrophe, (2010).

Encadré 2: Inondations de 2012- nombre de victimes

- ➡ A ce mois de Septembre 2012, au niveau national le bilan fait état de :
- Plus de 400 000 personnes affectées au niveau national
 - 16 morts en une quinzaine de jours dont 5 femmes, 2 enfants, 2 nouveaux nés, 1 femme âgée
 - 540 familles sinistrées et 104 quartiers inondés dans la Banlieue Dakaroise plus exactement dans l'arrondissement de Thiaroye

Dans le cadre de cette étude (DTK), nous nous intéressons principalement aux différentes implications socioéconomiques des inondations. Néanmoins, nous dressons un tableau résumant les principaux effets induits par les inondations dans cette localité de DTK.

Tableau 4: Principaux effets induits des inondations à DTK

Dommages	Type
Personnes	Morts, Sinistrés, Blessures physiques / psychologique, Maladies, Insécurité, dislocation famille, promiscuité, mœurs, frustrations
Biens	Destruction, abimés
Activités économiques	Arrêt, abandon, retard, perturbation, désorganisation, précarité des revenus
Milieus/Environnement	Modification du cadre de vie (prolifération des déchets, assainissement...), pollution, etc .

La recrudescence des catastrophes liées aux changements climatiques telles que les inondations, a un impact significatif sur les personnes notamment les couches vulnérables. Elles affectent fortement les conditions de survie, la subsistance des populations sans épargner leur dignité. L'inondation peut occasionner des dommages directs et indirects, des problèmes de santé (maladies transmissibles et non transmissibles), l'insécurité et les risques d'accidents domestiques, des perturbations dans le système éducatif, la dislocation des familles, des conflits et des frustrations sociales.

4.1. Les dommages directs

Les pertes en biens et matériels sont inestimables particulièrement chez les femmes en tant responsables des ménages et gardiennes du foyer. Elles ont perdu des meubles, des vêtements, de la nourriture, des ressources financières diverses et possessions symboliques (photographies, carnet de santé, actes de naissance, etc.). Avec l'inondation, les marchandises et les faibles stocks sont détruits. Le taux d'humidité élevé et les températures basses en période hivernale rendent difficile les conditions de conservation des fruits et des légumes. Les petites unités de production (céréales) sont inondées. Même les animaux domestiques (moutons, chèvres et poules) ne sont pas épargnés faute d'abris¹⁷. De plus, l'économie familiale s'effondre, les populations consacrent une part importante de leurs maigres ressources pour sauver leurs maisons (surélévation des bâtiments). Les familles restent attachées à la terre car la maison représente leur dignité et leur fierté.

¹⁷ La plupart des femmes élèvent des moutons, des chèvres et des poules pour générer un revenu par la vente lors des fêtes religieuses et moins souvent comme source de nourriture

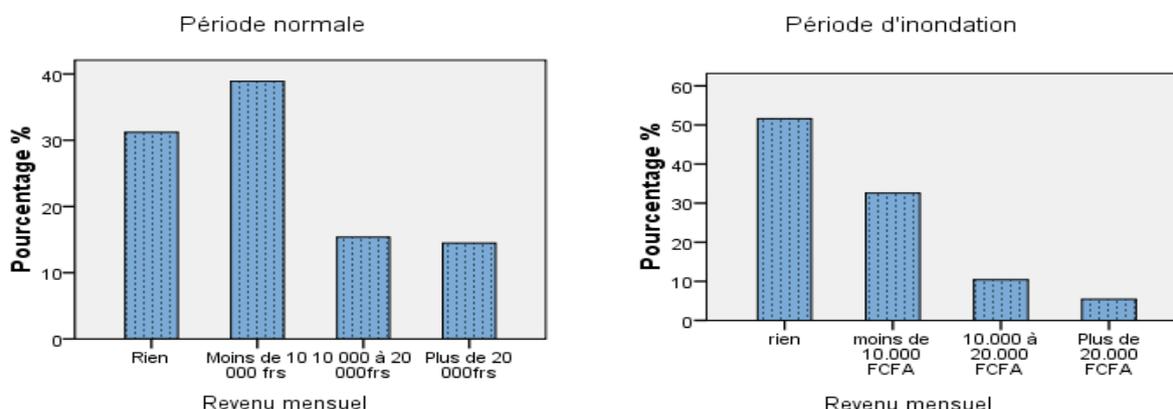
4.2. Les dommages indirects

Ce sont des dommages qui se manifestent par la perte des gains sur les activités menées à domicile ; les emplois productifs en dehors du domicile (autant chez les hommes et les femmes), la surcharge de travail /l'augmentation du travail reproductif. Aussi, les femmes pendant la période de sinistre sont confrontées à des difficultés économiques énormes entraînant un endettement ou/et une incapacité de remboursement des dettes ou des prêts. Une situation de stress économique règne d'une manière permanente dans les familles touchées.

4.8.1. La perte de revenus des activités menées à domicile

Les activités génératrices de revenus exercées par la majorité des femmes, relèvent pour la plupart du petit commerce plus exactement le commerce de détail¹⁸. En effet, environ 50% d'entre elles s'activent dans la revente de produits sur les étals notamment les produits de nettoyage comme savons, eau de javel ; les fruits de saisons (mangues et produits de cueillette 'maad' (saba du Sénégal), jujube, pain de singe) ; les légumes provenant des Niayes ; le charbon de bois en détail pour la cuisine des ménages ; le pain, les céréales, les tissus, l'encens, etc. Généralement la vente de ces produits s'effectue au niveau des artères principales, au coin de la rue, ou bien à la porte des concessions (Photos 4 et 5). En période d'inondation, les revenus générés subissent une baisse drastique (Figure 7).

Figure 7 : Différence de revenus - période normale (saison sèche) et période d'inondation



Source : Enquête SOUMARE S. 2012

¹⁸ Le commerce de détail achète des produits en grande quantité d'un producteur ou un importateur, soit directement ou par le truchement d'un grossiste, puis les vend individuellement ou en petite quantité à un client ordinaire dans un magasin, une boutique ou d'autres méthodes... C'est le maillon final de la chaîne de distribution/ Source : <http://www.becompta.be/modules/dictionnaire/238-comptable-commerce-de-detail.html>

L'inondation empêche aux femmes d'exercer des activités qui génèrent les revenus du ménage ; soit i) le passage devient impossible pour les clients et les passants ii) elles sont occupées dans les tâches domestiques (nettoyage des eaux), iii) la surveillance des enfants et des biens exposés. Voici quelques propos recueillis chez des sujets interviewés : « en période d'inondation je ne peux rien vendre ; je vends surtout des mangues et divers fruits de cueillette, les produits sont périssables sous l'effet de l'humidité et puis je n'ai même pas où poser mon étal »; « je ne peux pas m'éloigner de la maison, tout ce que je possède y compris mes habits, est exposé dehors pour être séché.....».

Photo 4: Femme devant son étale au coin de la rue



Photo 5: Femme devant son étale à la porte de sa concession



Crédit Photo : SOUMARE S. Juillet 2012

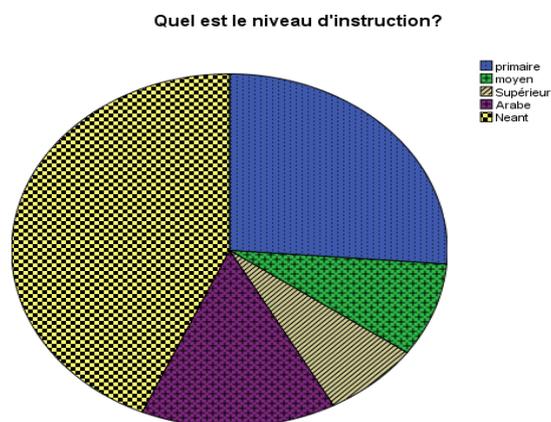
Outre l'étude révèle que la majorité des femmes a la particularité d'avoir un faible niveau d'éducation et voire une absence totale. En effet, le niveau d'instruction enregistré chez les femmes interviewées est très faible ainsi on note :

- 43% d'entre elles ne sont pas instruites,
- 26% ont un niveau d'éducation primaire,
- 15% ont suivi un enseignement en langue arabe dans les « daaras »¹⁹,
- 9% possèdent un niveau moyen (secondaire)
- seules 7% ont atteint un niveau supérieur d'éducation

¹⁹ « daaras » sont des écoles coraniques dans le secteur de l'éducation non formelle

Soulignons au passage qu'au niveau national, les chiffres marquant le taux d'analphabétisme font apparaître une disparité notoire : le taux chez les hommes en % (ESPS, 2005-2006) est de 47,9 et chez les femmes en % (ESPS, 2005-2006) de 67,1.

Figure 8: Niveau d'éducation des femmes interviewées



Source : Enquête S.SOUMARE, 2012

Un faible niveau d'éducation est préjudiciable pour assurer les conditions d'un développement durable. D'une manière générale, les clivages socio culturels constituent souvent des obstacles au libre accès de ces femmes à l'éducation. Nous rappelons que « l'éducation est un moteur de croissance économique: elle conditionne la modification des comportements sociaux et des modes de production, elle est source de productivité et de compétitivité » (Balmès J.C., AFD,2003). Il a des effets incontestables sur les fléaux qui accompagnent l'extrême pauvreté notamment le manque d'accès aux soins de santé, la malnutrition, la faible croissance économique, l'explosion démographique, la mauvaise gestion de l'environnement. Et ce sont les femmes, les jeunes filles et les enfants qui en souffrent le plus. Selon l'UNESCO²⁰, l'éducation est un élément essentiel de la réponse mondiale au changement climatique.

Quant aux personnes âgées principalement des hommes, rares sont ceux qui perçoivent une pension retraite ; ils ont surtout évolué jadis dans l'informel et se retrouvent inoccupés avec l'avancée de l'âge. Leur principale occupation se limite aux discussions sous des tentes de fortune et lieux de culte. Les femmes âgées elles, s'occupent le plus souvent des petits enfants

²⁰ Source : <http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/climate-change-education/>

et certaines parviennent à conserver une part de leurs activités antérieures. Dans le lot des personnes âgées, certaines souffrent de handicaps divers tels que la déficience visuelle et physique. De ce fait, cette couche de la population vit dans la précarité et la dépendance de leur progéniture.

4.8.2. La perte des emplois productifs en dehors du domicile

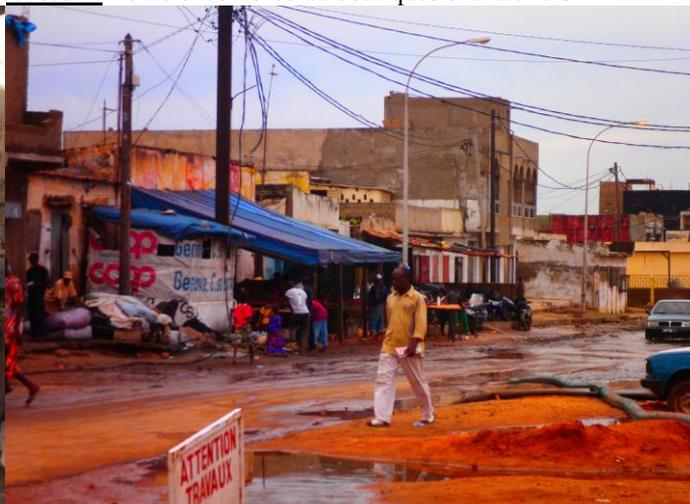
Ces conséquences touchent en majorité les hommes. Bien que leur niveau d'instruction (avoisinant 70 %) soit plus élevé chez les femmes, on assiste à une recrudescence du taux de chômage. Parmi eux les quelques rares salariés doivent se déplacer au centre ville. Les revenus générés sont très faibles. Les dommages indirects subis sont principalement l'absentéisme, le retard au travail, l'épuisement, des difficultés à se concentrer et le retour tardif à la maison. Ces difficultés sont surtout liées à leur situation personnelle en zone inondée du fait du manque de transport, de la perte d'outils.

Par contre beaucoup d'entre eux évoluent dans les domaines de l'artisanat (menuisiers métalliques, bois, mécaniciens, sculpteurs), élevage de moutons, de teinture et de commerce de détail. Ces activités sont généralement pratiquées dans des installations de fortune en dehors des maisons et nécessitent un déplacement. De ce fait les activités sont au ralenti ou presque nulles pour des raisons telles que : destruction des installations, ateliers ou magasins ; baisse de chiffres d'affaires faute de clientèle et accès difficile. En définitif, le secteur informel est totalement affecté et les dégâts peuvent être considérables. Certains sont préparés d'avance et prennent des 'vacances forcées' durant les inondations. D'autres comptent encore sur quelques rares commandes et sur la compréhension des clients si les délais de livraison sont dépassés. A cela s'ajoutent les coupures intempestives d'électricité entraînant une perte totale ou une baisse notoire des revenus de la population locale.

Photo 6 : Jeunes sculpteurs sous une tente de fortune



Photo 7: Route encombrée de boutiques et d'ateliers



Crédit Photo : Soumaré S. Septembre 2012

Pourtant les femmes ne sont pas épargnées des impacts sur le travail productif en dehors de la maison. Environ 17% des femmes tirent leurs revenus des métiers de lingère, teinturière, et 5% du maraichage. Les gains sont dérisoires et aléatoires. Durant les inondations elles perdent le peu qu'elles gagnaient. « Les ruelles et les maisons sont remplies d'eau, je n'ai pas où sécher les habits teints, ni où s'asseoir pour faire le linge » se lamente une interviewée.

Les rares détentrices d'emploi (7%) sont les employés domestiques, elles travaillent généralement en ville et touchent un revenu encore plus faible. D'autres évoluent dans des activités qui les mènent en dehors du foyer notamment au marché (achat/vente de condiments), à la plage (achat/vente de poissons), dans les zones maraichères (achat de légumes) et les difficultés sont les mêmes sinon empirées. En plus, ces femmes lorsqu'elles se déplacent prennent plus de risques (insécurité) car victimes souvent d'assauts multiples (viols, vols,...). Toujours est-il que le travail domestique les attend.

Pour ce qui concerne les handicapés, leur principale activité demeure la mendicité. L'activité est pénible (efforts pour se déplacer, exposition aux températures élevées, etc.) et peu rémunératrice. C'est pourquoi lorsqu'il ya inondation, leurs conditions de vie se dégradent davantage à cause de leur mobilité freinée par l'envahissement des eaux conséquemment leurs maigres recettes subissent une réduction drastique.

4.8.3. L'augmentation du travail reproductif

Le travail reproductif²¹ est propre aux femmes dans le contexte culturel où nous évoluons. La charge supplémentaire de la garde et des soins accentués des enfants est considérable. Près de (25%) des femmes enquêtées sont des ménagères, elles ne s'occupent que de la maison et des enfants à temps plein, donc sans revenus et financièrement dépendantes avec en une moyenne de cinq enfants en charge. Le tableau 5 donne un aperçu du nombre d'enfants par femmes enquêtées.

Tableau 5: Nombre d'enfants en charge chez les femmes enquêtées

Nombre d'enfants en charge	Pourcentage
plus de cinq (5) enfants	49%
2 à 5 enfants	19%
1 à 2 enfants	18%
sans enfants	14%

Les enfants engendrent pour leurs parents (mères) des tâches domestiques et familiales supplémentaires, en particulier lorsque les maisons sont inondées. Les populations y compris les femmes sont toujours à pied d'œuvre pour vider l'eau, nettoyer et désinfecter les des maisons. Outre préparer un repas devient une corvée dans des conditions où les ustensiles pataugent dans les eaux et la lessive excessive. Une des femmes interviewées explique « je suis occupée à évacuer les eaux des chambres à longueur de journée car il me faut tout de même un espace où cuisiner ». Nous constatons aussi que la baisse de la productivité est étroitement liée à la surcharge du travail. Une autre raconte « je dois veiller sur mes enfants pour éviter qu'ils jouent dans l'eau ou qu'ils se noient dans les bassins de rétention ce qui fait que je ne gagne rien en cette période car mon petit commerce est abandonné ». Ainsi non seulement les femmes voient leurs revenus chuter mais encore elles sont endettées. Pour subvenir aux besoins du ménage, la plupart d'entre elles ont tendance à prendre des crédits.

Cet excès de travail conjugué au faible niveau d'instruction et de scolarisation, à leur sexe, leur âge, les conflits de rôles, les stéréotypes et les contraintes sociales sont autant d'obstacles qui constituent une sérieuse entrave à la participation politique et citoyenne des femmes et à leur épanouissement. Sur le terrain, nous avons relevé une faible présence des femmes aux

²¹Le rôle reproductif comprend la responsabilité de mettre au monde et d'élever les enfants ainsi que les tâches domestiques entreprises par les femmes qui sont nécessaires pour que soient garantis l'entretien et la reproduction biologique mais aussi le soin et l'entretien de la force de travail (le mari et les enfants en âge actif) et de la future force de travail (bébés et enfants en âge scolaire). Le rôle reproductif rempli par les hommes (éducation des garçons par exemple) est généralement moindre et/ou considéré comme non prioritaire. (Leloup C. and Ryckmans H., 1995)

structures partisans, associatives et syndicales mises à part les Groupements d'Intérêt Economiques (GIE). Ceci malgré les actions positives entreprises au niveau national pour une meilleure représentativité politique des femmes dans les affaires municipales. Ainsi on a noté:

- Le cabinet du maire de la CADTK compte cinq (5) adjoints au maire dont une seule femme.
- Les membres du conseil municipal sont au nombre de soixante dix (70), seules 24 sont des femmes.
- Parmi les 66 chefs de quartiers de la CDTK, on ne compte aucune femme
- Plus de 80% des femmes enquêtées soutiennent n'avoir pas été consultées dans les activités et décisions prises dans la lutte contre les inondations.
- Près de 56% des femmes ne sont affiliées à aucune organisation (groupements, associations et autres).

Cet écart de représentativité peut mener à une minimisation ou une marginalisation des préoccupations des femmes dans les actions menées par la commune ; à une absence de sensibilisation/sensibilité aux problèmes propres aux femmes. Le rapport sur le Développement Humain 2007-2008 affirme que les désavantages historiques des femmes comme un accès limité aux ressources, des droits restreints et l'absence de voix dans la prise de décision, les rendent extrêmement vulnérables, au changement climatique.

Cependant, la présence des jeunes est significative à travers des structures locales notamment la plateforme communale des acteurs pour la lutte contre les inondations. Seulement, une surcharge de travail est aussi vécue chez les jeunes en tant forces vives de la communauté. C'est à eux aussi qu'incombent les tâches les plus lourdes telles les remblaiements, le pompage des eaux, le déplacement de matériels et la reconstruction (Photo 8 et 9). Ils mettent toute leur énergie pour vider l'eau des maisons, des quartiers. « Dès que je vois le ciel s'assombrir rempli de nuages, je me précipite pour retourner à la maison et parfois il m'arrive de rebrousser chemin au risque même de rater les cours » confie avec amertume un étudiant. Les jeunes travaillent sans répit car il faut aussi donner un coup de main au voisin qui en a besoin.

Photo 8: Jeunes du quartier en train de remplir des sacs de sable pour freiner l'eau



Photo 9: Jeune habitant en train d'évacuer l'eau



Crédit photo : Samb M. Aout 2012

Ce sont ces mêmes jeunes hommes qui aident les personnes âgées et les malades à se déplacer en les soulevant/portant pour les faire traverser l'eau. Un jeune homme, la trentaine se confie : « je dois me réveiller chaque jour à l'aube lors des inondations pour porter mon père hors de l'eau. Malgré les conditions difficiles il tient à aller à la mosquée, il est le muezzin! ».

4.3. Les problèmes de santé

Les inondations quelle que soit l'ampleur, comportent des risques multiples et récurrents pour la santé. A DTK à la récurrence des inondations, s'ajoute la détérioration des conditions d'hygiène (d'extrême insalubrité) due à la mauvaise gestion des déchets ménagers et à l'insuffisance de réseaux de drainage. Beaucoup de personnes en plus des maladies hydriques, souffrent de maladies telles que la grippe, l'asthénie-anémie, la toux ; la mal-peau, etc. (Voir en annexe). En effet lors des inondations, l'eau qui envahit les maisons est généralement contaminée par le refoulement des égouts, les ordures, les fausses sceptiques, le déversement de produits toxiques (Photo 10 et 11). De surcroit s'y mêlent la promiscuité, les difficultés d'accès à l'eau potable. Toutes ces conditions réunies sont favorables à la prolifération et à l'accumulation des moustiques et des bactéries pathogènes responsables de diarrhées, d'infections. On note aussi de nombreuses pathologies chroniques, notamment certains problèmes respiratoires qui peuvent être aggravés par les moisissures.

Photo 10: Ordures à l'intérieur d'un quartier de DTK



Photo 11: Maison inondée abandonnée



Crédit photo : S. SOUMARE 2012

Les rapports du poste de santé 'Deggo' situé au cœur des zones les plus touchées (Figure 9) donnent des chiffres très alarmants montrant l'ampleur du phénomène.

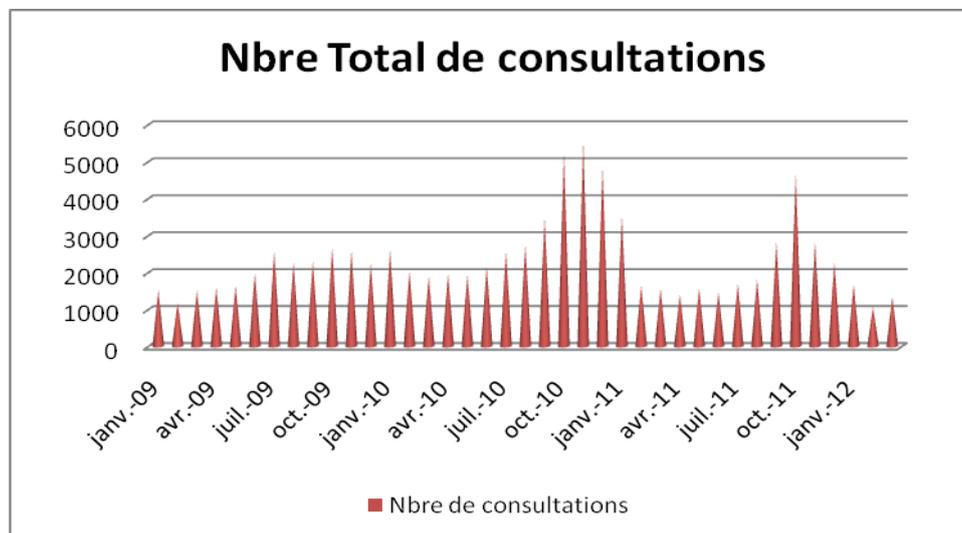
Figure 9: Quartiers couverts par le centre de santé de 'Deggo'



Source : Centre de santé de Deggo, DTK

Au niveau du centre, les rapports de 2009, 2010 et 2011 ont été disponibles. Ainsi entre 2009 et 2011, les moyennes mensuelles enregistrées varient entre 2500 et 3000 consultations (Figure 10).

Figure 10: Nombre total de consultations enregistrées entre janvier 2009 et Mars 2012



Source : Enquête S.SOUMARE, 2012

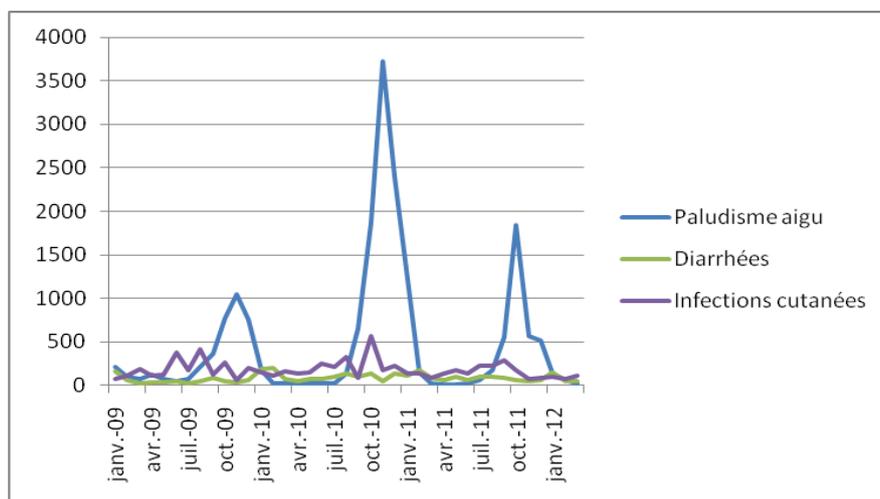
L'année 2010 a battu le record des cinq (5) dernières années (2006 – 2011)²² dans le dit centre pour un total de 37 228 consultations avec une moyenne mensuelle de 3102 et un pic de 5568 au mois de novembre. Ainsi l'année 2010 a subi l'une des pires conséquences des inondations à DTK. Cela pourrait s'expliquer du fait que depuis 2005, les inondations ont condamné de nombreux quartiers dans les eaux. Celles de 2010 se sont intensifiées du fait que certains quartiers n'avaient pas encore été totalement évacués des eaux de 2009.

Outre, les trois premières causes de consultation sont le paludisme aigu, suivi des maladies diarrhéiques, des infections cutanées (sans prendre en compte les plaies). En effet, il existe un risque accru de paludisme du aux eaux de pluies ; rien que pour les mois de Novembre 2009, 2010 et d'octobre 2011, le centre de santé de Deggo a enregistré respectivement 1034 ; 3719 et 1831 cas de paludisme aigu (Figure 11). Le risque de paludisme est encore plus élevé chez les femmes encore plus chez les femmes enceintes- en un seul mois (novembre 2010), 50 cas de paludisme avec grossesse ont été traités. Les inondations ont de graves conséquences sur la

²² A défaut de vérifier les rapports précédents 2006, 2007 et 2008, la responsable du centre de santé a confirmé que les chiffres enregistrés en 2010 sont nettement supérieurs aux années précédentes.

santé des populations mais surtout sur les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les sujets dont le système immunitaire est affaibli. Durant les ‘pics’, le centre de santé est dépassé et les patients sont obligés de se munir de nattes pour l’étaler au sol afin de recevoir des soins. Le constat est alarmant.

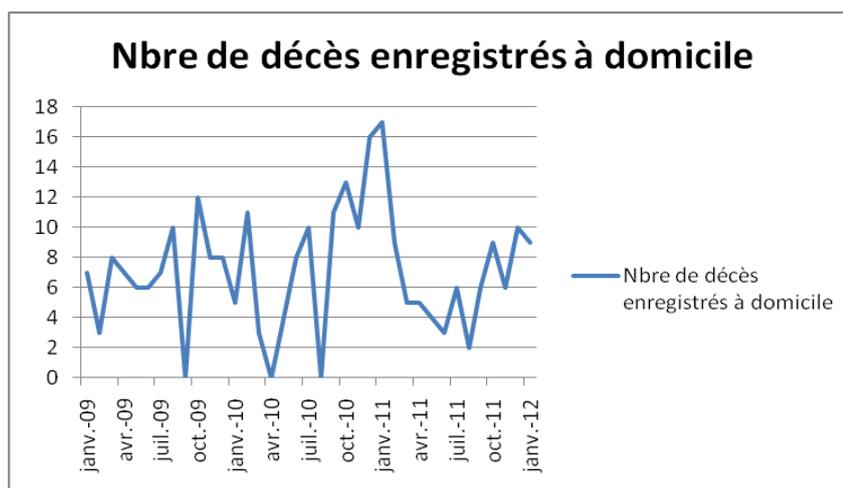
Figure 11: Les trois (3) premières causes de consultations au poste de santé de Deggo



Source : Enquete SOUMARE S. 2012-09-12

Ainsi, le nombre de décès enregistré/vu à domicile par le centre s’est vu à la hausse en période hivernale comme l’illustre la figure 12. Le nombre varie entre 10 et 15 cas de décès durant les mois d’octobre de chaque année (2009 -2011).

Figure 12: Nombre de décès vus à domicile par le centre de santé de Deggo



Source : Enquete SOUMARE S. 2012-09-12

Par ailleurs, les chiffres montrent une prédominance des consultations chez les enfants de 0 à 59 mois et les femmes (Tableau 6). La figure 13 montre une comparaison des consultations

Hommes / Femmes. Parmi les femmes consultées, celles dont l'âge varie entre 20-25 et 26-49ans sont les plus touchées mais encore plus particulièrement celles âgées entre 26 et 49ans (figure 14).

Tableau 6: Répartition selon l'âge et le sexe des consultations

Age	Sexe			Total consultations
	masculin	féminin	Tout sexe confondu	
0 à 59 mois			24,6%	24,6%
5 à 14 ans			20,3%	20,3%
15-19ans	5,6%	6,2%		11,8%
20-25 ans	5,7 %	8,2 %		13,9 %
26-49 ans	6,9 %	11,0 %		17,9 %
50-59 ans	2,0 %	3,5 %		5,5 %
60 ans +			6%	6%

Source : Centre de sante Deggo, 2012

Figure 13: Comparaison des consultations Hommes/Femmes

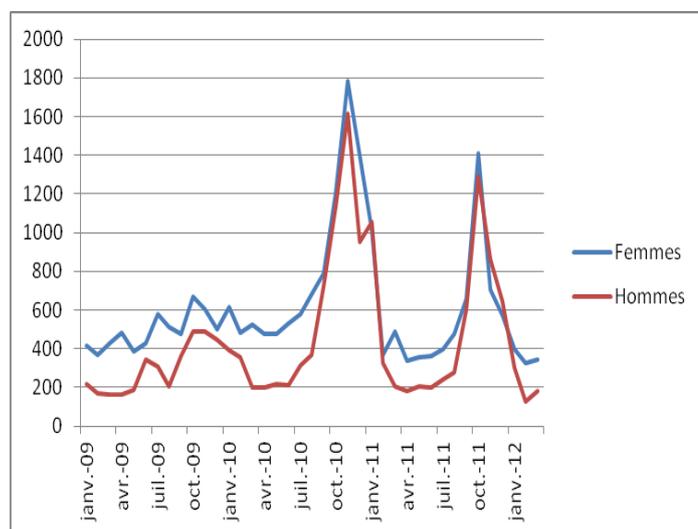
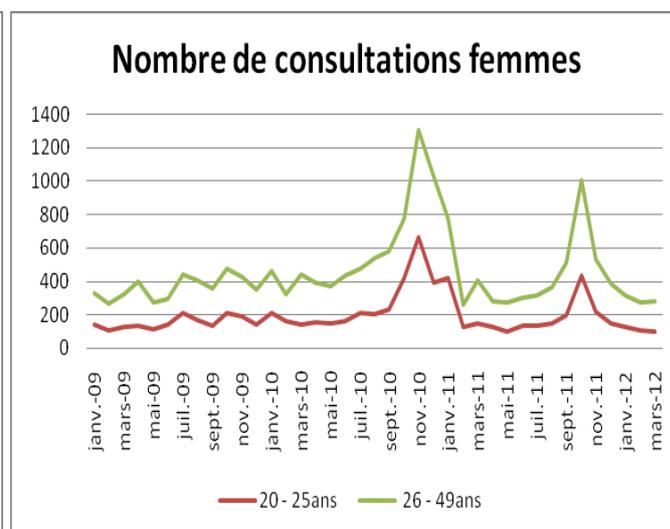


Figure 14: Comparaison consultations Femmes selon les tranches d'âge



Source : Enquete SOUMARE S. 2012

En effet bien que les femmes mariées en âge de procréer (celles qui sont âgées entre 15–49 ans) constituent une bonne partie de la population de DTK, cette catégorie compose la majorité des personnes qui utilisent le système de santé à cause des soins médicaux ‘additionnels’ liés à la procréation et à la sexualité. Encore, sur le terrain nous assistons à un taux d'activité très intense chez les femmes dont l'âge dépasse la trentaine. Beaucoup d'entre elles tombent

malades, ressentent une fatigue générale, de l'épuisement et ont souvent craqué devant l'étendue des dommages. D'ailleurs des inquiétudes sont émises par le centre de la localité sur le nombre élevé d'avortements. Ainsi, la capacité physique décroît et les moyens font défaut pour subvenir aux dépenses quotidiennes et à la nourriture. Conséquemment le manque en nourriture les affaiblit; il en est de même que les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes, les malades chroniques. Elles deviennent alors particulièrement fragiles et encore plus vulnérables aux maladies et aux infections. Selon les propos du Médecin économiste américain Sir Edwin, « dans les pays en voie de développement, les gens tombent malades parce qu'ils sont pauvres, ils s'appauvrissent davantage parce qu'ils sont malades ; et voient leur état de mal empirer du fait de la misère accrue ».

La santé des femmes peut également pâtir de l'augmentation du travail productif, du stress. Le stress pendant et après l'inondation, est surtout causé par l'anxiété et le manque de sommeil. Les femmes après avoir passé la journée à veiller sur les enfants, à s'occuper des tâches domestiques restent éveillées la plupart du temps de peur d'être surprises par les eaux. Certaines doivent allaiter pendant la nuit. D'ailleurs lors des interviews, elles n'ont pas manqué de mentionner leur phobie des précipitations nocturnes.

Pour appuyer les effets du stress, une étude sur les impacts du stress vécu par des femmes enceintes lors des inondations est menée récemment par une chercheuse de l'Institut Douglas. Il s'agit exactement d'étudier de l'effet du stress maternel prénatal (SMP) sur le développement du fœtus. La chercheuse, dont les recherches sont cours avance déjà : « Nous avons constaté que le développement cognitif, comportemental, moteur et physique de l'enfant était affecté à long terme par le SMP.²³

4.4. Les perturbations dans le système éducatif

Les situations induites par les inondations ont des implications directes et indirectes sur l'école. Les sinistrés se trouvent dans des situations où l'éducation des enfants n'est plus une priorité. La majeure partie des parents interviewés en période de fin des vacances scolaires avouent plus se préoccuper des besoins quotidiens que de la rentrée des classes. Le contenu des discours est le même: « je n'ai pas la tête aux commentaires pour l'école ; actuellement notre priorité c'est la nourriture. Je ne dispose en ce moment d'aucun moyen pour envoyer mes

²³ Source : <http://www.douglas.qc.ca/news/1124>

enfants à l'école, ni frais d'inscription, ni fournitures ». Ainsi les effets induits se résument essentiellement :

Tableau 7: Résumé des effets induits des inondations sur le système éducatif

Effets directs	Effets indirects
<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de rejoindre l'école -école submergée; • Ecole endommagée (destruction de toiture, de mobilier, de blocs sanitaires et chute de mur); • Destruction de fournitures scolaires et de matériels didactiques; • Pertes de documents pour l'inscription des élèves (bulletins de santé, acte de naissance); • Ecole parfois transférée; • Ecole occupée par les sinistrés causant un retard dans le démarrage de l'année scolaire; • Absence d'établissements scolaires dans les lieux de recasement; 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de moyens pour payer les fournitures et les inscriptions; • Conditions de vie (nourriture, hygiène, santé) non réunies pour les études; • Espace familial inadéquat voire inexistant; • Manque de suivi; • Augmentation des travaux domestiques chez les filles

Photo 12: Ecole Salif Ndongo située à DTK : la cour occupée par les sinistrés



Crédit photo : S. SOUMARE Septembre 2012

Les impacts de l'inondation sur l'école sont difficilement mesurables. Ce qui hypothèque du coup l'atteinte de l'OMD 2 dont la Cible 3 vise d'ici à 2015 à donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. La question que l'on se pose à priori est : comment les enfants arrivent à s'adapter en milieu scolaire lors des inondations? Tout fait défaut ! Les moyens pour payer les fournitures et les inscriptions, les conditions de vie (nourriture, hygiène, santé), l'espace familial adéquat pour apprendre, l'accès aux établissements, le suivi. Mais surtout

l'augmentation des travaux domestiques chez les filles mérite une attention particulière. La majorité des catastrophes entraînent un fardeau supplémentaire pour les femmes et les filles qui doivent assumer la surcharge de travail domestique (évacuation des eaux, approvisionnement du foyer en eau et nourriture, garde des enfants et soins des malades). Les inondations à répétition ne seraient-elles une autre occasion de sortir les filles de l'école ?

4.5. L'insécurité et les risques d'accidents domestiques

La commune baigne dans une insécurité ambiante à cause d'un déficit d'éclairage, de l'abandon de certaines maisons et de la présence des bassins de rétention. Des accidents liés à la situation de crise surviennent le plus souvent notamment les noyades, les chutes, agressions et électrocution. En outre les effondrements et les affaissements constituent une autre menace sur la vie des populations ainsi que la présence d'espèces dangereuses comme le serpent, les chiens enragés. Les inondations sont finalement devenues synonymes de drames et de pertes humaines et matérielles. Parmi les accidents nous retenons principalement :

4.5.1. Les noyades

Ils concernent surtout les enfants et surviennent dans les bassins de rétention et les eaux stagnantes. Les bassins de rétention aménagés non loin des domiciles par l'état pour recueillir les eaux hantent le sommeil des populations. Ils sont source de dangers pour les habitants. Ainsi les enfants sont alors privés de loisir car la vigilance s'impose. Malgré les efforts de surveillance active et constante des adultes les accidents se multiplient. « J'ai couché mon bébé de trois (3) sur le lit, il dormait ; j'étais juste sur le perron en train de laver les assiettes ; je suis allée vérifier quelque temps après, je l'ai trouvé au sol, inerte noyé dans ma propre chambre », raconte une femme les yeux remplies de larmes. Il arrive parfois qu'on attache les enfants au lit de peur de tomber dans l'eau au cours du sommeil. D'autres moyens sont utilisés : « vous voyez, je porte mon enfant de trois (3) ans sur le dos à longueur de journée, c'est plus sûr et en plus, cela évite qu'il patauge dans l'eau sale ; de ce fait j'ai toujours mal au dos, tout mon corps me fait mal ... » raconte une jeune dame.

4.5.2. Les chutes

Les glissades, les chutes entraînant des fractures et entorses sont fréquentes à cause des rues submergées, impraticables et de la visibilité réduite surtout durant la nuit. Le nombre de victimes de chute est élevé chez les femmes et les personnes âgées mais plus encore chez les handicapés et les séquelles sont souvent perceptibles. « Je préfère qu'il pleuve le jour pour

voir le chemin ; même à l'intérieur de la maison, il m'est difficile de me déplacer » souligne un handicapé qui utilise les béquilles.

Photo13: Fillette handicapée dans une ruelle de DTK inondable



Photo 14: Personne âgée sortant de sa chambre



Crédit photo : S. SOUMARE Septembre 2012

En outre, les installations d'eau potable sont quasi inexistantes dans certaines maisons de DTK. Notons qu'à Dakar, les individus utilisant les robinets publics et du voisinage comme source principale d'approvisionnement en eau représentent 13,2% de la population (ANSD, SES 2011).

Photo 15: Femmes s'affairant à la borne fontaine (gérée par un homme)



Crédit photo : S. SOUMARE Septembre 2012

Et c'est aux femmes et aux filles que revient la lourde tâche de puiser l'eau et cela plusieurs fois durant la journée. Quelques bornes-fontaines sont installées à l'intérieur des quartiers. Lorsque les rues sont inondées, aller puiser l'eau pose un défi ; il faut escalader les sacs de sable et autres passerelles, éviter les poches d'eau.

D'un autre côté, les personnes âgées sont particulièrement exposées; déjà l'avancée en âge entraîne une diminution de la masse musculaire favorisant le risque de chutes. Leur mobilité est limitée et en cas de chutes, les conséquences sont graves (fractures) pouvant provoquer une dépendance totale.

4.5.3. Les cas d'agressions et de vols

C'est en plein sinistre que les malfaiteurs tirent profit dans cette zone de DTK. Les maisons abandonnées sont utilisées comme repli par les agresseurs. Ils sévissent lorsque les familles sont en proie aux inondations, à la recherche d'un abri sec provisoire. Ces derniers profitent de la situation pour démonter les portes et les fenêtres des maisons abandonnées pour les voler, parfois les meubles trouvés sur place sont aussi emportés. La plupart du temps, les populations touchées n'ont pas le temps ni la possibilité d'emporter leurs biens. Cela explique parfois la réticence de certaines familles à rejoindre les sites de recasement ; le plus fréquent des cas, l'homme se porte volontaire pour veiller sur les lieux pendant que la mère et les enfants sont recasés ailleurs.

Mais au-delà de l'insécurité et des risques liés aux agressions et des vols perpétrés auprès des populations, un autre défi majeur se pose à savoir le silence des familles face un fléau qui nuit et érige la femme en objet sexuel. Avec le phénomène des inondations, les femmes restent confrontées dans leur grande majorité à des différentes formes de violences qui prennent de nos jours des aspects multiformes. La promiscuité et la pauvreté demeurent des facteurs aggravants et placent les femmes dans une situation de vulnérabilité durant les inondations, avec des typologies de violences qui varient selon les circonstances. Outre, la culture du « masla »²⁴ et de l'impunité fragilisent et exposent les femmes, les filles et les jeunes garçons à toutes des formes de violences et de discriminations.

²⁴ Selon (Alissoutin R.L., 2008), le 'masla' est une expression courante de la langue Wolof qui signifie la complaisance, la tendance à tolérer l'injustice pour maintenir l'illusion de la paix, le refus de sanctionner. C'est une pratique suffisamment commune et ancrée pour être comprise comme un trait culturel. Le 'masla' est même érigé au rang de valeur culturelle.

C'est pour dire aussi que dans la zone couverte par l'étude, les violences contre les femmes sont sous tendues par des rapports inégaux de genre au sein des familles et de la société. Ces différentes formes de violences sont multiformes et de prévalence différenciée selon le sexe, l'âge, la localité et le type. Elles portent entre autres sur des coups et blessures, les viols, les attouchements sexuels qui sont les formes les plus communes mais pouvant atteindre des formes plus insidieuses, comme le harcèlement sexuel. Toutefois, il convient de souligner que l'analphabétisme, le faible niveau d'instruction des femmes, le contexte social complexe marqué par des représentations mentales fortement défavorables aux femmes, sont autant d'éléments qui poussent les femmes à accepter moralement et socialement les problèmes auxquels elles sont confrontées.

A DTK, les incidents d'assauts sexuels sont aussi bien fréquents à l'intérieur des quartiers tout comme dans les sites de recasement. Les femmes et les filles sont les plus exposées aux agressions et aux viols. Une jeune fille employée domestique en ville raconte : « j'ai perdu mon emploi car j'ai été victime deux fois d'une tentative de viol parce que je descends tard ; je pensais pouvoir descendre que durant les weekends, mais impossible car je ne peux pas laisser ma mère seule pendant la semaine. En ce moment je suis au chômage, à la recherche d'une autre opportunité ». Elles doivent se faire accompagner lorsqu'elles sortent ou mieux, éviter les déplacements inutiles. « Ma jeune voisine a été violée par un groupe d'agresseurs sortis d'une maison abandonnée du quartier alors qu'elle revenait de son travail ; pourtant elle s'est faite accompagnée par quelqu'un, ils ont poignardé ce dernier. C'est triste, elle devait se marier la semaine suivante, son fiancé qui vit à l'étranger n'en voulait plus » narre notre interlocutrice. Ces situations ont pour conséquence dans la plupart des cas à la dégradation des mœurs et à la dislocation des familles.

Le Sénégal a pour sa part, déployé de multiples efforts pour lutter contre ce fléau, en souscrivant à tous les instruments internationaux et en adoptant la constitution de 2001 et la loi du 29 janvier 1999 qui modifie le code pénal en légiférant spécifiquement sur les violences faites aux groupes vulnérables notamment les femmes. C'est pour dire que la question des Violences Faites aux Femmes (VFG) est devenue de nos jours une question de développement eu égard à l'ampleur qu'elle est entrain de prendre car elle touche toutes les couches vulnérables de la population notamment les femmes, les filles et les garçons. L'arsenal juridique mis en

place par l'Etat vise à éradiquer les causes profondes et les déterminants des VBG en vue de leur éradication afin d'atteindre les OMD3.

4.6. La dégradation des mœurs

La dégradation des conditions de vie, la promiscuité, le chômage chronique, la crise de l'autorité parentale, les pires formes de violence - toutes les conditions sont réunies pour une dépravation des mœurs. Seulement que la promiscuité semble être le facteur prédominant. Les populations qui vivaient déjà dans des conditions de vie précaires sont maintenant encore plus éprouvées. Les modestes habitations sont envahies par l'eau. Les espaces qui leur sont attribués sont réduits, dès lors toute forme d'intimité est bannie. Ce phénomène est surtout noté chez les familles recasées dans les sites provisoires où trois, quatre voire cinq familles sont regroupées sous un même toit. Mais aussi dans les maisons où certaines chambres sont inondées irrécupérables, et les occupants aménagent dans un espace réduit et parfois mal aéré. Ces familles vivent dans des conditions qui entravent leur dignité et font face à de nombreuses difficultés (sanitaires, financières).

4.7. La dislocation des familles

Les inondations ont divisé des familles. La rupture familiale peut être volontaire ou involontaire. D'une part, il peut arriver de manière concertée certaines familles soient obligées de se séparer lorsque les lieux sont inondés ou à l'approche de la saison pluvieuse. Ainsi des options s'opèrent : i) les enfants sont confiés à d'autres parents qui n'habitent pas dans les eaux et la femme reste ; ii) la femme part avec les enfants pour le temps des inondations ; iii) les personnes faibles, malades migrent temporairement. D'autre part, lorsque les inondations conduisent à la détresse, créant des tensions entre couples et rendant la famille instable, fragilisée et certains ménages ne survivent pas. Le plus souvent, (nombreux sont les cas observés sur le terrain) c'est l'homme qui claque la porte laissant la femme seule face aux besoins économiques (nourriture, charge des enfants,...) et aux difficultés de toute sorte liées aux inondations.

La rupture des liens sociaux est un problème grandissant. Avec les inondations, les 'pence'²⁵ ou lieu de loisirs disparaissent le plus souvent. Un iman d'un des quartiers inondé disait dans

²⁵ *Pence* traduit l'assemblée

son sermon du vendredi à la mosquée: « pence yeup da nio tass ! »²⁶. C'est l'occasion de souligner combien la question du lien social est déterminante dans notre société, elle en garantit la cohésion.

4.8. Les conflits et les frustrations sociales

Dans la désolation, la tension a tendance à monter. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'évacuer les eaux, chacun essaie de se protéger et ne se soucie de nuire son prochain et les querelles peuvent surgir. Les hommes se bagarrent parfois pour des histoires de comment et vers où évacuer l'eau, de passage de matériel d'évacuation. Ou alors ce sont des frustrations envers les autorités avec cette impression d'être abandonné. Les aides/dons mal répartis sont aussi parfois source de conflits. Il ya lieu de reconnaître le rôle important que jouent les comités de sages (les notables du quartier) dans le règlement des litiges. L'iman aussi jouit d'une autorité dans le quartier et contribue dans ce règlement de conflits.

Tous ces effets combinés provoquent des atteintes psychologiques chez les populations de DTK, malgré le fait qu'elles soient 'préparées' à l'événement des inondations. D'autres aspects pouvant entraîner des difficultés psychologiques s'y mêlent notamment le sentiment d'isolement et d'abandon, l'attente et la psychose des pluies – les pluies deviennent source de malédiction que de bénédiction. « J'ai acheté un sac de 50kgs de sel et chaque matin, j'enfouie dans ma cour une petite quantité pour éloigner/arrêter la pluie »²⁷, raconte une femme sinistrée. Ainsi les troubles émotionnels, de stress et de privation de sommeil sont fréquentes causant l'irritabilité, l'indifférence, la difficulté de concentration sans occulter les troubles chez les enfants.

5. Les stratégies de lutte et d'adaptation

Différents types de mesure de lutte et d'adaptation sont adoptés afin de prévenir ou d'atténuer les impacts des inondations. Ainsi plusieurs stratégies sont développées avant, pendant et après les inondations aussi bien par les populations à l'échelle individuelle et collective (communauté), selon les groupes sociaux, le sexe, et par les structures publiques locales/nationales et privées (institutions).

²⁶ En Wolof : « pence yeup da nio tass ! » veut dire tous les espaces de rassemblement (loisirs) ont disparu

²⁷ Une croyance populaire au Sénégal prétend que 'enfouir' du sel peut arrêter la pluie

5.1. Les stratégies communautaires

Au niveau communautaire, les actions menées pour réduire les risques et les conséquences d'une inondation peuvent être proactives ou réactives comme illustré dans le tableau 8.

5.1.1. Les stratégies proactives

Ce sont des actions anticipatives, préparatoires aux inondations, nous retenons pour la plupart : le remblayage des points bas, la reconstruction des murs et la surélévation des constructions, la restructuration, les déplacements temporaires, les prières et sacrifices et le reboisement.

5.1.2. Les stratégies réactives

Il s'agit particulièrement d'une stratégie de réponse basée sur des interventions réactives telles que l'évacuation des eaux, les déplacements temporaires (abris provisoires), les secours d'urgence, la distribution de vivres et la solidarité.

Tableau 8 : Stratégies communautaires et relation de genre

			Femmes	Hommes (jeunes compris)	Personnes âgées (y compris chefs traditionnels et religieux, notables)
Stratégies	Remblayage des points bas	Gravats, sable de dune, latérite et même déchets (pour les plus démunis), sont utilisés pour mettre dans les rues et les cours des maisons conquises par les eaux stagnantes afin de les remblayer	Les frais sont souvent pris en charge par les femmes sous forme de prêts ou de tontine ; ou bien par un membre de la famille ayant émigré.	Pour diminuer le cout de la main d'œuvre les jeunes assument les opérations de reconstruction	
	Reconstruction des murs et Surélévation des constructions	des travaux sont entrepris parfois allant à la construction d'un nouvel étage			
	Prières et sacrifices	A l'approche de la saison des pluies, des prières sont souvent formulées pour atténuer les effets négatifs des inondations. Ces pratiques entre autres constituent des actions spirituelles anticipatives pour faire face aux inondations.	Les femmes prennent en charge la préparation des mets notamment le « lakh » (bouillie de mil avec du lait caillé) pour distribuer aux enfants comme sacrifice.	Prières dans les lieux de culte (elles s'attardent souvent dans les mosquées à réciter le coran); des sacrifices sont recommandés afin de chasser le mauvais sort	
	Restructuration	Des opérations de restructuration et de régularisation foncière sur l'ensemble des quartiers. Une planification participative est faite		Les jeunes sont très mobilisés dans la restructuration (voir encadré....).	
Proactives	Reboisement	Plantation d'arbres capables d'absorber des quantités relatives d'eau	Action communautaire initiée par les femmes **		
Stratégies réactives	Evacuation des eaux	Les moyens de bord sont utilisés pour évacuer les eaux car le matériel fait souvent défaut. Il s'agit de seaux, bassines, marmites.	Les femmes sont au front, elles mettent toute leur énergie pour repousser l'eau pendant et après les pluies.	La stratégie retenue est la mobilisation de la main d'œuvre locale (les jeunes)	Les personnes âgées interviennent dans le règlement des différents (passage de tranchées)
	L'ouverture de tranchées drainantes	Une technique utilisée qui consiste à creuser des trous (moyens rudimentaires) pour faire écouler les eaux de ruissellement en aval			

Encadré 3 : Restructuration et régularisation foncière de la CADTK

La restructuration

Des opérations de restructuration et de régularisation foncière sur l'ensemble des quartiers sont prévues par la Plateforme des acteurs locaux pour la lutte contre les inondations dont les objectifs sont :

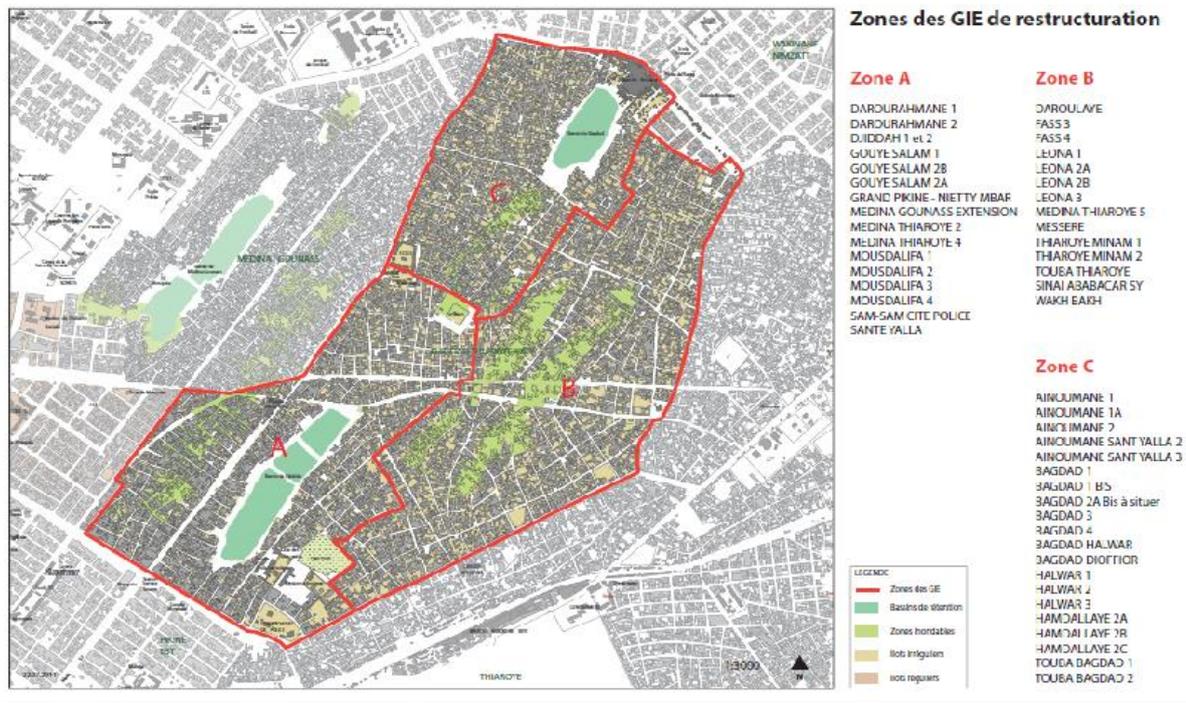
- Réunir les acteurs et les informations clefs autour d'un projet commun
- Planifier le devenir des quartiers de DTK
- Restructurer les quartiers irréguliers : définir des zones urbaines
- Densifier les zones constructibles : infrastructures publiques, ouvrages d'assainissement, logements réguliers
- Qualifier les zones non-constructibles : activités génératrices de revenus, agriculture urbaine

Les principaux acteurs sont : La municipalité, l'Etat (Direction du plan Jaxaay et Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture), des ONG & Spécialistes et les populations.

Ainsi pour une meilleure efficacité, les zones à risque de DTK ont été subdivisées en trois (3) zones : A, B et C (figure 15) avec à la tête de chaque zone un responsable.

Beaucoup de jeunes sont impliqués dans cette opération dont les membres du Bureau de l'Urbanisme Municipal et 3 responsables de zone. Les personnes âgées intègrent le comité des sages pour gérer les litiges (découlant lors de mesures et tracés des routes) de même que les imans qui ont une autorité dans le quartier. Les femmes interviennent dans la sensibilisation : "Quand les femmes disent non, rien ne marche; elles se parlent se concertent et sont toujours ensemble" dit un responsable de section. Sur le terrain, on a relevé 2 femmes trésorières et 2 déléguées handicapées femmes.

Figure 15: Etat des lieux-Restructuration et régularisation foncière de la CADTK



Restructuration et régularisation foncière
de la commune d'arrondissement de Djiddah Thiaroye Kao, Pkine
PLANIFICATION PARTICIPATIVE



Source : Bureau municipal d'urbanisme de DTK, 2012

Les déplacements temporaires

Après les efforts vains d'évacuation et que toutes les options de récupération des lieux sont épuisées, des solutions sont adoptées. Certaines familles optent pour le déplacement définitif vers d'autres quartiers, régions d'origine. D'autres résidents préfèrent quitter temporairement leurs maisons vers d'autres milieux plus favorables. Trois (3) options sont envisageables : i) ils se font hébergés par des proches, des amis, des voisins moins touchés; ii) ils rejoignent les sites provisoires aménagés par la commune ; iii) ils louent une/des chambres non loin de leur concession pour un temps. Et le plus souvent ce sont les femmes qui trouvent la solution par l'intermédiaire de réseaux sociaux.

5.1.3. Les formes de solidarité locale

En s'appuyant sur cette définition : « la solidarité est le sentiment de responsabilité et de dépendance réciproque au sein d'un groupe de personnes qui sont moralement obligées les unes par rapport aux autres. Ainsi les problèmes rencontrés par l'un ou plusieurs de ses membres concernent l'ensemble du groupe. La solidarité conduit l'homme à se comporter comme s'il était directement confronté au problème des autres, sans quoi, c'est l'avenir du groupe (donc le sien) qui pourrait être compromis. »²⁸. Les inondations comme c'est le cas à DTK révèlent des formes de solidarité insoupçonnées. Le risque d'inondation est devenu un élément de cohésion communautaire au sein du quartier. L'inondation a permis de réhabiliter et de restaurer les liens sociaux (jadis) déjà fracturés à travers certaines actions menées par les habitants notamment le partage des repas et les cotisations sans oublier les hébergements temporaires et autres services tels le confiage des enfants et de biens.

- **Le partage des repas**

Il arrive que dans un quartier seules quelques concessions 'moins touchées' fassent la cuisine pour les autres. « Je partage mes repas avec mes deux voisines d'en face, le temps que leur maisons soient vidées; l'une a des enfants à bas âge que j'héberge. Quand je finis de cuisiner je les invite à venir manger » confie une dame. Mais parfois la précarité et les faibles revenus constituent un frein à cette forte volonté d'assister ses voisins et ses proches. Malgré ces difficultés, des efforts notoires sont fournis : il s'agit en effet d'assurer la nourriture des enfants

²⁸ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Solidarite.htm>

et des personnes faibles (malades ou âgées). Une interviewée explique : « si la situation est critique et que une famille parvient à ‘poser une marmite’, on va cueillir les tous petits enfants des voisins pour les faire manger. Les adultes se débrouilleront, ils peuvent résister ». Dans d’autres cas, une femme plus solide et disponible se charge de faire le marché pour d’autres qui sont dans l’impossibilité de se déplacer. Naturellement puisque le travail reproductif est entrepris par les femmes, le rôle de solidarité leur revient. De ce fait, dans ces situations de crise, la vitalité et de l’importance de leur rôle se distinguent. Et cela confirme davantage la capacité des femmes à assurer la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et à générer des revenus.

Encadré 5: Récit de vie d’une femme âgée toujours active dans le secteur informel

Mme Khadiatou Ba, teinturière 76ans

Photo 16: Femme âgée en train faire la teinture



Photo 17: femme âgée devant son étal d’habits teints



J’ai 76 ans, veuve sans bouts de bois. Je suis teinturière, je l’ai été tout ma vie et j’ai continué à la mort de mon mari il ya 8 ans. Chaque jour, je viens m’installer au lieu de travail, un petit espace situé au centre du quartier. Beaucoup de femmes se sont ‘succédées’ dans cette place, certaines je leur ai appris le métier, ensuite à leurs enfants et à leurs petits enfants. Ainsi, sur place je me retrouve avec mes ‘filles adoptives’.

Lorsqu’il ya inondation je reste chez moi seule sans aucune ressource, l’année dernière une de mes voisines m’a hébergée pour un mois lorsque ma maison était submergée par les eaux de pluie. Dès l’accalmie je reviens pour travailler afin de survivre : mes ‘filles adoptives’ m’apportent de l’eau (puiser). J’ai recommandé aux jeunes hommes qui s’activent autour de verser de la poudre de charbon sur le sol là où nous posons nos pieds car cela aide à aspirer l’eau. Les conditions de travail sont à la limite impossible durant l’hivernage : difficile d’aller puiser de l’eau, de la chauffer pour teindre les tissus et de sécher les habits teints. Les commandes se font rares et même s’il ya en a, il est impossible de les satisfaire dans ces conditions. Je n’ai pratiquement pas de revenus durant les inondations et c’est à peine que je peux me soigner car je tombe souvent malade. Heureusement la famille d’en face m’offre un repas par jour. Mais grâce à Dieu, je survis encore. Et j’espère bientôt pouvoir bénéficier d’un logement décent car j’entends beaucoup parler de ‘Jaxaay’ !

- **Les cotisations**

Les femmes, au sein du quartier parviennent à réunir des fonds à travers des cotisations et s'entraident mutuellement surtout pour les besoins alimentaires. Cela révèle l'importance des réseaux d'entraide après une catastrophe (inondations) et les disparités de résilience des différentes couches sociales. « Notre Groupement d'Intérêt Economique (GIE) se réunit tous les jeudis à 16h ; nous versons des cotisations symboliques (200 FCFA); on se parle, on s'amuse, nous rions. S'il arrive que l'une d'entre nous ne puisse pas venir parce que sa maison est sous les eaux, nous nous rendons chez elle pour apporter notre solidarité », narre la présidente d'un GIE. Les fonds collectés sous forme de 'caisse' servent parfois à un investissement pour des activités génératrices de revenus, à l'achat de denrées alimentaires, de produits désinfectants et même de matériaux de reconstruction. Les cotisations, quelle que soit la destination contribuent à atténuer les effets néfastes de l'inondation.

5.2. Les stratégies institutionnelles

Il s'agit de stratégies de type collectif à travers les interventions de différents acteurs notamment i) les acteurs étatiques, (ii) les organisations de la société civile, (iii) les collectivités locales, (iv) le secteur privé, (v) les associations et (vi) les partenaires au développement (privés, publics,...) au niveau national et local (Figure 16 et 17). En effet, la lutte contre les inondations revêt plusieurs dimensions et comporte plusieurs étapes. C'est un processus qui nécessite une planification, une coordination qui lui donne une certaine dimension institutionnelle. La complexité du problème nécessite bien entendu des compétences multidisciplinaires et une variété d'intervenants. Ces acteurs évoluent dans des domaines divers tels que l'humanitaire, la santé et l'hygiène, la recherche, le plaidoyer, la construction d'infrastructures.

Aujourd'hui la relation entre ces différents intervenants dans la lutte contre les inondations est au cœur des débats pour trouver une solution globale à ce phénomène de moins en moins maîtrisable. De la chaîne de décision, aux mauvais choix de gestion allant aux interventions anarchiques, voilà autant d'éléments qui risquent de renforcer la vulnérabilité des populations. Les rôles et les responsabilités ainsi que les programmes doivent être clairement définis à travers une approche globale, intégrée et concertée dans l'espoir d'une harmonisation des interventions.

Figure 16: Capture d'écran - liens entre acteurs et actions de lutte contre les inondations

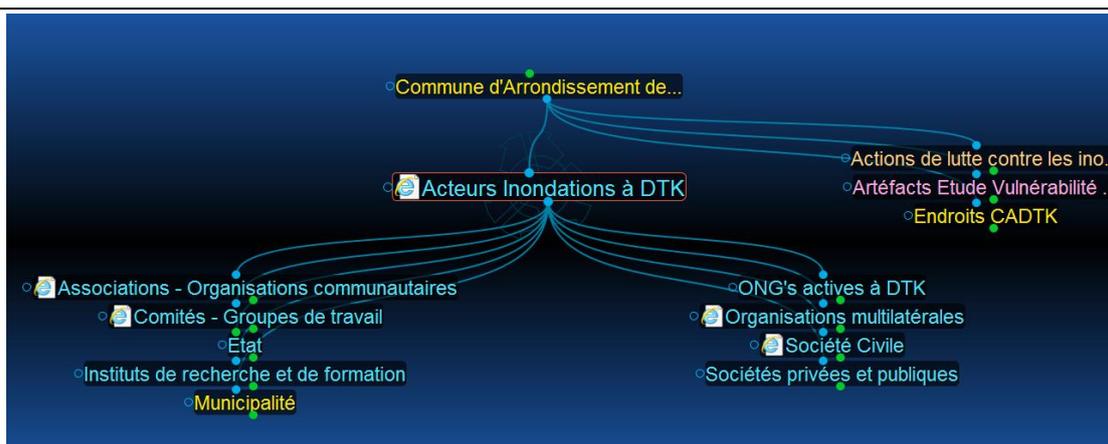
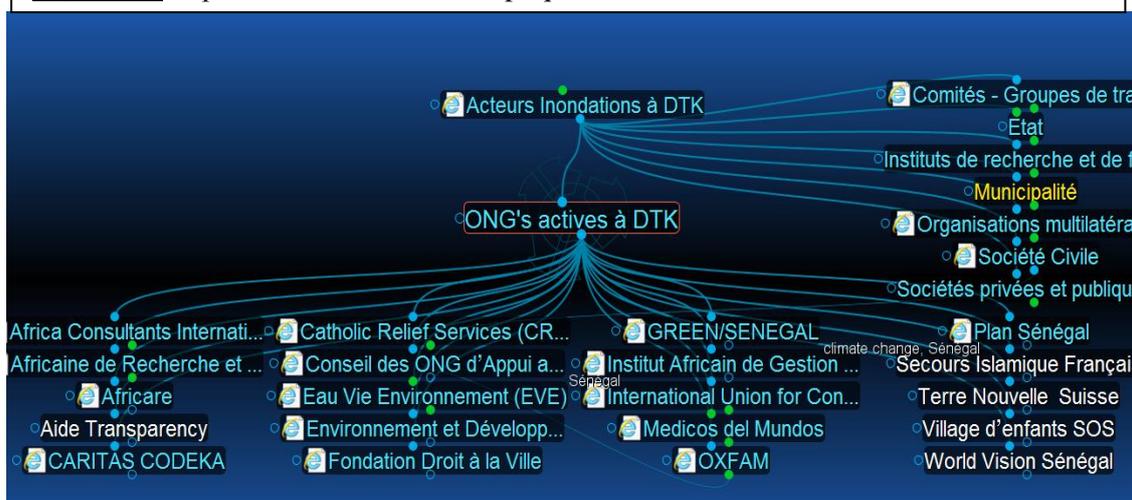


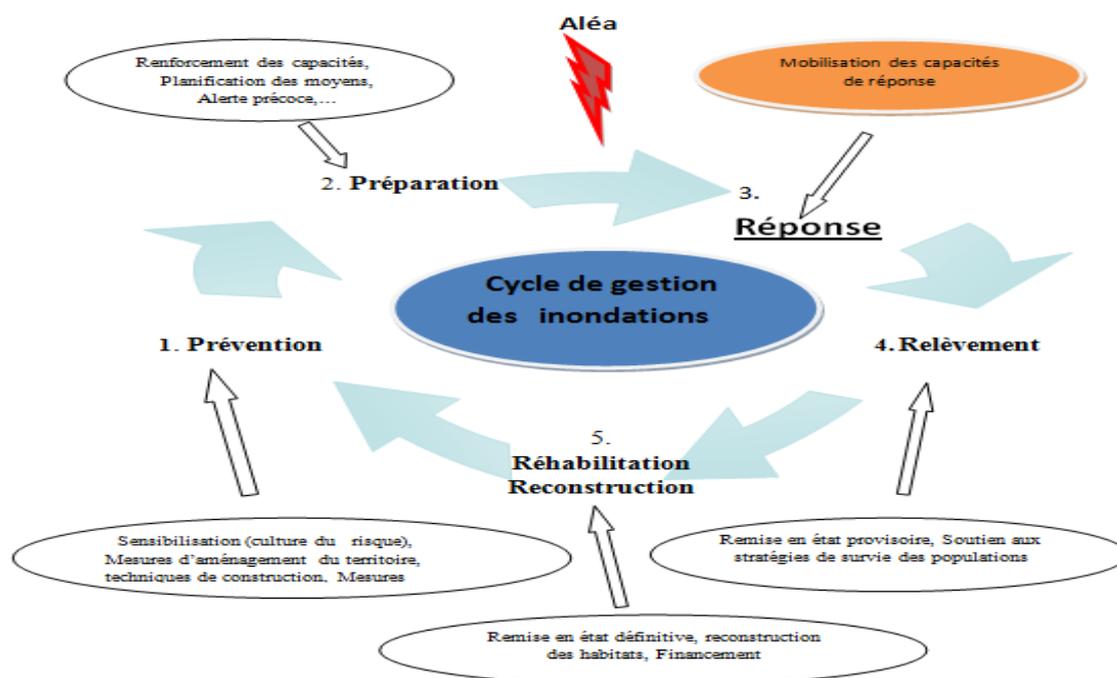
Figure 17: Capture d'écran - acteurs impliqués dans la lutte contre les inondations



D'emblée, il est important de mesurer le degré d'implication des femmes dans ces différentes interventions. Une non implication des femmes risque de saper tous les efforts investis dans cette lutte contre les inondations. Il est essentiel dans des situations d'urgence de comprendre comment les hommes et les femmes vivent ces crises et y réagissent afin d'évaluer leur capacité de récupération, pour bien mener des opérations de secours.

Afin de mieux guider notre analyse, nous dressons un schéma résumant la gestion des risques et catastrophes y compris les inondations en s'inspirant du plan de contingence élaboré par la Direction de la Protection Civile²⁹. Nous relevons cinq (5) piliers que sont : la prévention, la préparation, la réponse, le relèvement et la reconstruction/réhabilitation (Figure18).

Figure 18: Schéma résumant la gestion des inondations



Source : S.SOUMARE 2012

Ainsi les actions menées au niveau institutionnel se résument ci-dessous :

Tableau 10 : Résumé des actions menées au niveau institutionnel			
Type de stratégie	Actions spécifiques		Acteurs
Mesures proactives	Prévention / Préparation	Sensibilisation, Mesures d'aménagement du territoire ; Technique de construction, autres mesures / Alerte précoce Renforcement des capacités, Planification	Etat, ONGs, OCB, Société civile,
Interventions réactives	Réponse	ORSEC - Pompage des eaux, Distribution d'Articles Non alimentaires (NFIs, Assistance médicale, Assistance alimentaire ponctuelle (vivres), Relogement provisoire, Recasement définitif et aménagement de bassins (Plan Jaxaay)	Etat, le secteur privé, les partenaires au développement. (privés, publics)

5.2.1. Les mesures proactives

5.2.1.1. Prévention et préparation

La prévention des catastrophes exprime le concept et l'intention d'éviter complètement les effets négatifs éventuels (UNISDR, 2009). Quant à la préparation, elle comprend toutes les activités préalables à un désastre prises dans le cadre de la réduction des risques et basées sur une bonne analyse des risques. Cela inclut i) le développement/renforcement d'une stratégie globale de préparation ; ii) la mise en place de structures institutionnelles, des capacités d'alerte et de prévision, des plans définissant les mesures à prendre pour aider les populations à risque à sauvegarder leurs vies et biens. Ces populations devant être conscientes du danger et connaître les mesures à prendre en cas de danger imminent ou réel (ISDR). Ainsi, il est évident que le degré de vulnérabilité ou de résistance d'une communauté et le degré de préparation des populations aux catastrophes naturelles sont fortement corrélés.

En matière de prévention, l'information est capitale. Lorsque les populations exposées sont pleinement informées et participent aux initiatives de gestion des risques, les dommages potentiels diminuent. Par ailleurs, il a été mis en évidence que la vulnérabilité est étroitement liée à l'égalité des sexes. Selon le rapport de l'UNFPA (2009), « parmi les plus pauvres et les plus vulnérables, ceux qui porteront le plus lourd fardeau climatique sont les femmes ». Lors des catastrophes telles que les inondations, les femmes sont les plus touchées. Il est donc important de les engager pleinement au niveau local.

a) Sensibilisation et renforcement des capacités

D'après nos enquêtes, 81% des femmes à DTK affirment n'avoir pas été consultées, ni associées à des activités entreprises par les acteurs dans la lutte contre les inondations³⁰. Quoiqu'il en soit, la sensibilisation et le renforcement des capacités sont deux aspects incontournables dans ce phénomène. Une sensibilisation de la population locale à l'égard des risques liés aux inondations et de leurs impacts doit être une priorité. Une telle action requiert une approche favorisant une synergie entre l'état et les Organisations communautaires de Base (OCB), les ONGs et les délégués de quartier. Ces derniers représentent la première autorité locale, la plus proche des populations. Ils ont la lourde responsabilité de veiller à la mise en œuvre des actions de la commune au profit des administrés notamment en matière de lutte contre les inondations. Ils sont les intermédiaires entre les autorités institutionnelles et les

³⁰ Toutefois l'on a noté quelques initiatives récentes de sensibilisation entreprises envers les enfants (2012)

habitants. Les chefs de quartiers ainsi que les autorités locales religieuses jouent aussi un rôle de médiateur, afin de garantir la stabilité sociale du quartier.

Quant aux OCB, elles sont réputées par leur grande expérience dans la mobilisation sociale des populations mais aussi par l'engagement des membres et leur ancrage territorial. « Les femmes occupent une place fondamentale dans ces nouveaux réseaux de sociabilité, d'expression des nouvelles solidarités et d'auto promotion où elles apparaissent comme les vecteurs stratégiques de la participation des populations à leur auto-développement » (Touré M., 2002).

Outre, renforcer les capacités des populations notamment des enfants et des femmes, sur les notions de leurs droits, de changements climatiques et des impacts des inondations sur les communautés et leurs biens s'avère être une des meilleures options d'adaptation. Il en est de même pour le renforcement institutionnel et des capacités des acteurs du gouvernement et des collectivités locales. Des actes sont posés par les différents acteurs notamment la société civile et les ONGs visant à soutenir les enfants et les femmes issus de couches défavorisées. Il est outre important que toutes ces mesures de préparation mettent l'accent sur les besoins et les rôles des femmes.

b) Système d'Alerte Précoce (SAP)

Un Système d'Alerte Précoce (SAP) permet de collecter, de traiter, d'analyser et de diffuser les informations afin de prévenir, d'anticiper et d'assurer la bonne gestion des crises à venir. Force est de constater qu'en matière de lutte contre les catastrophes d'origine naturelle précisément les inondations, les avancées sont encore timides en matière de programmes de prévention et de préparation. Le Sénégal dispose d'un SAP fonctionnel pour informer sur la situation alimentaire du pays tel n'est pas le cas pour le SAP destiné aux inondations.

En effet, l'état embryonnaire de ce SAP constitue un handicap majeur dans la lutte contre les inondations. « Un système d'alerte précoce efficace peut aider à pré-positionner et à préparer la mobilisation des secours. La diffusion des alertes à temps aux populations et aux autres acteurs économiques leur permet de se préparer à faire face aux inondations et d'anticiper certaines mesures et gestes d'autoprotection » (PDNA, 2009). Il est souhaitable d'avoir un SAP élaboré et en étroite collaboration avec les scientifiques, les éducateurs, les différents acteurs concernés

y compris les communautés locales. Par exemple les services météorologiques sont mis à contribution pour informer les populations lorsque les inondations sont un risque, les autorités administratives, traditionnelles et religieuses ainsi que les relais aux niveaux des communautés serviraient pour diffuser les informations et alertes météorologiques. Encore faut-il au préalable disposer de prévisions fiables, de qualité et utilisables, conjuguées à une communication efficace.

En ce qui a trait à la communication, les cibles varient selon les différentes couches sociales. La diffusion de l'information climatique aux communautés concernées pose un réel défi lorsque les moyens d'existence et l'éducation font défaut. Généralement, le format et la méthode de communication d'informations (SAP) ne répondent pas aux besoins des différents types d'utilisateurs que sont les populations locales. Ailleurs en Afrique tout comme dans le contexte local de DTK, il est reconnu que les femmes éprouvent souvent des difficultés d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ainsi les alertes rapides ne parviennent pas toujours jusqu'aux femmes. Ces limitations émaneraient des aspects liés à leur condition de femme notamment leur situation familiale (travail quotidien reproductif et productif), le niveau d'éducation, le manque de biens matériels, aux préjugés sur les rôles féminins. Ainsi, il est impératif de prévoir des moyens de communication adéquats (radio communautaires, alertes visuelles, messagers à pied, etc.) pour les atteindre. Aussi faudrait-il intégrer un système d'alerte précoce propre aux communautés à savoir l'observation directe et personnelle, les connaissances endogènes des personnes âgées, les prédictions des voyants.

5.2.2. Les interventions réactives (Réponse)

Nous notons avec regret une concentration des politiques publiques sur la 'réponse'. Ce qui pose un réel défi au niveau national et local en matière d'anticipation sur les risques hydro climatiques notamment les inondations. Encore que des investissements en matière de prévention et de préparation pourraient réduire considérablement l'ampleur des impacts socio-économiques et par conséquent les coûts de la réponse d'urgence. Au niveau national, la gestion des crises comme les catastrophes naturelles notamment les inondations se fait dans le cadre du Plan ORSEC. Ce plan est renforcé par les plans de contingence sectoriels élaborés par les agences du Système des Nations Unies et les ONGs spécialisées dans la Réduction des Risques et Catastrophes (RRC).

5.2.2.1. Le Plan National d'Organisation des Secours (ORSEC)

La Direction de la Protection Civile (DPC) logée au Ministère de l'Intérieur est chargée de la prévention des risques de toute nature, ainsi que de la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre tous sinistres et catastrophes. Ainsi donc, elle élabore entre autres les plans de secours, notamment le plan ORSEC adopté par décret n° 99-172 du 4 mars 1999 abrogeant et remplaçant le décret n° 93-1288 du 17 novembre 1993. Ce plan est créé en prévision d'évènements graves susceptibles de mettre en péril de nombreuses vies humaines, des biens importants ou l'environnement. Le décret précité a défini les conditions de l'élaboration du plan et les différentes institutions de l'Etat qui interviennent dans le plan (voir annexe), le mécanisme de coordination, ainsi que l'organisation générale pour son déclenchement. Il existe trois variantes de plan : le Plan National ORSEC, le Plan Régional ORSEC et le Plan Départemental ORSEC.

La DPC travaille en étroite collaboration avec les Agences du Système des Nations Unies (SNU) chargées de l'humanitaire (OCHA, PAM, UNICEF, etc.), la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et la Croix Rouge Sénégalaise. Hormis le secours et le sauvetage, on retient entre autres actions prioritaires du plan : le pompage des eaux, les déplacements de populations (abris temporaires, encadrement et protection des personnes déplacées), l'assistance alimentaire ponctuelle (approvisionnement en eau potable et en nourriture), Distribution d'Articles Non alimentaires (NFIs).

Le plan ORSEC est une intervention qui requiert beaucoup de ressources financières, humaines et matérielles (assistance des sinistrés, la réfection des infrastructures endommagée). Par conséquent, une meilleure prise en compte des dimensions scientifiques, historiques et sociologiques est indispensable pour une bonne mise en œuvre. Cela nécessite donc une forte volonté politique couplée par des activités de recherche en amont. Il ressort toutefois de nos enquêtes que l'assignation des ressources du plan de l'ORSEC cause souvent des problèmes. Elle manifeste un déséquilibre entre les autorités du gouvernement et les besoins dans les quartiers inondés de DTK. Aussi un certain retard dans le déclenchement des secours est noté.

Par ailleurs, selon les résultats recueillis sur le terrain, seules 46% des femmes affirment avoir reçu de l'aide durant les inondations. Cette assistance est principalement composée de vivres (84%), de médicaments (2%) et (14%) d'aide d'autres types (pompage des eaux, produits désinfectants, recasement,...). Les actions des ONGs se font plus remarquées. Quelques rares

personnes interviewées ont mentionné l'aide de l'état. Cela s'expliquerait d'une part du fait que certaines ONGs apportent un appui technique à l'état dans la mise en œuvre de ses activités. En partenariat avec l'état, elles servent de relai entre ce dernier et la communauté, alors les actions sont plus perceptibles. En général les relais communautaires chargés de véhiculer les bons messages et de distribuer les coupons et autres, sont issus des OCB contractantes avec les ONGs. D'autre part, les interventions des ONGs sont parfois bien ciblées; leurs projets sont souvent de dimension réduite, concrets, précis et limités dans le temps.

e) Le pompage des eaux

Certes le pompage des eaux est efficace dans le cadre de l'assistance ponctuelle mais il n'est pas une solution durable pour le cas des inondations récurrentes de DTK. En effet à DTK, la nappe phréatique étant proche, le pompage des eaux de pluie ne présente pas une efficacité maximale. Cependant différents acteurs sont présents dans cette intervention : l'état à travers la commune, quelques ONGs et entreprises privées. Le pompage nécessite beaucoup de moyens pour l'achat des motopompes et de camions hydro cureurs, l'installation et l'entretien de stations de pompage ainsi que le carburant pour les alimenter. Ainsi des moyens sous forme de bons en carburant ou d'argent liquide sont distribués aux populations à travers leurs représentants (comité de lutte contre les inondations).

Cependant la dotation de carburant pour effectuer les opérations de pompage constitue un véritable casse-tête chez les populations. Nous assistons parfois à des abus ou détournements autour de ces fonds. Et le plus souvent les femmes et les personnes âgées en sont les victimes. « Les jeunes sont passés pour faire la quête pour l'achat de carburant, je leur ai remis les quelques pièces qui me restaient...ce n'est pas bien : on doit nous aider » s'est offusqué une femme âgée, mettant tout sur le dos de la municipalité. S'il arrive que la station de pompage manque de carburant ou tombe en panne pour diverses raisons (panne, sabotage,...), les femmes sont les premières à se débourser car elles portent le lourd fardeau que représentent les tâches ménagères et s'occuper des autres.

C'est pourquoi l'implication des femmes dans la gestion des actions d'assistance ponctuelle notamment le pompage des eaux est centrale/impérative. Il a même été proposé dans certaines localités de confier les fonds pour le carburant aux femmes pour une meilleure gestion. Elles seraient plus fiables grâce à leur capacité à assurer la gestion de l'économie domestique.

f) Distribution d'Articles Non alimentaires (NFIs)

L'appui en NFIs est généralement sous forme de savon, le chlore, des provisions d'hygiène et parfois un appui financier direct. Durant et après les inondations, le nettoyage et la désinfection des espaces inondés (maisons, quartier, bassins) sont essentiels pour atténuer le risque des maladies hydriques. Ces articles sont souvent fournis par les organisations privées (ONGs, mécènes,..). Toutefois l'identification des produits distribués est capitale pour éviter certains risques d'accidents domestiques (intoxication, brûlures,..) surtout chez les enfants et les femmes principales manipulatrices.

g) L'assistance alimentaire ponctuelle (vivres)

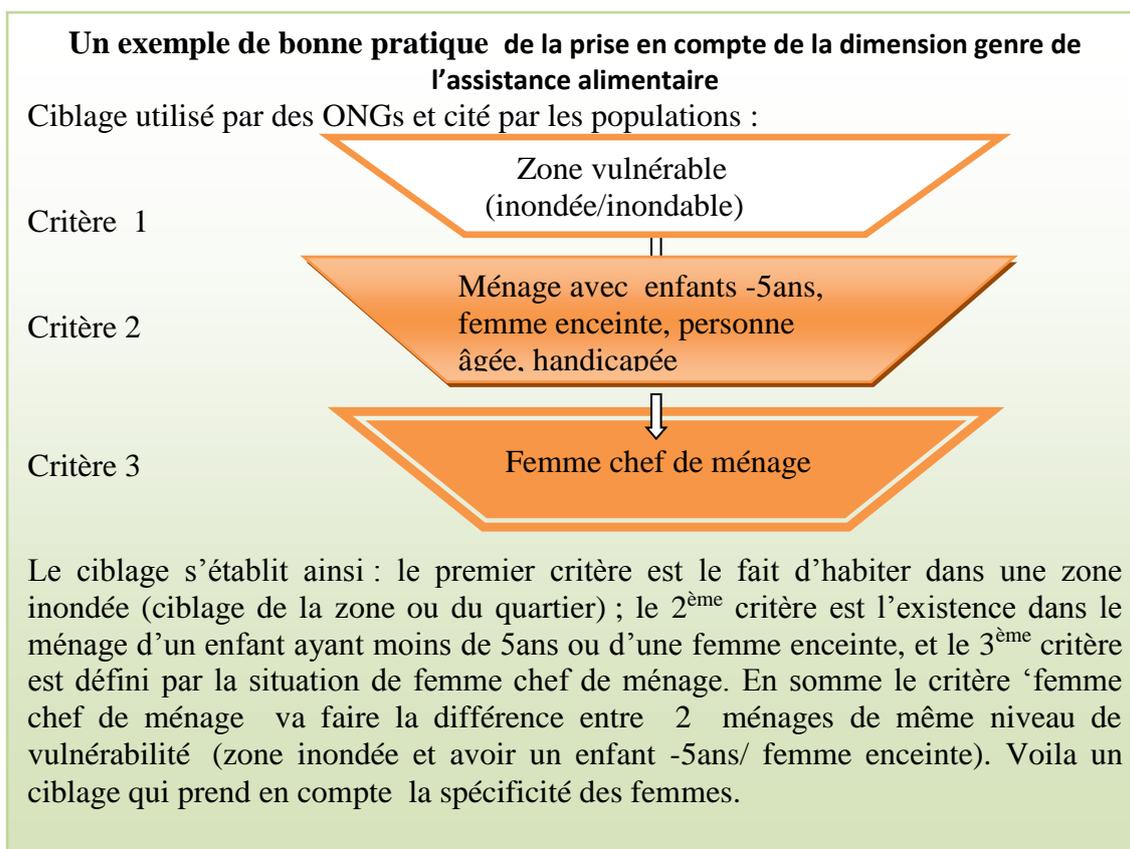
Il s'agit en général de distributions de denrées de première nécessité (riz, sucre, huile, etc.). Cette aide est très appréciée par les sinistrés en particulier les femmes. D'une certaine manière cela compense relativement la perte de revenus du ménage engendrée par les inondations. La demande étant largement supérieure à l'offre, une distribution basée sur la stratégie de ciblage est obligatoire. Lorsque cette aide vient de l'état, ce dernier loue souvent les services des ONGs locales ou de volontaires de la municipalité pour réaliser ces enquêtes de ciblage afin de faire la distribution. L'assistance alimentaire est aussi apportée par les agences du SNU chargées de l'humanitaire (PAM, FAO, etc.) et d'autres ONGs internationales et nationales (OXFAM, Catholic Relief Service, Plan Senegal, etc.). En interrogeant ces différents acteurs, nous relevons que la dimension genre n'a pas été occultée car le plus souvent une analyse genre est effectuée lors de l'évaluation des besoins. Des ciblagés sont effectués en amont des distributions de vivres et les méthodes utilisées ont une connotation genre (Encadré 6).

A cet égard, il est important de souligner qu'il est très rare de voir les populations locales s'opposer à ce traitement spécial de la femme. En fait ce comportement montre un certain respect ou compassion envers la femme seule (chef de ménage). Cet état d'esprit s'est manifesté dans notre société et jusqu'à présent. La femme chef de ménage est souvent considérée comme «ben looxo » ou parfois «jiguen bou meun goor »³¹. Un des chefs de quartier raconte « je passe tous les jours dire bonjour à ma voisine d'en face; « ndeyssan » (que c'est triste), elle est seule dans sa maison avec ses enfants.. ».

Par contre il arrive que certains acteurs se dispensent de cette étape de ciblage faute de moyens, de temps ou de motivation, ainsi les dons sont remis aux chefs de quartiers ou autres responsables d'associations. Ce qui est souvent source de discorde et de frustrations.

³¹ Traduction littérale du wolof « une seule main » ou « une femme qui peut battre l'homme »

Encadré 6: un exemple de bonne pratique de la prise en compte de la dimension genre de l'assistance alimentaire



Nous citons un autre exemple de la prise en compte du genre par certains intervenants comme la Croix-Rouge nationale sénégalaise (Tableau 11).

La base de données (provisoire) établie par la Croix Rouge sénégalaise en 2012 (Septembre), fait état de 237614 personnes touchées par les inondations rien que dans la région de Dakar. Les enquêtes ont pris en compte les groupes vulnérables et les données sont différenciées.

Tableau 11 : Données Croix Rouge sénégalaise Inondations 2102

Région de Dakar - Données Croix Rouge sénégalaise Inondations 2102		
Biographie	Familles affectées	24521
	Population affectée	183967
Vulnérabilité	Enfants -5ans	12543
	Femmes enceintes	4025
	Personnes Agées	2108
	personnes vivant avec handicap	1146
Santé	Diarrhées	3212
	Paludisme	1634
	Maladies cutanées	4458
Total		237614

h) Le relogement provisoire

Le recasement temporaire des sinistrés est souvent pris en charge par l'état. Il se fait le plus souvent dans des écoles ou des sites aménagés provisoirement (tentes érigées dans des camps, centres commerciaux, etc.). Ces sites hébergent des familles entières sinistrées parfois dans des situations peu commodes. Par exemple, on retrouve jusqu'à quatre familles par salle de classe. Dans ces espaces les femmes et les filles sont beaucoup plus à risques pour diverses causes :

- les conditions d'hygiène
- la promiscuité
- les toilettes insuffisantes et non séparées (manque d'intimité)
- l'insécurité (risques d'agressions, viols, vols)

Paradoxalement, il peut arriver pour certaines familles que cette situation soit meilleure malgré la précarité dans ces espaces aménagés. Une femme 'sauvée des eaux' désigne du doigt ces enfants en train de jouer dans la cour de l'école, « regardez ! ils sont heureux, tous couverts de sable, cela fait longtemps qu'ils ne se sont pas autant amusés ; la cour de l'école est propre et c'est sec, en plus ils mangent bien... »

Photo 18: Enfants de familles sinistrées en train de jouer dans la cour de l'école Salif Ndongo , DTK



Crédit photo : S. SOUMARE, Aout 2012

5.2.2.2. Le Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles (Plan Jaxaay)

Une de ses interventions majeures de l'état en matière de lutte contre les inondations constitue le **Plan Jaxaay**. Le projet a été créé en 2006 en réponse aux inondations survenues en 2005. Placé sous la tutelle du ministère de l'Habitat et de l'Hydraulique, le Plan Jaxaay tend à répondre à deux questions majeures: la lutte contre les inondations et l'absence de logements sociaux accessibles aux revenus faibles. En ce qui concerne les inondations, le projet a pour vocation de détruire les maisons situées dans les dépressions d'y mettre en place des bassins de rétention, de construire et d'attribuer des maisons à ces populations déplacées.

Le Plan Jaxaay s'est réalisé à travers deux principales composantes : le site du projet prévu pour l'aménagement de bassins de rétention et le site de relogement qui va héberger les ayants-droits dans des maisons bâties subventionnées par l'état.

d) Aménagement de bassins de rétention

DTK compte quatre (4) bassins dont trois situés à Nietty Mbar et un à Bagdad avec des profondeurs de 2 à 3,5m et des superficies de 1 à 3ha. Ces ouvrages ont été l'une des premières actions concrètes sur le terrain réalisées par l'état à travers le 'plan Jaxaay'. Mais ces exutoires ont de nombreux inconvénients même s'ils s'avèrent être des mesures pour soulager modestement les quartiers inondés. Autour de ces ouvrages, on note l'absence d'éclairage, de système de protection (grillage). Nombre sont les personnes qui y laissent leur vie par noyade surtout les enfants. Les bassins représentent aussi de réels dangers de santé publique. En effet les eaux stagnantes du bassin favorisent la prolifération de vecteurs de maladies telles que le paludisme et la bilharziose, de réelles menaces pour les enfants et les femmes. A cela s'ajoutent les risques de pollution, de contamination et d'intoxication humaine qui peuvent survenir lors des campagnes d'entretien, de saupoudrage (destruction des larves).

Outre les populations n'ont pas encore intégré ces bassins dans leur cadre de vie. Pour un ouvrage qui devrait relativement aérer le tissu urbain, créer un microclimat ; les riverains en font un dépotoir d'ordures. « On déverse du tout dans ces bassins, la dernière fois nous avons découvert deux fœtus.... », regrette un riverain. Ce qui fait ressortir deux problématiques, celle de la gestion des ouvrages (niveau central étatique) et des ordures (collectivités locales).

Un autre fait marquant est la pêche pratiquée par les enfants autour de ces bassins (photo 20) ; les bassins sont devenus leur nouvelle aire de jeux et source de revenus. La ‘petite récolte’ (poissons) est revendue selon eux aux ‘diolas’³² qui l’utilisent dans une de leur recette culinaire. Mais en regardant de près les bassins de rétention avec les déchets humains (ordures ménagères, les eaux usées domestiques et égouts, etc.) qui y sont déversés, il est évident que les produits chimiques toxiques et les bactéries pathogènes présents dans cet environnement pourraient contaminer le poisson (espèce qui absorbe les polluants). Les conséquences de cette pollution sont importantes sur les espèces qui parviennent à survivre dans cet écosystème aquatique notamment les poissons (maladies, désordre de la croissance et de la reproduction des poissons). Conséquemment chez l’homme, les effets sur la santé occasionnés par la consommation de ces poissons peuvent être très graves et nuire à la santé à long terme.

Photo 19 : Bassins de rétention de Nietty Mbar (DTK)



Photo 20 : un groupe d’enfants qui s’adonnent à la pêche dans les bassins de rétention



Crédit photo : S.SOUMARE, Juillet 2012

e) **Indemnisation des sinistrés**

D’abord, il a été question de faire un recensement basé sur les impenses tout prenant en compte des critères notamment i) habiter un zone inondée et inondable ; ii) avoir abandonné sa maison ; iii) maisons situées sur les ‘sites du projet’ à démolir. Ainsi, le recensement de base suite aux inondations de 2005 a fait état de 3550 ménages identifiés dans quatre (4) sites de projet dont DTK. Pour la CADTK, 12 quartiers au total ont été ciblés et des options d’indemnisation sont réparties comme l’indique le tableau 12.

³² Ethnie originaire du Sud du Sénégal plus exactement la Casamance

Tableau 12: Options d'indemnisation CADTK

Quartiers	Nbre de dossiers	Option d'indemnisation				
		Espèces	Jaxaay		Autres	Non Déterminé
			Femmes	Hommes		
Djidah 2	154	19	5	8	85	37
Darourahmane2	155	2	5	9	139	0
Medina 4	105	7	5	17	76	0
Bagdad3	124	4	22	53	44	1
Bagdad3bis	57	2	9	5	41	0
Bagdad4	47	3	8	24	12	0
Bagdad4bis	31	3	11	7	10	0
Mousdalifa1	43	2	0	2	39	0
Mousdalifa2	65	1	5	10	49	0
Mousdalifa3	147	15	6	7	119	0
Mousdalifa4	96	4	4	28	59	1
Nietty Mbar	162	8	8	16	130	0
Total	1186	70	88	186	803	39

Source : Municipalité de Guédiawaye, 2012

Dans l'ensemble, la majorité des femmes interviewées affirment être frustrées par le processus d'indemnisation et de compensation. Sur 274 logements attribués seules 88 femmes ont pu bénéficier de maisons. Et pourtant le recensement affiche une liste dont plus de 1/3 des dossiers sont aux noms de femmes. Durant nos enquêtes, les informations recueillies au niveau de la préfecture de Pikine font état de 315 familles éligibles non bénéficiaires de logement (liste d'attente), parmi elles plus de la moitié sont des femmes chef de famille.

Le recours à l'indemnisation après une catastrophe comme l'inondation pose un réel défi chez les femmes. Souvent le faible niveau d'instruction, la méconnaissance de leur droit, l'indisponibilité de faire les démarches d'indemnisation sont autant de facteurs qui limitent leur avoir. Localement, aucune structure (conseil, ..) pour les accompagner dans les démarches administratives n'est recensée ; aussi leur faible représentativité dans les instances communales constitue un handicap.

f) Le site de relogement : 'Jaxaay'

Le site de relogement accuse un déficit notoire en infrastructures de base et de divers autres problèmes auxquels les résidents sont confrontés. On note l'absence d'hôpital, de maternité, de marché, de cimetière. Il est éloigné de tout et la route qui mène à ces endroits est cahoteuse. Ne parlons pas du cout excessif inhabituel du transport. Bien qu'une structure

d'accompagnement ait été mise en place, certaines familles ont du mal à s'adapter. « Ma voisine devait accoucher l'autre jour, c'était la nuit ; tout le quartier est éveillé. Nous avons eu tous les problèmes du monde pour l'amener à l'hôpital » se plaint une femme. « Je vendais de l'eau de Javel que nous fabriquions au sein de notre groupement ; nous sommes que deux (2) à bénéficier de logement 'Jaxaay' dans ce groupement. Depuis lors, je n'ai plus d'activités» confie une autre habitante de la nouvelle cité. « Mes deux fils sont restés à DTK chez un parent, car ils devaient aller au lycée, on a en pas encore... » soutient une dame. La liste des plaintes et préoccupations n'est pas exhaustive.

Entre autres constats, il est reconnu que lorsque les populations quittent leurs quartiers les réseaux de soutien social sont rompus. Les différents acteurs ont tendance à prendre en considération que l'octroi d'un logement sans penser aux moyens de subsistance et aux infrastructures de proximité.

Le Plan Jaxaay a finalement montré ces limites en 2010. Toutefois il est aujourd'hui question, en 2012 de poursuivre « la logique du Plan Jaxaay » avec des nouvelles réformes pour venir en aide aux sinistrés.

6. Rôle des femmes dans la lutte contre les inondations

Dans ce contexte de forte vulnérabilité à DTK, il importe de souligner le leadership des femmes en matière d'adaptation. Malgré toutes ces vulnérabilités, on se rend compte qu'elles sont dotées d'une capacité de résilience extraordinaire. Sur le plan individuel, les femmes ont eu à gérer le stress au sein de leur famille. Ce sont elles les soignantes, et qui donnent un appui psychologique aux autres, à commencer par les enfants. Elles ont assuré la réorganisation de la vie quotidienne, la réparation du lien social et le relèvement de l'économie familiale. Grace à leurs réseaux, elles sont aptes à se soutenir mutuellement.

Sur le plan collectif, de nombreuses associations, groupements s'activent dans la lutte contre les inondations à DTK. Les interventions sont variées et portent souvent sur la prévention, le soutien durant et après les inondations. Ainsi, une sensibilisation accrue sur la santé de la reproduction est faite à travers le Programme "Bajenu Gox" pour lutter contre la mortalité maternelle et des enfants de moins de 5ans. Des ONGs utilisent les services de ces relais communautaires pour véhiculer leur message.

Photo 21: un groupe de ‘Bajenu Gox’ en pleine campagne de sensibilisation contre le SIDA



Photo 22: Séance de dépistage organisée par les ‘Bajenu Gox’



Cependant un groupe de femmes s’est fait remarqué dans la CADTK: l’Association Femmes Actions & Développement qui englobe les femmes leaders dans la prévention et la gestion des risques de catastrophes. Ces femmes ont pris le devant et travaillent à mettre en exergue la participation et le leadership des femmes dans la lutte contre les inondations.

6.1. Un exemple de leadership communautaire : l’Association Femmes Actions & Développement

L’Association ‘Femmes Actions & Développement’ est un réseau de (43) Groupements de Promotion Féminine (GPF) dans la CADTK. Chaque groupement compte 50 à une centaine de membres chacun, soit au total 3.400 membres. Le réseau est né de la volonté de plusieurs groupements qui poursuivaient un but identique de mettre en synergie leurs forces et leurs moyens pour une plus grande efficacité de leur action. Il a été créé depuis 2002 et son statut juridique est reconnu depuis 2007³³.

Le réseau est un cadre où les couches vulnérables trouvent une espace d’épanouissement social et économique. Son but est d’œuvrer pour la création de meilleures conditions de vie et de développement pour les femmes de la commune et leurs enfants. Ainsi, chaque groupement

³³ Au Sénégal, la reconnaissance juridique prend du temps à cause des lourdeurs administratives et de l’argent nécessaire pour la légalisation, ce que les femmes- généralement pauvres- n’arrivent pas à collecter à temps.

développe des activités autonomes de développement, le réseau étant une structure d'impulsion et de coordination. Il prend en charge l'élaboration et le suivi des projets d'envergure tout en assurant la participation des groupements concernés.

6.1.1. Les initiatives de développement du réseau

Femmes Actions et Développement compte à son actif plusieurs initiatives de développement notamment:

e) Le plaidoyer et le travail en réseaux

- Le plaidoyer pour la scolarisation des filles et leur maintien à l'école (cours de renforcement) ;
- L'érection d'un « Foyer de la Femme » à Nietty Mbar avec l'appui de la coopération autrichienne. Le centre fait office de siège fonctionnel tout en abritant les activités de formation et de sensibilisation. Le bâtiment abrite également une unité de production céréales locales et est utilisé par les groupements pour des activités spécifiques de développement.
- L'organisation annuelle d'une journée de lutte contre le paludisme au profit de l'ensemble des populations de la commune avec plus de 2.000 moustiquaires imprégnées distribuées gratuitement aux familles les plus démunies. En plus, ces journées sont l'occasion de consultations médicales gratuites, de conférences sur la sécurité et la prévention sanitaire dans les familles, de tests gratuits pour le VIH ou le diabète, de dons de sang, etc. ;
- Des opérations de désinfection et de délarvation sont régulièrement effectuées au niveau des zones (bassins de rétention, mares, ...) à risque avec l'appui des organismes publics ;

f) La sensibilisation

L'organisation de séances de discussion et de sensibilisation des femmes sur des thématiques relativement à l'hygiène et à la santé de la femme et de son enfant ;

g) Les activités génératrices de revenus

Grâce à un partenariat avec le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), elle a injecté à ce jour 56 millions de francs de crédit obtenus de cette institution. Ces crédits sont destinés à financer des initiatives individuelles de génération de revenus dans des secteurs que les bénéficiaires ont librement choisis. Par la suite, le réseau a mis en place d'un système de crédit-revolving avec une caisse qui s'est autonomisée progressivement ;

- La mobilisation de près de 4,5 millions de crédit-révolving sur fonds propres, pour financer des projets modestes de génération de revenus pour lutter contre la pauvreté ;
- L'organisation de sessions de formation technique des femmes pour le développement d'activités génératrices de revenus (transformation de produits locaux, production d'eau de javel et de savon, etc.) financées sur fonds propres ou avec l'appui de partenaires ;

h) Les femmes leader en prévention et gestion des catastrophes

Une section composée d'un groupe de 20 femmes sélectionnées selon le critère de choix : niveau d'instruction³⁴. Elles ont reçu une formation sur la préparation de l'urgence « Femmes Leaders en Prévention » organisée par le Projet d'appui au programme national de prévention, de réduction des risques majeurs dans le contexte de la réduction de la pauvreté (PAPGNRC), logé à la Direction de la protection civile (Ministère de l'Intérieur).

Le dit projet, financé par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est une mise en œuvre de la composante II de l'axe 3 du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) intitulé 'Protection sociale, gestion et prévention des risques et catastrophes'. Ainsi, à la fin de la formation, la représentante des bénéficiaires a fait savoir qu'au-delà des compétences acquises durant ces jours de formation, cet atelier permet de restaurer la dignité des populations vulnérables. « Nous constituons les catégories les plus vulnérables de ces sinistres. Et souvent, nous ne sommes pas impliquées ni dans la prévention, ni dans l'organisation des secours, encore moins dans les phases post-catastrophes »³⁵.

Le PNUD tout comme les autres partenaires, a eu effectivement conscience du lien étroit qui existe entre égalité des sexes et résilience aux catastrophes, ainsi que de l'importance que revêt ce lien pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il est essentiel d'intégrer les préoccupations, les besoins et les compétences des hommes et des femmes, de manière égale, dans les politiques et les programmes de réduction des risques de catastrophe (RRC) et de relèvement. Outre, il s'agit non seulement de se situer au delà des préjugés qui présentent les femmes et autres groupes vulnérables comme toujours des victimes ; mais aussi de reconnaître le rôle joué par les femmes dans le processus de renforcement de la résilience de leur communauté.

³⁴ Le niveau d'éducation des femmes requis est le BFEM (Brevet de Fin d'Etudes Moyen)

³⁵ Extrait de l'article lien http://www.sendeveloppementlocal.com/GESTION-DES-RISQUES-DE-CATASTROPHES-NATURELLES-60-Amazones-formees-ont-recu-leurs-diplomes_a1720.html

Le tableau 12 montre la composition du groupe des femmes leaders en prévention et gestion des catastrophes. Ce groupe de 20 femmes mène actuellement des activités significatives dans la prévention et la gestion des risques de catastrophes dans les familles. En agissant particulièrement dans les domaines tels que la gouvernance, la planification économique et sociale, ces femmes contribuent de façon déterminante au développement durable.

Encadré 7: Récit de vie sur la présidente du réseau ‘Femmes Actions & Développement’

Je m'appelle Anna Coulibaly Dieng, je me suis mariée en 1995 avec un fils du milieu (qui habite Djiddah Thiaroye Kao) où j'ai vécu une dizaine d'années. Je suis titulaire d'une maîtrise en gestion des Petites et Moyennes Entreprises (PME). J'ai été témoin de certains événements d'inondations notamment des maisons englouties, des rues bloquées, des familles entières (surtout les femmes) vivant dans une détresse indescriptible dans certains quartiers.

Ayant l'amour et l'expertise, je me suis donnée comme mission et challenge d'aider ces femmes à lutter contre la pauvreté et à mener un combat avec elles pour améliorer leur cadre de vie. C'est ainsi que j'ai créé le premier groupement féminin avec comme nom « FASS DIOM » (s'armer de courage) en 1995. Des activités génératrices de revenus ont été menées à partir d'un fonds de départ de 25.000FCFA. Au bout de 5 années, je me suis retrouvée avec 11 groupements. Actuellement, nous constituons un réseau de 43 groupements féminins.

La mise en place du groupe ‘femmes leaders en prévention et gestion des catastrophes’ a succédé au comité de lutte contre les accidents domestiques créé à la suite d'un grave accident domestique qui m'a beaucoup marquée dans le quartier où j'habitais. Il s'est agi d'une femme enceinte qui a succombé de ses brûlures suite à un incendie lorsqu'elle faisait la cuisine.

Actuellement, je gère une PME agro-alimentaire. Après le travail, je passe tout mon temps avec les femmes du réseau FAD en créant et développant des activités de développement.

Tableau 12 : Composition du groupe des femmes leaders en prévention et gestion des catastrophes

Membres	Niveau scolaire	Etat civil	Nbre enfants	Occupation	Comment elles ont été affectées par les inondations
Présidente	Supérieur	Mariée	3	Gestionnaire	Solidarité envers les sinistrés - Sollicitations diverses et variées.
Membre 2	Moyen	Veuve	4	Bajenn Goxx	Perte de biens, Mari décédé par suite de maladie d'origine hydrique
Membre 3	Moyen	Mariée	5	Vente légumes	Pas de chiffres d'affaire – produits périssables
Membre 4	Secondaire	Célibataire	0	Petit Commerce	Abandon des études du aux difficultés économiques
Membre 5	Moyen	Divorcée	4	Ménagère	Abandonnée par le mari faute de moyens ; perte de biens
Membre 6	Moyen	Mariée	6	Ménagère	Surcharge de travail productif
Membre 7	Secondaire	Divorcée	3	Relais communautaire	Difficultés de mener les activités (rues inaccessibles)
Membre 8	Secondaire	Mariée	5	Relais communautaire	Enfants souvent malades (paludisme, diarrhée)
Membre 9	Moyen	Mariée	4	Bajenn Goxx	Difficultés d'accès aux populations pour bien mener les activités de sensibilisation contre les maladies hydriques
Mbre10	Secondaire	Célibataire	0	Etudiante	Abandon des études du aux difficultés économiques - chômage
Mbre11	Moyen	Divorcée	3	Bajenn Goxx	Chômage, personne à qui confier la surveillance accrue de mes enfants en période d'inondation
Mbre12	Secondaire	Célibataire	0	Caissière	Difficultés de déplacer vers le lieu de travail pendant les inondations- obligée de prendre un travail à mi temps
Mbre13	Moyen	Mariée	4	Ménagère	Famille séparée, le mari, la coépouse et deux de ses enfants vivent dans une autre zone (Jaxaay)
Mbre14	Moyen	Mariée	5	Ménagère	Perte de logement, la famille occupe la seule chambre moins inondée de la maison, pas d'eau courante ni de latrines.
Mbre15	Supérieur	Célibataire	0	Etudiante	Difficultés d'assister aux cours à l'université faute de moyens ; les inondations on ruiné la famille
Mbre16	Moyen	Divorcée	4	Vente fruits&légumes	Impossible de poser son étale dans la rue, difficultés de conserver les denrées
Mbre17	Secondaire	Mariée	3	Couturière	Difficultés économiques, perte de biens matériels, paralysie des affaires,
Mbre18	moyen	divorcée	4	Ménagère	Surcharge de travail pour évacuer les eaux, aucun soutien
Mbre19	Secondaire	Célibataire	0	Formation en hotellerie	Les moyens font défaut pour poursuivre des études supérieures beaucoup de pertes enregistrées
Mbre20	Secondaire	Mariée	3	Relais communautaire	Manque de temps à cause de l'augmentation de la charge du travail et de l'insécurité qui règne dans le quartier.

Parmi les activités menées on note principalement:

a) **Le plaidoyer et le travail en réseaux** au niveau national (structures administratives : ministères, et ONGs) et local (municipalité, population). En fait les femmes leaders servent de relai entre la population locale et les autorités, elles intercèdent au sein des différentes instances de décision locales et nationales. Ainsi chaque année un état des lieux est effectué en période pré et post hivernale. Il est question de i) visiter les sites inondables et inondés, les bassins de rétention ; ii) discuter avec les populations touchées (recueillir les besoins) ; iii) déposer des rapports de terrain au niveau des autorités locales. D'autres actions sont menées notamment pour une prise en compte de la différence de vulnérabilité des groupes sociaux; une large implication des femmes dans le processus décisionnel ; une meilleure considération des droits des victimes de l'inondation par la communauté locale, nationale et internationale.

b) **La sensibilisation** est menée afin d'améliorer la prise de conscience des risques et expliquer comment agir pour réduire cette exposition aux risques. Elle est axée vers les acteurs et les communautés pour qu'elles mêmes se préparent à avoir les capacités d'assurer leur propre résilience. Pour bien conduire ces activités, le groupe des femmes leaders accorde une importance particulière aux réalités socioculturelles (femmes au foyer, faible revenu,...) ainsi qu'aux politiques mises en place. Ainsi des causeries et des portes à portes sont menées pour atteindre certaines couches de la population (femmes en situation de vulnérabilité, personnes âgées, enfants et handicapés). En tant que leaders communautaires, la formation en alerte précoce reçue par les femmes leaders est diffusée à la communauté avec l'accent mis sur un mécanisme de communication interne des informations.

Si l'impact de ces interventions est difficilement quantifiable à l'état actuel. Seule la bonne représentativité des couches vulnérables dans les instances et les réseaux nationaux et locaux d'acteurs en matière de lutte contre les inondations est significative et constitue donc un impact positif. En effet, les femmes leaders sont devenues incontournables dans les activités menées (réunions, visites des officiels, formation). Les interventions demeurent pertinentes de par la mobilisation communautaire. Les femmes se sentent particulièrement concernées. De quoi dire qu'habiliter les femmes en matière de réduction des risques de catastrophes est une nécessité dans l'atteinte de la réalisation des OMD.

Mais aujourd'hui ce groupe des femmes leader fait face à de deux (2) sérieuses entraves que sont : le manque de ressources financières et matérielles et la motivation des femmes orientée uniquement dans la lutte pour la survie au quotidien et non pour leurs droits et compétences.

Conclusion

La récurrence des inondations au Sénégal fait que l'étape de la recherche des causes est résolue car elles sont connues. Il est question aujourd'hui d'une recherche de solutions pérennes pour éradiquer le phénomène.

Il ressort de cette étude que la CADTK et sa population présentent des vulnérabilités (biophysique, socioéconomiques politiques et institutionnelles) dont la prise en compte est essentielle pour faire face aux inondations dans un contexte de changement climatique. Ces différentes formes de vulnérabilité se déclinent aussi bien à l'échelle individuelle qu'à l'échelle locale et nationale. Toutefois, nous assistons à une plus grande vulnérabilité des femmes qui prend ses racines dans l'inégalité entre les genres.

Il importe de souligner la complexité des relations de genre car l'analyse et les implications qui en découlent sont multiples, complexes et fondamentales. Un des résultats clé de cette analyse montre/confirmé que la vulnérabilité accrue des femmes accentue les effets induits de l'inondation. Tout comme le phénomène d'inondation tend à exacerber la pauvreté et la vulnérabilité sociale ce qui met les personnes et particulièrement les femmes matériellement, personnellement et socialement, en danger. L'impact différencié selon le genre des inondations à DTK est très significatif comme l'illustre entre autres l'incidence disproportionnée sur la santé des femmes et le système éducatif des filles. Ainsi les manifestations du changement climatique (inondations) conjuguées aux facteurs contextuels rendent plus difficile le défi pour atteindre les ODM. De même les inégalités dans les relations de genre s'identifient à une entrave au développement des communautés.

Mais au-delà de la vulnérabilité, les défis en matière de lutte contre les inondations résident dans le renforcement des capacités d'adaptation et des mécanismes de résilience mais aussi dans l'évolution/l'équilibre des relations de genre profondément enracinées. Du fait de la différenciation des rôles entre les hommes et les femmes dans le "travail productif" et "reproductif" au sein du ménage et de la communauté, les relations de genre dictent la capacité d'adaptation.

Certes les inondations ont un impact considérable et dévastateur, mais elles constituent non seulement un élément de la cohésion communautaire, mais aussi une occasion unique de favoriser la participation et le leadership des femmes. En tant que instigatrices et actrices du changement, les femmes s'activent dans la préparation et la prévention des catastrophes, au

niveau des secours participatifs et de la planification du relèvement. Et l'exemple de leadership cité dans cette étude et le rôle que les femmes jouent dans la lutte contre les inondations à DTK confirment leur position incontournable dans cette crise.

Recommandations

Recommandations en l'endroit du gouvernement

- Garantir la participation active des femmes à l'élaboration des politiques et aux processus de prise de décision, notamment en ce qui concerne la lutte contre les inondations.
- Intégrer les besoins et les priorités différenciées des hommes et des femmes dans les politiques de restructuration et d'adaptation aux changements climatiques.
- Inclure la sensibilisation et la préparation aux catastrophes dans les programmes scolaires et communautaires.
- Promouvoir la sensibilisation et la formation des acteurs à l'échelle local, national sur l'impact différencié des inondations sur les couches vulnérables (femmes).
- Elaborer et adapter les mécanismes d'avertissement précoce (SAP) pour permettre aux femmes d'accéder à l'information.

ORSEC

- Mettre en place un mécanisme de protection spéciale des femmes et des enfants (surtout les filles) situés dans des abris provisoires.
- Associer les femmes dans la planification des secours et aux prises de décisions.
- Impliquer davantage les femmes et les personnes âgées dans la gestion des fonds de secours.

Plan Jaxaay

- Mettre en place des cellules d'appui, d'écoute et d'accompagnement pour orienter les couches vulnérables particulièrement les femmes dans le processus d'indemnisation et de compensation.
- Développer des activités d'accompagnement, de conseil et de soutien, afin d'aider les femmes à la réinsertion de leur nouvel environnement notamment en matière d'activités lucratives, insertion sociale, accès aux infrastructures de base (marchés, hôpitaux, écoles).
- Tenir compte du système de solidarité préexistante dans l'élaboration des plans de sauvegarde lors du relogement.
- Mettre en place des stratégies de persuasion et de rassurance pour les sinistrés, etc.

Recommandations en l’endroit des acteurs (politiques et administratifs locaux, les ONG, et les leaders communautaires)

- Renforcer la contribution des femmes dans les systèmes informels de prévention des risques (systèmes d’alerte précoce surtout au niveau domestique et des écoles).
- Améliorer la représentativité des femmes dans les structures communales et communautaires pour leur participation active dans la prise de décision communautaire.
- Renforcer les capacités des femmes dans les OCB.
- Prendre en compte les besoins spécifiques des couches vulnérables y compris les femmes en situation de vulnérabilité dans les interventions.
- Mener une sensibilisation contre la violence faite aux femmes pour un changement de comportements et d’attitudes pour éradiquer le fléau.

BIBLIOGRAPHIE

Agence Nationale de la Statistique et de la démographie (ANSD), 2012 - Situation économique et sociale du Sénégal en 2011 – Version provisoire, Décembre 2011, 351p.

Agence Nationale de la Statistique et de la démographie (ANSD), 2008 - Situation économique et sociale de la région de Dakar de l'année 2007 - Rapport final, Aout 2008, 187p.

Alissoutin R.L., 2008 - Les défis du développement local au Sénégal, © Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), 176p.

Biquin F., Gentilini C., 2008 - Séquence Les paysages urbains : Une métropole d'un pays pauvre, 5p.

BRIDGE (development - gender), 2008 - Gender and climate change: mapping the linkages. A scoping study on knowledge and gaps. Prepared for the UK Department for International Development by Alyson Brody, Justina Demetriades and Emily Esplen, BRIDGE, Institute of Development Studies (IDS), UK.39p.

Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), Projet de gestion des eaux pluviales (PROGEP), Agence de Développement Municipal (ADM) – Rapport final, Faye M.M., 2001, 126p.

CARE, 2010. Note de position de CARE sur le changement climatique – Adaptation, genre et autonomisation des femmes. www.careclimatechange.org

CARE, 2010 : Analyse de la Vulnérabilité et de la Capacité d'adaptation au Changement climatique, Manuel – 52p. www.careclimatechange.org

Colbeau-Justin L. & B. de Vanssay, 2001 - Analyse psychosociologique auprès des sinistrés des inondations de la Somme. Appui à la mission interministérielle sur les crues de la Somme. Lettre de commande LC n° 26-1

Dia I., Rambinintsaotra H. S. - Analyse institutionnelle des plates-formes nationales et des organes référents de la Réduction des Risques de Catastrophes - Première partie : Etude de cas du Sénégal (Version finale), 2008, 30p

Diallo B. 2009 - Élaboration d'une méthodologie de cartographie des risques d'inondation et application à l'échelle régionale à la région de Dakar, 2009, 22p.

Dankelman I., Khurshid A., Wahida B.A., 2008 - Conséquences des changements climatiques sur les femmes, article tiré du rapport sur Gender, Climate Change and Human Security (« Sexe, changements climatiques et sécurité humaine »). Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO www.wedo.org), en association avec ABANTU pour le développement

Dasylya S. et al, 2003- Acuité des problèmes liés à l'eau et nécessité d'une gestion « intégrée » des eaux pluviales dans le domaine des sables dunaires de la région de Dakar

Dasylya S., Cosandey C., Sambou S., 2004a, – Acuité des problèmes liés à l'eau et la nécessité d'une gestion « intégrée » des eaux pluviales dans le domaine des sables dunaires de la Région de Dakar, Colloque Développement Durable : leçons et perspectives, Ouagadougou

Direction de la Protection Civile (DPC) - Projet d'appui au Programme National de Prévention, des Réduction et des Gestion des Catastrophes Naturelles (DPC-PNUD), 2008. Analyse institutionnelle des plates-formes nationales et des organes référents de la Réduction des Risques de Catastrophes Première partie : Etude de cas du Sénégal (Version finale)

Direction de la Prévision et de la Statistique (Sénégal). (2005) - Etude de l'élaboration d'un plan de déplacement urbain de l'Agglomération de Dakar (PDUD). Diagnostic global, Rapport final.

Document de stratégie pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté 2006-2010, 2006-104p.

Diop A., 2001 - Les inondations à Dakar et banlieue : Contraintes géologiques, impacts urbanistiques et aménagement durable. Mémoire IST, Université de Dakar, 128 pp.

Djigo M., 2009 - Les inondations urbaines au Sénégal sont de plus en plus dangereuses et de moins en moins gérables, octobre 2009, 10p.

Fall J.P.Y., 2009 - Etude des incidences environnementales des inondations dans la banlieue de Dakar : Les pollutions engendrées et leurs conséquences sur les écosystèmes - Programme d'appui au réseau des Parlementaires pour la protection de l'environnement au Sénégal, 67 p.

FAO, 2002 - Petit glossaire des termes liés au genre - <http://www.fao.org/docrep/005/Y3969F/y3969f02.htm>

Formulation du document politique économique et sociale 2011-2015, Bilan diagnostic du DSRP-II, 2010 – Version finale du document de travail. Ministère de l'Economie et des Finances.

Green D., - From Poverty to Power, 2008, p. 7-10

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, (GIEC), 2007- Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

IAGU, Geoville group, BM, 2009 – Préparation à la Gestion des périls naturels et des risques liés aux changements climatiques à Dakar, Sénégal

IPCC, 2007. Climate Change 2007 - Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Annex

Kabeer, N. (2003). Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals: A handbook for policy-makers and other stakeholders. RU: Commonwealth Secretariat, International Development Research Centre, Canadian International Development Agency.

Mandiamy G., 2011- Evaluation des stratégies d'adaptation aux inondations à Djiddah Thiaroye Kao entre 2005 et 201. Mémoire de fin d'études Master en Sciences de l'environnement (ISE), 2011

MPEN, 1999 - Deuxième communication nationale du Sénégal, Draft, 80p.

Ndao M., 2012 - Dynamiques et gestion environnementales de 1970 à 2010 des zones humides au Sénégal : étude de l'occupation du sol par télédétection des Niayes avec Djiddah Thiaroye Kao (à Dakar), Mboro (à Thiès) et Saint-Louis, Thèse de doctorat d'état de l'Université de Toulouse, 371p.

Niang K. 2008 - Les inondations récurrentes au Sénégal : Défis futurs et priorités

Objectifs du Millénaire pour le Développement - Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention - Les Presses de l'Université Laval, CRDI / 2005-01-01

Oxfam International au Sénégal, 2009 - Analyse du contexte de la pauvreté au Sénégal, rapport provisoire, 70p.

Parry I., Canziani O.F., Palutikof J.P., van der Linden P.J. and C.E. Hanson, Eds., Cambridge University Press, Cambridge, UK, 976p.

Plan Sénégal, 2009 - Document projet : projet de renforcement de la nutrition dans le district sanitaire de Pikine 2007-2008, 31p.

Présidence de la République, APIX, 2008 - Plan d'Action de Réinstallation (PAR) - Elaboration d'un plan de restructuration des quartiers de Pikine-Sud traversés par l'autoroute Dakar-Diamniadio, Rapport final, 118p.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2010 - Rapport sur le développement humain, 260p.

Sénégal, Plan d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques (PANA), 2006 – Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, 84p.

Sénégal, Rapport national sur le Développement Humain, 2010 - Changement climatique, Sécurité alimentaire et Développement humain, 150p.

Sénégal ® MEF, ANSD (2007) - Situation Economique et Sociale (SES) de la région de Dakar –Année 2006

Sénégal ® MUHE, (1986) - Plan directeur d'urbanisme de Dakar 2001, BCEOM, SONED

Sénégal ®, DERCCS, CR de Dakar, APIX, 2008, Plan d'aménagement de la forêt classée de Mbao, 78 p.

Sénégal ®, MEF, ANSD, SRSD de Dakar (2008) - Situation économique et sociale de la région de Dakar de l'année 2007, 163 p.

Sénégal, PDNA, 2009 - Rapport d'évaluations des besoins post catastrophe, Post Disaster Needs Assessment (PDNA) – Inondations urbaines à Dakar 2009, Rapport final 2010, avec

l'appui de la Banque Mondiale, du système des Nations Unies et de la Commission Européenne.

Système des Nations Unies et Autres partenaires au développement (UNDP), Ministère de l'Intérieur du Sénégal, Direction de la Protection Civile, 2008 – Plan de contingence pour la république du Sénégal. Inondations, Invasions acridienne, épidémies (choléra et méningite), 66p.

Thiam M. D., 2011- Le syndrome des inondations au Sénégal, Presses Universitaires du Sahel, 224p.

UrbaDTK, Projet de requalification des quartiers inondés de Djiddah Thiaroye Kao Pikine, SENEGAL, 8p.

Urbanistes Sans Frontières International, 2009 - Dossier diagnostic, Programme de Mitigation des Inondations de Thiaroye Dossier Diagnostic, Octobre 2009

Urbaplan, 2008 - Restructuration des quartiers précaires et mobilité urbaine: le cas de la restructuration de Pikine (Sénégal), 27 p.

Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2009 – Manuel de formation sur le genre, 301p.

Wilches-Chaux, G. (1998). Auge, caída y levantada de Felipe Pinillo, mecánico y soldador o Yo voy a correr el riesgo. LA RED-ITDG. Pérou.

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de référence de la consultation



TERMES DE RÉFÉRENCE **ACTIVITÉS GENRE INTAC 2012**

TDR élaborés avec l'appui de Dr. Solange Bandiaky-Badji, Experte régionale genre du PAA

Contexte

Dans le cadre de l'analyse situationnelle du Sénégal dans un contexte de changement climatique, le document de projet du Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) dresse une analyse de genre du contexte actuel comme suit. « Les Sénégalais les plus vulnérables aux impacts du changement climatique futur comprennent les pauvres des zones rurales et urbaines, les femmes, les vieux, les paysans, les pêcheurs, les maraichers et les opérateurs touristiques. Les femmes sont responsables de l'entretien des moyens de subsistance de leur famille et sont la force de travail prédominante dans les économies rurales notamment l'agriculture et la pêche. En outre, elles sont responsables de la collecte de bois et d'eau (Diagne 1997). Une augmentation des catastrophes liées aux changements climatiques telles que les inondations et les sécheresses ont un impact particulièrement négatif sur les femmes. Par exemple: i) durant les sécheresses les femmes doivent parcourir de longues distances pour recueillir l'eau. Ceci réduit le temps qu'elles pourraient consacrer à des activités de subsistance, et ii) au cours des inondations les écoles et les infrastructures pourraient être détruites et la fréquence des maladies hydriques pourraient être augmentée en diminuant les efforts visant à accroître l'éducation des femmes et impose ainsi un fardeau supplémentaire sur les femmes en tant que soignantes. Par conséquent, il est probable que le changement climatique ait de sérieuses conséquences en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, les questions de genre et la réalisation des OMD. Ainsi, se baser sur les besoins des communautés les plus vulnérables est important pour rendre conforme le développement humain vis à vis du changement climatique. Ceci inclut un effort pour réduire la vulnérabilité des communautés aux catastrophes potentielles et de favoriser ainsi la gestion des risques climatiques en tant que mesure d'adaptation.

Justification

La problématique « Genre » est STRICTEMENT confinée et perçue sous l'angle de la seule question des « femmes », ce qui dénote d'une vision « réductrice », pas tout à fait conforme à l'évolution actuelle du concept genre. Même si les femmes représentent des acteurs essentiels et incontournables et servent souvent de porte d'entrée, elles n'en constituent pas les seules concernées. Dans le cadre de la lutte contre les inondations dans la banlieue dakaroise, les populations jeunes, vieilles et personnes handicapées constituent aussi des couches vulnérables dans leur ensemble et devraient aussi être globalement prises en compte dans la définition du genre.

Les activités genre du projet INTAC en 2012 s'inscrivent dans ce contexte de mise en place de stratégie d'adaptation avec un accent particulier sur la gestion des risques tels que les inondations en milieu urbain ainsi qu'à un renforcement des institutions pour une prise en charge adéquate et effective des mesures d'adaptation.

Objectif

L'objectif visé à travers cette étude est d'établir l'impact des inondations en rapport avec le genre dans la banlieue de Dakar. Elle aura pour cadre la ville de Thiaroye Djeddah mais devra cerner toutes les interrelations avec les autres aspects socio économiques qui structurent l'économie locale.

De façon spécifique, il s'agit à travers cette étude de :

- établir le degré de vulnérabilité de la ville de Thiaroye Djeddah en rapport avec les inondations ainsi que les différentes implications (biophysiques et socio-économiques) ;
- cerner les impacts des inondations sur les différentes couches sociales et leurs implications sur la participation de ces acteurs au développement local ;
- formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte des préoccupations des populations selon le genre dans la formulation des documents de planification et de programmation aux niveaux local et national en général et face aux inondations en particulier ;

Méthodologie

Le présent travail tel que demandé nécessite de la part du/de la consultant(e) un séjour sur la zone d'étude. Il exige une démarche participative dont la finalité est de mieux comprendre et intégrer la dimension genre dans les pratiques d'adaptation face aux inondations. Toute la démarche repose sur une bonne analyse des implications locales des effets du changement climatique dans la vie socio économique.

Produit attendu

- Un rapport sur vulnérabilités au changement climatique selon le genre et le rôle des femmes dans la gestion des risques liés aux inondations dans la ville de Thiaroye Djeddah plus un CD.

Chronogramme

Cette étude prendra trois (03) mois à compter de la date de signature du contrat

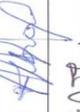
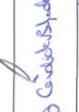
Le Coordonnateur

Atelier de validation des études de cas portant sur :

- Les options de financement de l'adaptation : Etat des lieux et Enjeux pour un financement
- et l'impact des inondations en rapport avec le genre dans la banlieue de Dakar plus particulièrement dans la commune de Thiarye Djeddah kao

Liste de présence - Jeudi 20 décembre 2012 - Salle DEEC

N°	PRÉNOMS & NOM	STRUCTURES	TÉLÉPHONE	EMAIL	EMARGEMENT
1	Selimata Soumoro	INTAC	776338440	selimoumar@hotmial.com	
2	Mouhamadou Lamine BALDE	INTAC DEEC	774651373	laminebaldes@yahoo.fr	
3	Najiro KANE	ISRA / LNRPV	77232019	najiro.kane@kane.nk	
4	Malamine SADO	IPN / NEF	775348802	malamine@ipn.sn	
5	Aïssatou Fall NDOYE Gueye	DPM / HPAM	775427443	ndoyes2000@yahoo.fr	
6	Khadry Kane	DEPA	776669955	khadykane10@yahoo.fr	
7	Ndeye Fatou D. GUENE	DEEC	775707809	mactanguene@yahoo.fr	
8	Baba BRAME	DEEC	775180313	brabram@yahoo.com	
9	Boubacar FALL	INTAC / DEEC	775183755	boubacalfall@yahoo.fr	
10	Dame Dieng Marième Souda Youm	DEEG / MFEEF	775371224	somadieng@yahoo.fr	
11	Abdoulaye DIERME	INTAC / DEEC	763317090	abdoulaye.deme.intac@gmail.com	
12	Adama Faye	ENE A	772517833	adamaofaye90@gmail.com	

13	Rennata J. So Bo	INTAC		77 670 41 79	Uluwatu	
14	Madeline Diana Sirek	SEEC		888 21 925	Madagascar	
15	Mouatilis Thiana	M.NET		775 42 7980	mathiana.oi@hawaii.fr	
16	Diabel NDIAYE	ANACIN		776 15 5172	diomoffe@gmail.com	
17	Guido J. Sabado Silva	BUREAU REGIONAL IPA		77 25000 71	guidosilva@unp.org	
18	Penda Kante THIAH	SEEC		77 664 93	kantenanady@gmail.com	
19	Joziam bialer	INTAC		77 811 55 55	maurimail@orange.fr	
20						
21						
22						
23						
24						
25						
26						
27						
28						
29						
30						

Annexe 3:
GUIDES D'ENTRETIEN

1) Guide administré aux populations cibles

Nom de l'enquêteur :

(Préalables) Traditionnelle salutation / Objet de la mission.

Nom du quartier :

1. Age

- 15 à 35 ans 36 à 55 ans Plus de 56 ans

2. Sexe

- Féminin Masculin

3. Situation matrimoniale

- Marié Célibataire Divorcé Veuf (ve)

4. Nombre d'enfants en charge ?

- 0 1 à 2 2 à 5 Plus de 5

5. Niveau d'instruction

- Primaire Moyen Secondaire Supérieur Arabe Néant

6. Ethnie

- Wolof Peulh Diola Sérère Autre

7 Quel est le statut de votre logement ?

- Propriétaire Locataire Colocataire Hébergé

8. Depuis combien de temps habitez-vous la zone ?

- Depuis toujours Quelques années Récemment

9. Quels sont les changements climatiques observés ces dernières années ?

.....
.....

10. Quelle activité exercez-vous ?

- Employée Commerce Ménagère Maraichage autre

11. Combien gagnez-vous dans cette activité en **temps normal**? (environ par mois)

- Rien Moins de 10.000 FCFA 10.000 à 20.000 FCFA Plus de 20.000 FCFA

12. Combien gagnez-vous dans cette activité en **période d'inondation**?

- Rien Moins de 10.000 FCFA 10.000 à 20.000 FCFA Plus de 20.000 FCFA

13. Quel impact les inondations ont sur vos activités ? (Dommages indirects ?)

.....
.....
14. Quels sont vos pertes directes lors des inondations ? (logements, équipements, mobilier)

.....
.....
15. Quelles sont les autres difficultés auxquelles vous êtes confronté(e)s en période d'inondations ?(santé, insécurité,...)

.....
.....
16. Etes – vous organisé (e)?

Oui Non

Si oui quel type d'organisation est-ce?

Association Groupement Autre

17. Quels moyens utilisez-vous pour lutter contre les inondations ?

.....
.....
18. Recevez-vous de l'aide en période de sinistre?

Oui Non

Si oui, quel genre ?

Nourriture /Vivres Médicaments Habits Logement Autre

De qui vient l'aide ?

19. Etes –vous consulté (e)s dans les interventions / activités menées dans la lutte contre les inondations

Oui Non

20. Quelles solutions préconisez-vous ?

.....
.....
NOTES – OBSERVATIONS DIRECTES

2/ Guide administré aux acteurs Publics / Privés

Type

Public

Privé

Personne morale

Quel type d'activités menez- vous dans la lutte contre les inondations à TDK ?

.....

Avez- vous ciblé une catégorie de population dans vos activités ?

.....

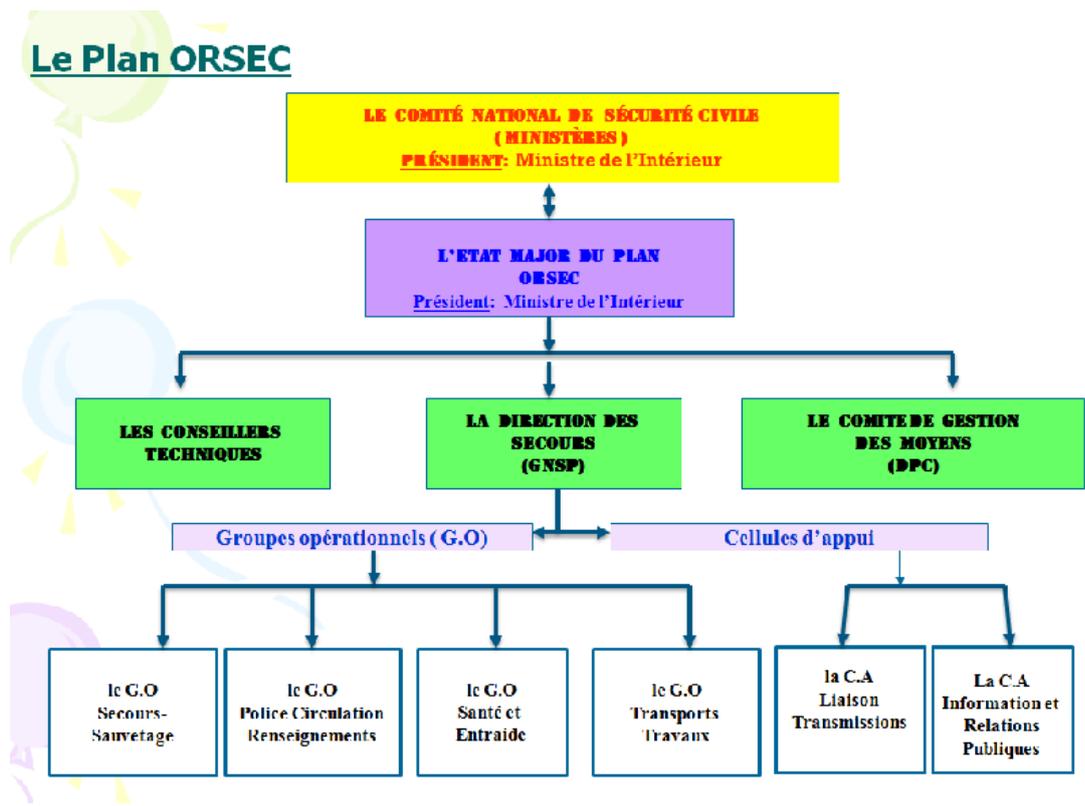
Avez-vous des activités spécifiques pour les femmes ?

.....

Annexe 4 : Liste des principaux acteurs impliqués dans la lutte contre les inondations à DTK

Acteurs	Compétences sectorielles	Types d'intervention	
Etat	Ministère de l'intérieur	Groupement National des Sapeurs Pompiers	Organisation des secours
		Direction générale de la Police nationale	Circulation - Renseignements
		Direction de la Protection Civile (DPC)	Gestion des moyens Plan ORSEC
	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Direction de la Prévention Médicale (DPM)	Prévention médicale, santé communautaire
		Direction de l'Hygiène Publique (DHP)	Mise en œuvre de la politique d'hygiène et de salubrité
	Ministère de la Justice	Direction Education Surveillée et de la Protection Sociale	Protection, rééducation et réinsertion des enfants et jeunes
	Ministère de l'urbanisme et de l'habitat		Respect des normes de construction - Urbanisation, Occupation de l'espace Délivrances des permis de construction
	Ministère de l'urbanisme et de l'habitat	Direction du Plan Jaxaay	Mise en place bassins de rétention – Construction de logements
	Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE)	Etudes générales relatives aux ressources hydrauliques, à l'inventaire, à la planification et à la gestion des ressources en eau, autres
Préfecture de Pikine		Mise en œuvre politiques et stratégies lutte contre inondations	
Municipalité		Planification et programmation du développement local	
Société Civile	CONGAD	Capaciter les acteurs de l'administration territoriale- intégrer la réduction des risques et la gestion des catastrophes dans les PLD.	
Sociétés privées et publiques	Agence Nationale chargée de la Promotion de l'Investissement des grands travaux (APIX)	Suivi et évaluation des projets d'investissement – réalisation de grands projets d'infrastructures,...	
	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR)	Pilotage du conseil agricole et rural sur tout le territoire du Sénégal.	
	Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal (ANAMS)	Mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de météorologie	
	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)	Collecte de données statistiques; études économiques, socio-économiques, démographiques et financières des projets ;	
	SONATEL	moyens de liaison et de transmissions (ORSEC)	
	Agence de la propreté du Sénégal (Asprosen)	Activités de nettoyage public, de collecte, de transport, de transformation/valorisation et de stockage des ordures solides	
	Office Nationale d'Assainissement du Sénégal (ONAS)	Activités de collecte, traitement, valorisation et évacuation des eaux usées et des eaux pluviales	
	Office des Habitations à Loyer Modérés (OHLM)	Production de logements et de parcelles aménagées	
	Sénégalaise des Eaux (SDE)	Production et distribution d'eau potable	
	Société Immobilière du Cap Vert (SICAP)	Construction et commercialisation de logements sociaux et aménagement des espaces de développement.	
Société Nationale d'Électricité du Sénégal (SENELEC)	Production, transport, distribution et vente de l'énergie électrique		
Organisations multilatérales	Banque Mondiale	Aide, financements et conseils aux pays en voie de développement.	
	Union Européenne	Appui financier	
	Système des Nations Unies	Accompagner le pays dans les efforts de lutte contre la pauvreté – Appui dans l'atteinte des OMD	
	Fédération Internationale Croix rouge (FICR)	Coordonner et diriger des opérations de secours lors de catastrophes naturelles – Réponse aux urgences	
	Adaptation Fund	Appui financier de projets et programmes d'adaptation aux changements climatiques	
ONGs	OXFAM, ACI, Aide Transparency, CARITAS, CRS, EVE, ENDA, FDV, GREEN Senegal, IAGU, IUCN, Medicos del Mundos, Plan Sénégal, Secours Islamique Francais, Terre Nouvelle Suisse, Water Aid, World Vision,...	Appui technique et organisationnel	
Associations/ Organisations communautaires	Délégués de quartier, Imams, associations, groupements de promotion féminine, groupements d'intérêts économiques, associations sportives et culturelles et autres organisations communautaires de base	Intermédiaires entre les autorités institutionnelles et les populations	

Annexe 5: Dispositif du plan ORSEC



Annexe 6: Principaux acteurs rencontrés /interviewés sur le terrain

Qualification de l'interviewé	Nom et Prénom	Date d'interview
Maire de la CADTK	Aliou Diouck	27/07/2012
Coordonnateur des acteurs de la plateforme de lutte contre les inondations	Mayoro Samb	27/07/2012
Direction Protection civile	Cdt Amadou F. Canar Diop	26/07/2012
Cdt Groupement sapeurs Pompiers Guediawaye	Cdt Coulibaly Idriss	28/07/2012
Adjoint Préfet Pikine	Abou Sow	27/08/2012
Commission départementale de recensement	Souleymane Faye	27/08/2012
ONG EVE (OXFAM)	Abdou Diouf	27/07/2012
Coordonateur Plan Jaxaay	Mansour Ndoye	25/07/2012
Equipe plan Jaxaay	Souleymane Diallo	25/07/2012
Equipe plan Jaxaay	Madické Cissé	25/07/2012
Catholic Relief services	Malick NDom	26/07/2012
Présidente femmes leaders	Anna Coulibaly Dieng	25/06/2012
Chercheur UCAD	Henri Mathieu lo	29/06/2012
CONGAD	Boubacar Seck	28/07/2012
Président Collectif des Associations de DTK	Djibril Diallo	25/07/2012
Medico Del Mundo		04/07/2012
Notable	Imam Mansour Souaré	30/06/2012
Menuisier métallique	El hadji Ndiaye	30/06/2012
Relais communautaires	Kiné Dramé	10/08/2012
Bajen Gox	Aida Diouf Marieme Diallo	10/08/2012
Matronne Centre de Sante DTK	Mame Yandé Ndiaye	16 -18/07/2012
Infirmière Centre de Santé DTK	Marianne Sarr	16 au 20/07/2012

Annexe 7: Types d'affections enregistrées au centre de santé Deggo de DTK durant le mois de septembre 2010

Age	0 - 11mois		12 - 59mois		5 - 14ans		15 - 19ans		20 - 25ans		26 - 49ans		50 - 59ans		60 +		Total
Sexe	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	m	F	M	F	
Affections	Mois de Septembre 2010																
Toux /Rhume	86	49	147	148	52	52	17	20	18	51	17	24	5	8	9	11	707
Palu simple	1	1	8	4	107	56	106	59	58	34	105	72	18	6	6	9	653
Grippe	2	3	37	16	34	50	35	25	31	31	55	54	3	9	7	4	396
Affections cutanées	28	30	76	62	54	44	23	14	17	13	15	21	10	12	11	12	396
Ed infectieuse	1	1	12	4	45	36	28	23	27	17	39	32	12	18	11	9	315
Helminthiases	7	10	32	36	35	31	15	17	12	13	11	10	2	2	1	2	236
Diarrhées	7	9	25	17	3	8	23	4	3	3	3	4	1	2		1	92
Hypertension artérielle							2	1			3	27	2	4	9	22	70
Epi gastralgie								3	1	7		18		2	1	3	35
Angine					3	5		4	3	4	4	7			1	2	33
Mal des yeux	3	4	5	6		2				1		1		2	1		25
Palu et grossesse								3		8		6					17
Asthme			2	2			1	1	1			4		1		1	13
Dysenterie	1		2					1	1	2	2		1	1		1	12
Douleurs Abdominales	3	1					1		1		1		2	1		1	11

Annexe 8 : PRESSE

http://www.lagazette.sn/index.php/dist/icones_barre/spip.php?article3160

http://www.sudonline.sn/spip.php/images/local/cache-vignettes/L300xH129/flash/flash/inondations-2012--la-traite-des-opportunistes_a_1014

http://www.seneweb.com/news/Societe/la-pluie-du-26-aout-dernier-est-la-plus-forte-a-dakar-depuis-1932-geographe_n_76642.html

<http://yveslebelge.skynetblogs.be/archive/2010/08/23/inondations-au-senegal.html>

<http://www.habitat.gouv.sn/?LUTTE-CONTRE-LES-INONDATIONS-De&lang=fr>

http://www.seneweb.com/news/Societe/djiddah-thiaroye-kao-les-inondations-le-mal-end-mique_n_33711.html

http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=19112:plus-de-150-mm-de-pluies-exceptionnelles-letat-declence-le-plan-orsec-tous-les-moyens-requisitionnes&catid=78:a-la-une

Collectif des Associations pour le Développement de Djiddah Thiaroye Kao

www.senegaltribune.com/articles/6614/1/BILAN-DES-INONDATIONS-DE-2009--310043-sinistrés-dont-45-victimes/Page1.html

Rechercher...
Recherche Avancée

Gérez l'article
Envoyez un ami
Imprimez l'article
Ajoutez aux favoris
Articles à lire

Articles Populaires
Ces illuminés d'Al-Qaïda qui ternissent l'image de l'Islam
Dubai : la tour de la honte
Entretien avec Souleymane Jules Diop.
Le Wolof est en péril J'accuse la presse parée.
Rapport de police*

Rédacteurs Populaires
Momar Mbaye
Mandiaye Gaye
Arouna BA
Mor DIEYE
Moumar GUEYE

BILAN DES INONDATIONS DE 2009 : 310.043 sinistrés dont 45 victimes.

L'impact des inondations lors de l'exercice 2009 a été estimé, hier, à l'occasion de la mise en place du réseau des universitaires et chercheurs en réduction de risques de catastrophes. Au total, quelques 310.043 compatriotes ont été sinistrés dont 45 victimes.

Au rythme des changements climatiques, le Sénégal subit depuis quelques années, des inondations qui ont affecté plusieurs localités du pays avec des dégâts importants sur les personnes et les biens dont des pertes en vies humaines. Venue présider l'atelier où elle a fait le point des inondations survenues en 2009, Mme Sokhna Touré, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, n'a pas manqué de souligner qu'en sus des 45 victimes dénombrées, il y a eu 493 quartiers, 133 établissements scolaires, 38 établissements sanitaires inondés, de même que 153 lieux de culte et 380 ha de champs plantés en riz, bananes, pastèques et maraîchage détruits pendant la même année.

Journal LeSoleil
Quotidien d'informations du Sénégal.
>> Voir tous les articles par Journal LeSoleil

Entraînez votre Cerveau
Améliorez votre Mémoire
Améliorez votre Attention
Jouer

Sénégal
Jeudi 23 juin 2011
photos et vidéos

Inondations dans les...pdf
Dakar banlieue.pdf

Afficher tous les téléchargements...

FR 13:06 24/06/2012

S'ABONNER

Accueil

Tous les éléments (404)

★ Liste de suivi

Tendances

Parcourir

Explorer

Recommandations

Sources recommandées

Afficher toutes les recommandations »

Abonnements

Google Alertes - de...

Google Alertes - de...

Google Alertes - In... (296)

Google Alertes - In... (1)

Google Alertes - Ino...

Google Alertes - les...

☆ Google Alertes - Sénégal c	Le Sénégal veut se doter d'une base de données sur les ... - Changement climatique Le gouvernement sénégalais va d'ici la fin de	25 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	AU SECOURS DES INONDÉS ET DES PAYSANS : La banque ... - Deux accords que «justifie amplement» le contexte national, selon	26 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Kaffrine: la météo améliore la vision et le comportement des ... - Kaffrine, 26 août (APS) - Le projet Intégration de l'adaptation au	26 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	La météo annonce la poursuite des pluies jusqu'à mi-septembre - SENEGAL-HIVERNAGE-PREVISIONS. La météo annonce la	27 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - érosion c	Lutte contre l'érosion cotière : Près de 40 km reboisés sur le littoral ... - Les populations de Nikine et de Djimbéring (sous-	27 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Les Pluies Vont Continuer Jusqu'en Mi-septembre » (Service ... - Il a aussi exhorté les autorités à tenir compte de l'impact des	27 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Les Pluies Vont Continuer Jusqu'en Mi-septembre » (Service ... - Les artistes sénégalais se réunissent pour défendre la cause	27 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	La météo annonce la poursuite des pluies jusqu'à mi-septembre - Les précipitations vont se poursuivre jusqu'à mi-septembre au	27 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Les Pluies Vont Continuer Jusqu'en Mi-septembre » (Service ... - Mamina Camara a invité les populations à intégrer les	27 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	GESTION DES INONDATIONS : La Banque Mondiale finance l'Etat ... - 72, 9 millions dollars, soit 39 milliards FCfa, c'est la somme	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - érosion c	EROSION COTIERE EN CASAMANCE : Djimbéring tire la sonnette ... - 21:01 - INONDATIONS AU SENEGAL : Plus de 16 morts	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - érosion c	Saint-Louis : la gestion des zones côtières au menu d'un ... - Xibaaru - La gestion des zones côtières au Sénégal est au menu	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Sénégal : le sinistre - la question des inondation ne peut pas être réglé si facile tant que les études sur les changements climatiques	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Sortie de la première promotion du MDP 28 récipiendaires pour ... - Le 1er portail Sénégalais En Afrique Francophone ... Parmi	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Articles Reussir SENEGAL FINANCEMENT : La Banque Mondiale ... - La Banque Mondiale accordé au Sénégal un financement	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	MAMINA CAMARA, DIRECTION DE LA MÉTÉO: "Les fortes pluies ... - Au niveau des zones tropicales, à cause des changements	28 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Fatick : une cinquantaine d'acteurs formés sur les changements ... - SENEGAL-ENVIRONNEMENT Fatick : une cinquantaine	29 août 2012	🔗
☆ Google Alertes - Sénégal c	Agence de Presse Sénégalaise - Le site de l'Agence de presse sénégalaise (www.aps.sn) est en tête des 20 ... Fatick : une	29 août 2012	🔗

S'ABONNER

Accueil

Tous les éléments (401)

★ Liste de suivi

Tendances

Parcourir

Explorer

Recommandations

Sources recommandées

Afficher toutes les recommandations »

Abonnements

Google Alertes - de...

Google Alertes - de...

Google Alertes - In... (293)

Google Alertes - In... (1)

Google Alertes - Ino...

Google Alertes - les...

☆ Inondations: Le Président de la BAD annonce une "aide d'urgence" - La Banque africaine de développement (BAD) compte débloquer "une aide d'urgence" pour le	9 sept. 2012	🔗
☆ Inondations au Sénégal : des dégâts évalués à 6 millions d'euros - Selon les chiffres du ministre de l'Intérieur, ces inondations vont coûter 4 milliards de FCFA	9 sept. 2012	🔗
☆ Les Sénégalais invités à "reconstituer leur capacité d'indignation ... - Si nous ne sommes pas indignés par la situation des inondations à Kounoune (ouest)	9 sept. 2012	🔗
☆ AFRIQUE – Inondations au Sahel : 8 enfants sur 10 dans l'attente d ... - Niamey (Agence Fides) – Mali, Sénégal et Niger sont actuellement les pays les plus	9 sept. 2012	🔗
☆ 225 millions FCFA de la BID pour lutter contre les inondations au ... - La Banque islamique de développement (BID) va apporter au Sénégal une assistance	9 sept. 2012	🔗
☆ Sénégal : les Lions Indomptables du Cameroun au chevet des ... - Pour l'ambassadeur du Cameroun au Sénégal, ce geste est une marque d'affection envers le	9 sept. 2012	🔗
☆ Des pluies diluviennes provoquent des inondations au Sénégal - Inondations au Sénégal - Plusieurs quartiers de Dakar, la capitale du Sénégal, sont	9 sept. 2012	🔗
☆ Inondations au Sénégal : le président Macky Sall suspend ses ... - Société - Afrique de l'Ouest - Sénégal - Catastrophe naturelle - Politique - Solidarité.	9 sept. 2012	🔗
☆ Sénégal: concert humanitaire samedi de quatre célébrités, dont ... - DAKAR - Quatre célèbres chanteurs sénégalais, Youssou Ndour, Omar Pène, Ismaël Lô	9 sept. 2012	🔗
☆ Sénégal : le Sénat prend l'eau - Et si on supprimait la Chambre haute pour réaffecter son budget à la lutte contre les inondations ? À quelques jours des	9 sept. 2012	🔗
☆ Sénégal : l'opposition refuse la suppression du Sénat - Le président sénégalais Macky Sall avait proposé la suppression du Sénat la semaine dernière voulant	9 sept. 2012	🔗
☆ Inondations : les Sénégalais s'organisent - En 2012, les inondations ont fait une quarantaine de morts au Sénégal. La population s'organise comme elle peu : un	9 sept. 2012	🔗
☆ Conseil des ministres du Sénégal du jeudi 06 septembre 2012 (le ... - Pour terminer, le chef de l'Etat a tenu, à nouveau, à saluer l'exceptionnel élan de	9 sept. 2012	🔗
☆ Inondations au Sénégal : "La pluie est devenue notre pire angoisse" - En principe, pour un pays comme le Sénégal dont plus de 80% de la population espère	9 sept. 2012	🔗
☆ Sénégal: 400 000 personnes touchées par les inondations, (officiel) - Quelque 400 000 personnes sont touchées par les inondations au Sénégal, a annoncé le	9 sept. 2012	🔗
☆ Lutte Contre Les Inondations: Ahmeth Khalifa Niass Propose Un ... - Le guide religieux et homme politique, Ahmeth Khalifa Niass, a proposé samedi à	9 sept. 2012	🔗
☆ Quatre milliards sont nécessaires pour assister les victimes des ... - Le ministre sénégalais de l'Intérieur Mbaye Ndiaye a évalué à quatre milliards de FCFA le	9 sept. 2012	🔗
☆ Articles Reussir SENEGAL INONDATIONS : Le Chef de l'Etat ... - Après avoir salué l'exceptionnel élan de solidarité des Sénégalais envers les sinistrés des	9 sept. 2012	🔗



Tous les éléments ▾

Tout marquer comme lu ▾

Paramètres de flux... ▾



S'ABONNER

Accueil

Tous les éléments (401)

★ Liste de suivi

📊 Tendances

Parcourir

Explorer

📄 Recommandations

📄 Sources recommandées

Afficher toutes les recommandations »

Abonnements

📄 Google Alertes - de...

📄 Google Alertes - de...

📄 Google Alertes - In... (293)

📄 Google Alertes - In... (1)

📄 Google Alertes - Ino...

📄 Google Alertes - les...

- ☆ [Téléthon pour les sinistres des inondations : Le Premier ministre ...](#) - Le groupe de presse D média a procédé, hier, à la remise au gouvernement d'un chèque 9 sept. 2012
- ☆ [Inondations au Sénégal: le président Sall écourte un séjour en ...](#) - Ce bilan porte à au moins 13 morts le nombre de décès des inondations en deux semaines 9 sept. 2012
- ☆ [Sénégal : Youssou Ndour en concert pour les sinistrés de Dakar](#) - Au moins une dizaine de personnes ont péri dans les inondations entre samedi 25 et mardi 9 sept. 2012
- ☆ [Sénégal, Dakar sous les eaux des inondations ! - Sénégal, Dakar sous les eaux des inondations ! 29 août 2012](#) Par abdoulaye.mbaye. Le ciel de la capitale 9 sept. 2012
- ☆ [Le Centre victime des inondations](#) - A quelques semaines de la rentrée scolaire, le Centre de Formation Professionnelle et technique (CFPT) Sénégal-Japon est 9 sept. 2012
- ☆ [Sénégal: Un groupe de presse privé remet 200 millions au ...](#) - Les inondations survenues suite aux fortes pluies enregistrées au mois d'août, ont suscité un 9 sept. 2012
- ☆ [Sénégal : près de 100 millions de francs CFA pour les victimes des ...](#) - Le Grand théâtre de Dakar accueillait samedi 8 septembre un gala de charité en faveur 9 sept. 2012
- ☆ [Inondations au Sénégal: 300 millions de FCFA de l'UEMOA aux ...](#) - Dakar, Sénégal - Le président de la Commission de l'Union économique et monétaire 9 sept. 2012
- ☆ [Chronique-Solution aux inondations : Inexperts, rendez le micro !](#) - Quels plans d'urgence pour sortir le Sénégal du supplice des inondations? Certainement 9 sept. 2012
- ☆ [Grand Théâtre: Près de 100 millions pour les victimes des inondations](#) - ... francs CFA minimum et la recette, espérée par les organisateurs autour de 150 9 sept. 2012
- ☆ [CAN 2013 : Les Lions ensemble à Dakar](#) - Rassemblés au complexe du Sacré-Coeur à Dakar, les Lions de la Teranga et les Lions Indomptables du Cameroun 9 sept. 2012
- ☆ [Inondations: Le Président de la BAD annonce une "aide d'urgence"](#) - La Banque africaine de développement (BAD) compte débloquer "une aide d'urgence" 9 sept. 2012
- ☆ [Actualité Météo : Pluies diluviennes et inondations au Sénégal](#) - Actualité Météo ☼ Pluies diluviennes et inondations au Sénégal par La Chaîne Météo * La 9 sept. 2012
- ☆ [Inondations - Sénégal: Thione Niang offre un million de francs cfa ...](#) - DAKARACTU.COM En bon Sénégalais de la diaspora, Thione Niang, à travers sa 9 sept. 2012
- ☆ [Diine Ak Jamono sur les inondations - "Sénégal, péril ... - Dakaractu](#) - non Mlle neo docteur. boude wax deugg rekk tu as menti car macky n'a jamais dit que 9 sept. 2012
- ☆ [Inondations Sénégal: Les donateurs invités à verser leurs ...](#) - Les donateurs désireux de participer à l'effort national de lutte contre les inondations, suite au ... 9 sept. 2012
- ☆ [Sénégal: 400 000 personnes touchées par les inondations, \(officiel\)](#) - Quelque 400 000 personnes sont touchées par les inondations au Sénégal, a annoncé le 9 sept. 2012
- ☆ [Les artistes luttent contre les inondations : SENEGAL Blackrainbow](#) - Inondations - Les artistes se mobilisent...Après l'annonce faite par Youssou Ndour de la 9 sept. 2012



Rechercher dans Google Reader



salimata.soumare.etuintac@gmail.com ▾



Tous les éléments ▾

Tout marquer comme lu ▾

Paramètres de flux... ▾



S'ABONNER

Accueil

Tous les éléments (401)

★ Liste de suivi

📊 Tendances

Parcourir

Explorer

📄 Recommandations

📄 Sources recommandées

Afficher toutes les recommandations »

Abonnements

📄 Google Alertes - de...

📄 Google Alertes - de...

📄 Google Alertes - In... (293)

📄 Google Alertes - In... (1)

- ☆ [INONDATIONS AU SENEGAL : Un appel de dons lancé en Fra](#) - Un appel à des dons en nature a été lancé, mardi, à Paris, en faveur des victimes des 14 sept. 2012
- ☆ [Pour lutter contre les maladies, les inondations et l'insalubrité Une ...](#) - C'est dans le cadre de la lutte contre les inondations, que l'Eden a mis en place une 14 sept. 2012
- ☆ [Inondations au Sénégal : la CEDEAO décaisse 200 millions FCFA](#) - La Commission de la CEDEAO a remis un chèque de 200 millions FCFA au gouvernement 14 sept. 2012
- ☆ ["Solid'Aktion Sénégal", un "We Are The World" africain contre les ...](#) - (AFP) - Près de 50 artistes ont enregistré un morceau en commun pour la première fois 14 sept. 2012
- ☆ [Inondations et choléra font plus de 160 morts au Niger](#) - Parallèlement à la catastrophe, l'ONU signale une flambée du choléra dans l'ouest du Niger, sans qu'un 14 sept. 2012
- ☆ [Des expatriés sénégalais promettent une aide directe aux sinistrés](#) - Pour ce faire, le mouvement compte travailler en étroite collaboration avec le Mouvement 15 sept. 2012
- ☆ [Sénégal - Inondations : Les Chinois du Sénégal rassemblent 5 ...](#) - Sénégal - Inondations : Les Chinois du Sénégal rassemblent 5 millions pour les sinistrés. 15 sept. 2012
- ☆ [Sénégal: le ministre Youssou Ndour rechante le temps d'un concert ...](#) - C'est ça, le Sénégal", a-t-il commenté. Le Sénégal est en proie à des inondations 15 sept. 2012
- ☆ [AthlÃ© - La réunion de Dakar annulée](#) - AthlÃ© : La réunion de Dakar annulée. La réunion de Dakar, comptant pour le World Challenge et qui devait se tenir 15 sept. 2012
- ☆ [200 millions de F CFA de la CEDEAO au Sénégal pour les sinistrés](#) - Le déclenchement du Plan Orsec aidant, la solidarité nationale et internationale en faveur 15 sept. 2012
- ☆ [Remise de don de la communauté chinoise pour lutter contre les ...](#) - La communauté chinoise, qui oeuvre au développement économique et social du 15 sept. 2012
- ☆ [Les Sénégalais de France mobilisent des dons - Paris \(France\)](#) - Une vaste mobilisation s'organise actuellement en France à l'initiative du consulat général du 15 sept. 2012
- ☆ [Inondations a Kayes et Sikasso : Le Gouvernement met la main à la ...](#) - ... localité située à plus de 700 Kms de Bamako vers le Sénégal) 30 tonnes de riz, 15 sept. 2012
- ☆ [Sénégal - Inondations : Les Chinois du Sénégal rassemblent 5 ...](#) - L'Association des Chinois résidant au Sénégal a remis vendredi une somme de cinq 15 sept. 2012
- ☆ [Aide aux sinistrés des inondations Les socialistes de Rufisque ...](#) - Remerciant les socialistes, Moustapha Dieng a lancé un appel à tous les sénégalais pour un 15 sept. 2012
- ☆ [Solidarité avec les sinistrés des inondations : Coumba Gawlo et une ...](#) - Le label Sabar, en partenariat avec Sen tv, organise, ce samedi, 15 septembre, au 15 sept. 2012
- ☆ [Le gouvernement sénégalais mise sur le congrès pour supprimer le ...](#) - Au lendemain des inondations nées de fortes précipitations enregistrées à Dakar, la 15 sept. 2012

Annexe 10: Captures d'écran des visualisations - Relation acteurs / actions

